

Plan stratégique du GECT Eurorégion Nouvelle-Aquitaine Euskadi Navarre 2014-2020



LLET Akitania-Euskadi-Nafarroa Euroeskualdea
AECT Eurorregión Aquitania-Euskadi-Navarra
GECT Eurorégion Aquitaine-Euskadi-Navarre

> Actualisation

Pampelune, le 29 juin 2018

En décembre 2014, les autorités constitutives de l'Eurorégion approuvaient un « Plan stratégique 2014-2020 » et elles avaient la sagesse de préciser, en préambule : « *Comme tout document de planification, il n'est pas figé. Il a vocation à s'adapter et évoluer durant son exécution pour coller au plus près des réalités. Il tiendra compte des nouvelles organisations territoriales et demeurera ouvert à tous ceux qui souhaiteraient participer à sa mise en œuvre ou intégrer notre espace de coopération eurorégional* ».

Depuis lors, une réforme territoriale a affecté les régions françaises et l'Eurorégion compte désormais un membre constitutif de plus. Les territoires du Limousin, de Poitou-Charentes, la Communauté Forale de Navarre ont rejoint cet espace de travail, créé en décembre 2011.

C'est aujourd'hui un espace de coopération comptant près de 9 millions d'habitants et représentant 2% de la superficie actuelle de l'Union Européenne. Cette nouvelle géographie méritait d'actualiser le Plan stratégique afin d'entendre les attentes des territoires entrants et de se donner les moyens de capter tous les effets de masses critique attendus.

Ce qui ne change pas, en revanche, c'est la volonté de participer à la construction européenne, depuis les territoires, en mobilisant les acteurs clés de la coopération. Ce sont, les priorités, arrêtées en 2014, qui ont été amplement confirmées au terme d'un large processus de concertation : La Citoyenneté eurorégionale, l'Economie de la connaissance, Le Territoire durable (et notamment la mobilité), la Gouvernance.

Cette actualisation enregistre aussi la volonté des acteurs de « resserrer et d'approfondir » afin de parvenir à un plus grand degré de mobilisation et d'intégration dans des domaines clés comme : le plurilinguisme, la culture, les industries créatives, la mobilité étudiante, les stratégies d'innovation partagées, l'emploi (en particulier transfrontalier), la formation, l'interconnexion de nos systèmes ferroviaires, le développement durable, la lutte contre le changement climatique...

Le plan doit servir aussi à se projeter au-delà de 2020 et à porter des projets au sein des différents espaces de coopération territoriale et à l'échelle européenne...

C'est une contribution à la cohésion sociale d'un espace territorial qui entend participer pleinement à la consolidation des relations transfrontalières et à la construction européenne.

Uxue Barkos

**Présidente de la Communauté
Forale de Navarre
Présidente de l'Eurorégion
Nouvelle-Aquitaine Euskadi Navarre**

Alain Rousset

**Président du Conseil régional
de Nouvelle-Aquitaine**

Iñigo Urkullu

Lehendakari d'Euskadi



Eurorégion Nouvelle-Aquitaine Euskadi Navarre



LLET Akitania-Euskadi-Nafarroa Euroeskualdea
AECT Eurorregión Aquitania-Euskadi-Navarra
GECT Eurorégion Aquitaine-Euskadi-Navarre

Actualisation du Plan stratégique du GECT Eurorégio Nouvelle-Aquitaine Euskadi Navarre 2014-2020

ACTUALISATION DU PLAN STRATÉGIQUE EURORÉGIONAL

FICHE TECHNIQUE

Intitulé :	Actualisation du Plan stratégique du GECT Eurorégion Nouvelle-Aquitaine Euskadi Navarre 2014-2020
Organisme responsable :	GECT Eurorégion Nouvelle-Aquitaine Euskadi Navarre
Assistance technique :	
Date d'élaboration	Juin 2018

ACTUALISATION DU PLAN STRATÉGIQUE EURORÉGIONAL

1. INTRODUCTION	4
2. MISE À JOUR DU DIAGNOSTIC EURORÉGIONAL	9
2.1. Évolution socioéconomique récente et effets de l'élargissement	10
2.2. AFOM eurorégionale.....	21
2.2.1. AFOM 2014	21
2.2.2. Nouveaux facteurs AFOM issus de l'élargissement territorial.....	23
3. BILAN DES ACTIVITÉS 2015-2017.....	26
3.1. Introduction.....	27
3.2. Projets européens	27
3.3. Appels à projets GECT 2015-2016-2017	31
3.4. Partenariats stratégiques.....	34
3.4.1. Mobilité des étudiants	34
3.4.2. Campus eurorégional d'excellence internationale	34
4. RÉSULTATS DE L'ENQUÊTE AUPRÈS DES ACTEURS SOCIOÉCONOMIQUES EURORÉGIONAUX	37
4.1. Introduction et méthodologie	38
4.2. Pertinence des priorités stratégiques du Plan 2014-2020.....	39
4.3. Effets de l'élargissement territorial	40
4.3.1. Avantages et impacts de l'élargissement territorial.....	40
4.3.2. Éléments différentiels des nouvelles régions intégrées au sein de l'espace eurorégional et secteurs renforcés	42
4.3.3. Domaines thématiques à renforcer ou inclure dans la Stratégie eurorégionale	43
4.4. Orientation de l'activité du GECT à l'avenir.....	44
5. MISE À JOUR DE LA STRATÉGIE EURORÉGIONALE	45
5.1. Introduction : Vision, Mission et Défis stratégiques	46
5.2. Citoyenneté eurorégionale	53
5.3. Économie de la Connaissance, Innovation et Compétitivité entrepreneuriale	66
5.4. Territoire durable et transport	86
5.5. Gouvernance	110
6. LA STRATÉGIE EURORÉGIONALE ET LES PRIORITÉS EUROPÉENNES.....	117
Annexe A. PARTICIPANTS À LA ACTUALISATION DE LA STRATÉGIE EURORÉGIONALE.....	122
Annexe B. APPELS À PROJETS.....	127

ACTUALISATION DU PLAN STRATÉGIQUE EURORÉGIONAL

Tableau.2.1	Population de 11-12 à 18 ans étudiant le français et l'espagnol.....	13
Tableau 3.1	Appels à candidatures pour des aides à des projets eurorégionaux 2015-2016-2017 : n° de projets et subventions accordées par secteurs et années.....	32
Tableau 4.1	Appréciation accordée aux priorités stratégiques.....	40
Graphique 2.1	Évolution de la population de l'Eurorégion, 2006-2016.....	11
Graphique 2.2	Taux de natalité et de mortalité au sein de l'Eurorégion, 2015.....	12
Graphique 2.3	Population de 65 ans et plus (%) au sein de l'Eurorégion, 2012-16.....	12
Graphique 2.4	Distribution régionale du PIB de l'Eurorégion, 2010-2014.....	15
Graphique 2.5	Évolution du PIB réel par habitant à prix courants au sein de l'Eurorégion, 2005-2015.....	16
Graphique 2.6	Distribution par secteurs économiques de la VAB aux prix de la production au sein de l'Eurorégion 2014.....	17
Graphique 2.7	Population active de 55 ans et plus (%) dans l'Eurorégion, 2012-16.....	18
Graphique 2.8	Indicateurs du système éducatif au sein de l'Eurorégion.....	18
Graphique 2.9	Évolution du nombre de personnes travaillant en R&D (équivalent à un plein temps) au sein de l'Eurorégion, 2009-2013.....	19
Graphique 2.10	Dépense en R&D (€ par habitant) dans l'Eurorégion, 2003-2013.....	20
Graphique 3.1	Appels à candidatures pour des aides à des projets eurorégionaux 2015-2016-2017 : subventions accordées (€) par secteurs d'intervention.....	33
Graphique 4.1	Avantages et impacts de l'élargissement territorial.....	41
Graphique 4.2	Orientation des actions de l'Eurorégion à l'avenir.....	44
Carte 2.1	Composition territoriale et dimensions de l'Eurorégion.....	10

1. INTRODUCTION

1. Introduction

Le 3 octobre 1989, la Communauté autonome basque et la Région Aquitaine signent un protocole de collaboration destiné à jouer un rôle important dans la dynamisation interrégionale de l'espace atlantique européen. Ce protocole marque le début des relations institutionnelles permanentes entre les deux régions frontalières, dans le cadre de leurs compétences propres, et avec pour objectif d'échanger toutes les informations utiles sur leurs politiques respectives en matière économique et sociale, afin de promouvoir le développement de la formation et de la recherche, ainsi que la revalorisation de leur patrimoine culturel et linguistique.

Le 30 septembre de 1990, a lieu la signature du Protocole additionnel au Protocole de collaboration entre la C.A.B. et la Région Aquitaine. Celui-ci établit la création d'un fonds d'intervention commun dénommé « Fonds pour la coopération Aquitaine-Euskadi », financé à hauteur de 50% par chacune des deux parties.

Ces deux protocoles sont ensuite laissés sans effets en étant remplacés le 13 février 1992 par le Protocole de coopération entre la région Aquitaine, la Communauté autonome d'Euskadi et la Communauté autonome forale de Navarre, en vertu duquel est créée la Communauté transfrontalière Aquitaine-Euskadi-Navarre, avec une teneur similaire à la précédente, mais dès lors élargie à la Navarre. En date du 9 juillet 2000, la Communauté autonome forale de Navarre et le Conseil régional d'Aquitaine signent un nouvel accord de coopération transfrontalière bilatérale après que le Gouvernement de Navarre ait décidé de se désengager de l'accord précédent.

Le 12 décembre 2011 est la date de constitution du Groupement Européen de Coopération Territoriale (GECT) Eurorégion Aquitaine-Euskadi, dont l'objectif principal est de « faciliter et promouvoir la coopération transfrontalière, transnationale et/ou interrégionale, appelée ci-après coopération territoriale, entre les régions Aquitaine et Euskadi, dans le but exclusif de renforcer la cohésion économique et sociale ».

Parmi les objectifs énoncés lors de sa création, le GECT Eurorégion Aquitaine-Euskadi a assumé l'élaboration d'un Plan stratégique 2014-2020 afin de disposer d'un document de référence au service de l'ensemble des acteurs de la coopération territoriale Aquitaine-Euskadi, ainsi que pour les besoins propres du GECT. Ce plan stratégique a effectivement été élaboré en 2014 et a guidé depuis ses activités et initiatives.

Or, le 30 janvier 2017, la Communauté autonome forale de Navarre adhère officiellement au GECT par la modification de la Convention constitutive et l'approbation de nouveaux Statuts, ainsi qu'à la mise à jour des alinéas correspondants de la Convention constitutive et des Statuts, rendue nécessaire

1. Introduction

suite au regroupement des régions Aquitaine, Limousin et Poitou-Charentes et à la modification du règlement de l'UE sur les GECT¹.

Par conséquent, le GECT a pris la décision de mettre à jour son Plan stratégique dans le but de prendre en considération les changements survenus depuis sa création, actualisation fondamentale suite à la nouvelle configuration territoriale de l'Eurorégion. L'intégration de la Navarre et des nouveaux départements de Nouvelle-Aquitaine crée de nouvelles opportunités et pose de nouveaux défis à la coopération eurorégionale, qui doivent être pris en compte. La stratégie 2014-2020 était d'ailleurs déjà définie comme une stratégie adaptable et flexible en fonction des transformations pouvant se produire en matière socioéconomique et institutionnelle.

ANTÉCEDENTS : PHILOSOPHIE ET OBJECTIFS DU PLAN STRATÉGIQUE 2014-2020

- **Une stratégie destinée à identifier les priorités de l'Eurorégion et les actions à programmer pour leur réalisation.** La définition des orientations stratégiques s'est fondée sur un diagnostic préalable et sur les défis auxquels l'Eurorégion devra faire face pendant la période 2014-2020.
- **Une stratégie susceptible de mobiliser des fonds européens.** Le Document stratégique contribue ainsi au développement des deux régions constitutives, en atteignant également les objectifs stratégiques fixés par l'Union européenne pour la période 2014-2020 et en tenant tout particulièrement compte des espaces de programmation de la coopération territoriale européenne qui concernent l'Eurorégion.
- **Une stratégie adaptable.** Les facteurs économiques, politiques et sociaux sont des éléments desquels dépend toute stratégie territoriale, et par conséquent, des changements drastiques peuvent se produire et contraindre l'adaptation des actions à développer pour atteindre les objectifs établis.
- **Une stratégie qui détermine le rôle du GECT en tant qu'acteur et animateur de la politique de coopération territoriale.** Le GECT a pour objectif de mettre en place des programmes ou des projets de coopération territoriale cofinancés par l'Union (en particulier par les Fonds structurels) et de mener à bien des actions de coopération territoriale en marge de celle-ci. Le Document stratégique 2014-2020 permet en ce sens au GECT de se positionner comme organisateur, promoteur, collaborateur et/ou animateur de la politique de la coopération territoriale.

¹ Le GECT est un organisme de droit public régi par le règlement (CE) n° 1082/2006 du Parlement européen et du Conseil du 5 juillet 2006 relatif à un groupement européen de coopération territoriale et par le règlement (CE) n° 1302/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 ; la convention constitutive et sa modification ; ses Statuts et à titre subsidiaire par le droit français et pour ce qui concerne les activités qui lui sont confiées par les Statuts par le droit de la partie sur le territoire de laquelle elles sont menées.

1. Introduction

- **Une stratégie qui vise à servir de référence à l'ensemble des acteurs de la coopération territoriale.** Le Document stratégique inclut la contribution des porteurs de projets à l'approche intégrée de développement territorial de l'Eurorégion. Il sert également de référence à l'ensemble des acteurs de la coopération territoriale (privés et publics) mais aussi au GECT lui-même pour la planification et la priorisation de ses propres politiques.
- **Une stratégie élaborée avec la participation de nombreux acteurs impliqués dans les différents domaines de la coopération.** Des entretiens personnels, des groupes de travail et des enquêtes menés avec les acteurs de la coopération ont permis de canaliser leurs visions et leurs attentes.

Par conséquent, le document soumis ici vise à présenter la mise à jour du Plan stratégique du GECT Eurorégion Nouvelle-Aquitaine-Euskadi-Navarre élaborée au cours du premier semestre 2018. Le document s'organise en ce sens autour de 5 chapitres, incluant la présente Introduction.

Le chapitre 2 présente une Mise à jour du diagnostic eurorégional, qui fait état des informations les plus significatives de l'évolution socioéconomique récente au sein des trois régions intégrant l'Eurorégion et les effets de l'élargissement sur une série de variables clés². Il met ensuite à jour l'analyse AFOM (Faiblesses, Menaces, Forces, Opportunités) de l'Eurorégion, en faisant particulièrement attention aux nouveaux facteurs AFOM dérivés de l'élargissement territorial.

Le chapitre 3 effectue un Bilan des activités de coopération eurorégionale menées à bien et nées à l'initiative du GECT au cours de la période écoulée depuis l'élaboration du Plan. L'attention est portée sur les projets menés par le GECT, sur d'autres auxquels il participe ainsi que sur les projets soutenus depuis les successifs appels à projets du GECT en matière de coopération, contribuant à concrétiser un très grand nombre d'initiatives dans divers domaines thématiques stratégiques (définis en accord avec le Plan 2014-2020). Il s'achève par la description de certains Partenariats stratégiques eurorégionaux auxquels participe le GECT.

Le chapitre 4 présente les résultats de l'Enquête réalisée auprès des acteurs socioéconomiques eurorégionaux au cours du premier trimestre 2018, en faisant état des réponses de plus de 150 représentants d'organismes actifs dans le cadre de la coopération transfrontalière eurorégionale autour de questions telles que la pertinence des priorités stratégiques du Plan 2014-2020, les effets de l'élargissement territorial, ses avantages et ses incidences, les éléments différentiels des nouvelles régions intégrées et des secteurs renforcés, les questions à inclure/renforcer dans le cadre de la Stratégie eurorégionale, etc.

² On prend en ce sens comme référence une série d'indicateurs principalement extraits de la publication « L'Eurorégion Nouvelle-Aquitaine-Euskadi-Navarre en chiffres », élaborée dans le cadre du même projet de mise à jour.

1. Introduction

Enfin, le chapitre 5 est destiné à la l'actualisation de la Stratégie eurorégionale, en mettant à jour les axes stratégiques, les lignes d'intervention et les actions.

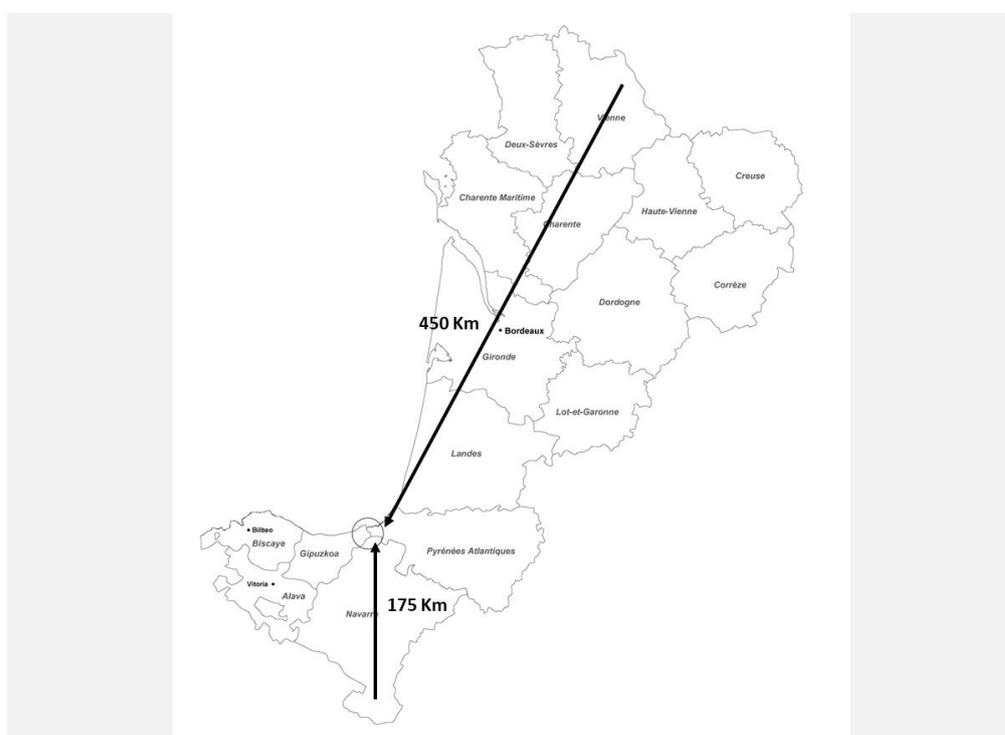
2. ACTUALISATION DU DIAGNOSTIC EURORÉGIONAL

2. Actualisation du diagnostic eurorégional

2.1. Évolution socioéconomique récente et effets de l'élargissement

L'Eurorégion passe de 48 000 km² à 101 000 km² (+110%, la **surface** correspond à plus du double). La croissance se produit surtout vers le Nord, de sorte que les distances depuis la zone frontalière augmentent considérablement (plus de 450 km de Poitiers à Hendaye ; 175 km de Tudela à Irun).

Carte 2.1 Composition territoriale et dimensions de l'Eurorégion



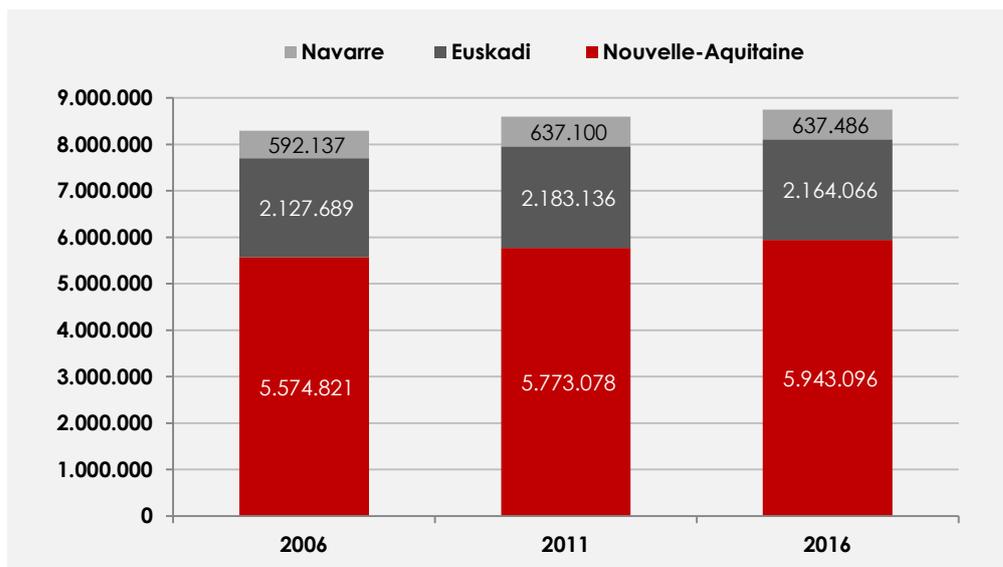
En termes de population, le nombre d'**habitants** augmente en passant de 5,4 millions à 8,7 millions de personnes (+60%), ce qui représente 1,74% de la population européenne. La densité de population diminue : les nouveaux territoires intégrés sont peuplés de façon plus dispersée, qu'il s'agisse de la Navarre ou des nouveaux départements français.

Au cours de la dernière décennie, il est possible d'observer une **croissance démographique** sur l'ensemble de l'Eurorégion, qui présente toutefois certaines nuances territoriales : tandis que la Nouvelle-Aquitaine gagne en population sur le long terme (+6,6% entre 2006 et 2016), l'Euskadi et la Navarre reculent pendant les années de la crise mais semblent actuellement connaître un début de reprise,

2. Actualisation du diagnostic eurorégional

avec un solde global positif sur la décennie (+1,7% et +7,7%), surtout la Communauté autonome forale.

Graphique 2.1 Évolution de la population de l'Eurorégion, 2006-2016

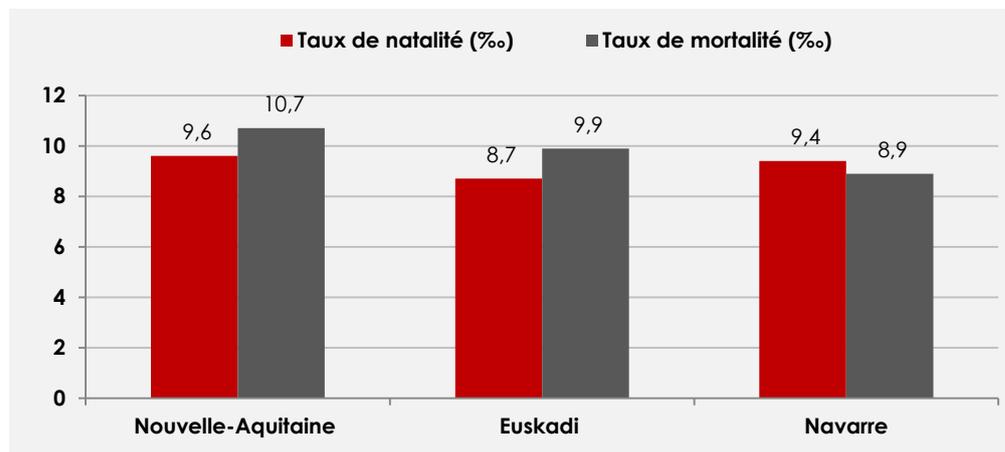


Le taux de natalité connaît une baisse généralisée au sein de l'Eurorégion, tandis que le taux de mortalité augmente. La Navarre (avec une structure par âges un peu plus jeune) atténue légèrement cette évolution tandis que les nouveaux territoires français (avec un plus grand vieillissement) l'accroissent.

Le résultat : le taux d'accroissement naturel est devenu négatif, sauf en Navarre. Le changement est particulièrement significatif en Nouvelle-Aquitaine, c'est donc l'entrée d'une population venant de l'extérieur de l'Eurorégion qui nourrit la hausse du nombre d'habitants.

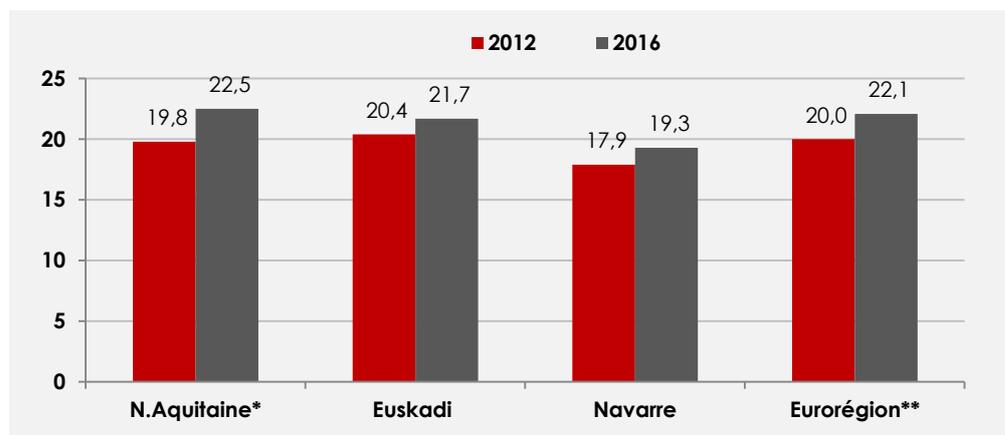
2. Actualisation du diagnostic eurorégional

Graphique 2.2 Taux de natalité et de mortalité au sein de l'Eurorégion, 2015



Cette évolution démographique se traduit par un **vieillessement** de la population de l'Eurorégion avec une augmentation du poids relatif de la population de 65 ans et plus au détriment des groupes plus jeunes. Les changements dans la composition territoriale de l'Eurorégion n'ont pas évité ce processus dans la mesure où toutes les régions sont elles aussi affectées par le même processus : la Navarre a beau présenter une structure par âges relativement plus jeune, sa pyramide vieillit également, tout comme celle d'Euskadi et tout particulièrement celle de la Nouvelle-Aquitaine (en comparaison avec l'ancienne Aquitaine).

Graphique 2.3 Population de 65 ans et plus (%) au sein de l'Eurorégion, 2012-16



(*) Aquitaine en 2012 (**) Aquitaine et Euskadi en 2012

2. Actualisation du diagnostic eurorégional

En ce qui concerne la **connaissance des langues**, les informations officielles relatives à la connaissance de l'espagnol en France sont obsolètes, en effet les dernières informations, publiées par l'INSEE, correspondent à l'année 2002. D'après cette source, 5,4% de la population de plus de 18 ans résidant en Aquitaine affirmait pouvoir parler et écrire en espagnol³. Quant à la connaissance du français en Euskadi, les dernières informations disponibles, correspondant à 2016⁴, montrent que 11% de la population affirmait pouvoir le parler et l'écrire. Dans le cas de la Navarre⁵, ce pourcentage monte à 21%.

Toutefois, en termes d'enseignement/apprentissage de l'espagnol et d'après les informations apportées par la CAT (Conférence Atlantique Transpyrénées), l'enseignement de l'espagnol connaît une croissance significative au nord de la Bidassoa (collèges) ; cependant, la demande du français comme première langue vivante au sud de la Bidassoa continue de n'être que peu significative.

Si nous nous intéressons au groupe d'élèves ayant entre 11-12 et 18 ans, nous constatons que l'apprentissage de l'espagnol est bien plus fréquent parmi les élèves aquitains (66%) que celui du français en Euskadi (16%) et en Navarre (34%). Cela est principalement dû au fait que les systèmes éducatifs basque et navarrais exigent une seule langue vivante obligatoire (la seconde langue vivante est optionnelle) tandis que le système éducatif français exige deux langues vivantes obligatoires.

Tableau.2.1 Population de 11-12 à 18 ans étudiant le français et l'espagnol

	%
NOUVELLE-AQUITAINE (collège et lycée)	
Espagnol Langue vivante 1 (LV1)	3,5
Espagnol Langue vivante 2 (LV2)	62,5
TOTAL	66,0
EUSKADI (secondaire et baccalauréat)	
Français matière obligatoire	2,7
Français matière optionnelle	13,5
TOTAL	16,5
NAVARRÉ (secondaire et baccalauréat)	
Français matière obligatoire	1,3
Français matière optionnelle	32,8
TOTAL	34,1

Source : Ministère de l'éducation nationale en France. Année scolaire 2017-2018 et Départements chargés de l'éducation du Gouvernement basque et du Gouvernement foral de Navarre. Année scolaire 2016-2017. Extrait du Rapport EMPLEO réalisé par le GECT Eurorégion Nouvelle-Aquitaine Euskadi Navarre.

³ « Langues parlées en Aquitaine : La pratique héritée », publié par l'INSEE en 2002.

⁴ Données publiées par le Cabinet de prospection sociologique du Gouvernement basque en 2017

⁵ Enquête sociale et sur les conditions de vie 2016, Gouvernement foral de Navarre

2. Actualisation du diagnostic eurorégional

En ce qui concerne la connaissance de l'euskera, 34% de la population d'Euskadi est bascophone tandis qu'une tranche de population supplémentaire de 19% est bascophone à compétence passive, cela signifiant qu'elle est capable de comprendre l'euskera, mais pas de le parler. Dans le cas de la Nouvelle-Aquitaine et concrètement au sein du Pays Basque français, 21% de la population est bascophone et 9% affirme comprendre le basque mais ne pas le parler ; au sein du Pays Basque français, il convient de distinguer le territoire de la Basse-Navarre et Soule avec un taux de bascophones proche de 50% auquel il faut ajouter une tranche de population supplémentaire de 14% bascophone à compétence passive. Quant à l'ensemble de la Navarre, la connaissance de l'euskera est plus limitée, avec 13% de la population bascophone et 10% affirmant comprendre le basque mais ne pas le parler (bascophones à compétence passive) ; cependant, dans la zone bascophone de la Navarre, le pourcentage de bascophones augmente à hauteur de 61% et 13% de personnes bascophones à compétence passive.

En ce qui concerne l'utilisation de l'euskera en tant que langue véhiculaire au sein des établissements d'enseignement de l'Eurorégion, 96% des élèves de maternelle et de primaire en Euskadi sont inscrits, au cours de l'année scolaire 2016-2017, dans un modèle bilingue ou en euskera. En Navarre, 27% des inscriptions des élèves de maternelle et de primaire correspond à des modèles en euskera.

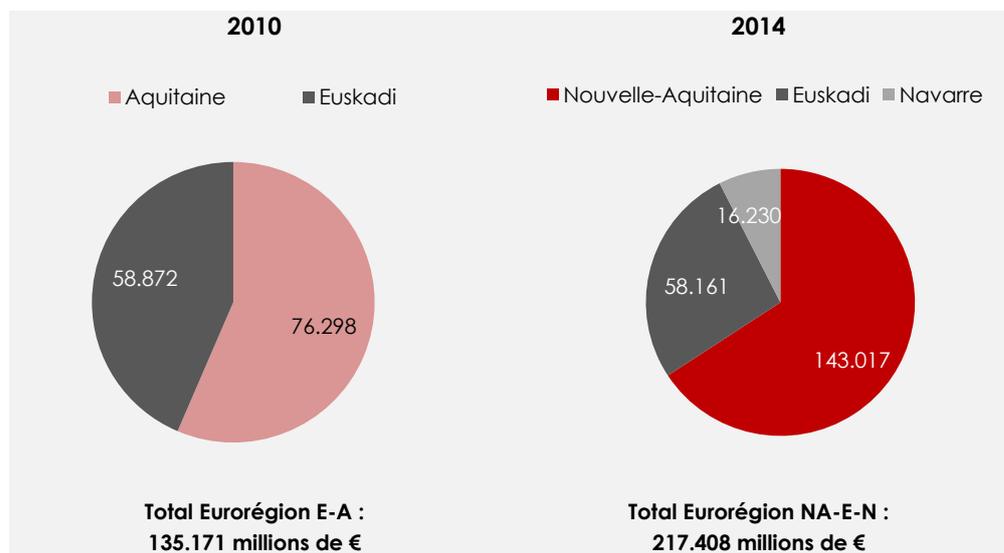
En ce qui concerne la présence de l'occitan, les données disponibles, issues d'une enquête réalisée en 2008⁶ sur le territoire de l'ancienne Aquitaine, montrent que le nombre de personnes qui affirmaient le parler sans aucune difficulté était de 9%. Ce pourcentage s'élevait à 22% en incluant les personnes déclarant avoir des difficultés à le parler.

Du **point de vue économique**, l'intégration des nouveaux territoires contribue à augmenter considérablement (60%) le PIB total de l'Eurorégion, en transférant en outre vers le nord le poids économique de celle-ci : en chiffres absolu, le PIB de la Nouvelle-Aquitaine correspond quasiment au double de celui de l'ancienne Aquitaine, de sorte qu'il représente maintenant quasiment deux tiers du total eurorégional (65,8% contre 56% auparavant) tandis que l'Euskadi passe à 26,8% (contre plus de 40% auparavant) et la Navarre représente 7,4%.

⁶ Présence, pratiques et représentations de la langue occitane en Aquitaine. Chiffres et Données clés.

2. Actualisation du diagnostic eurorégional

Graphique 2.4 Distribution régionale du PIB de l'Eurorégion, 2010-2014

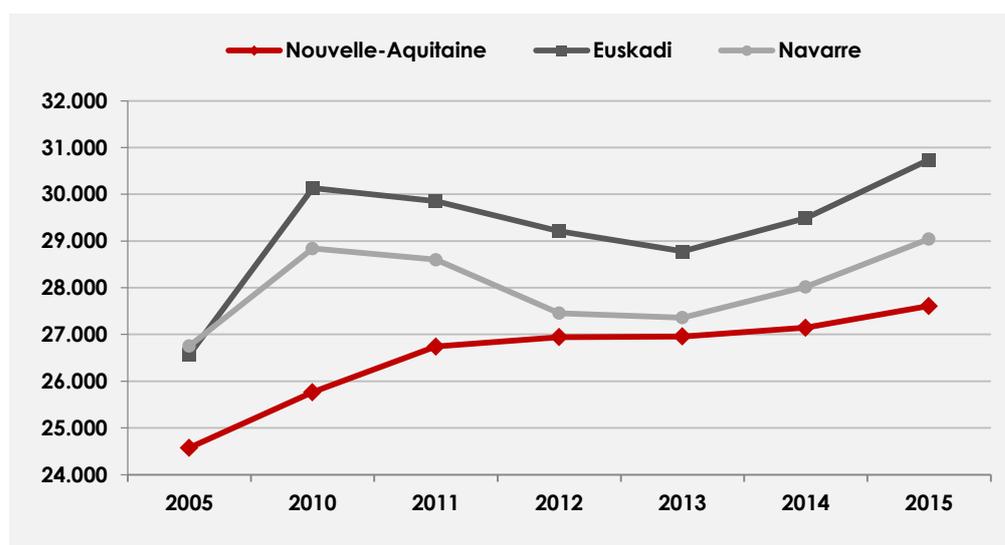


Cependant, la nouvelle configuration n'a pas une grande incidence sur les niveaux moyens de PIB par habitant et de revenu disponible des foyers de l'Eurorégion, dans la mesure où ils se situent sur une fourchette proche des niveaux précédents. Bien que la Nouvelle-Aquitaine se situe en-dessous de la moyenne eurorégionale (notamment en termes de PPS⁷), l'incidence de la crise semble avoir été légèrement moindre qu'en Euskadi et surtout qu'en Navarre, ces dernières ayant connu entre 2010 et 2013 des détériorations significatives de leur PIB par habitant, puis une reprise ultérieure.

⁷ Purchasing Power Standard ou standard de pouvoir d'achat.

2. Actualisation du diagnostic eurorégional

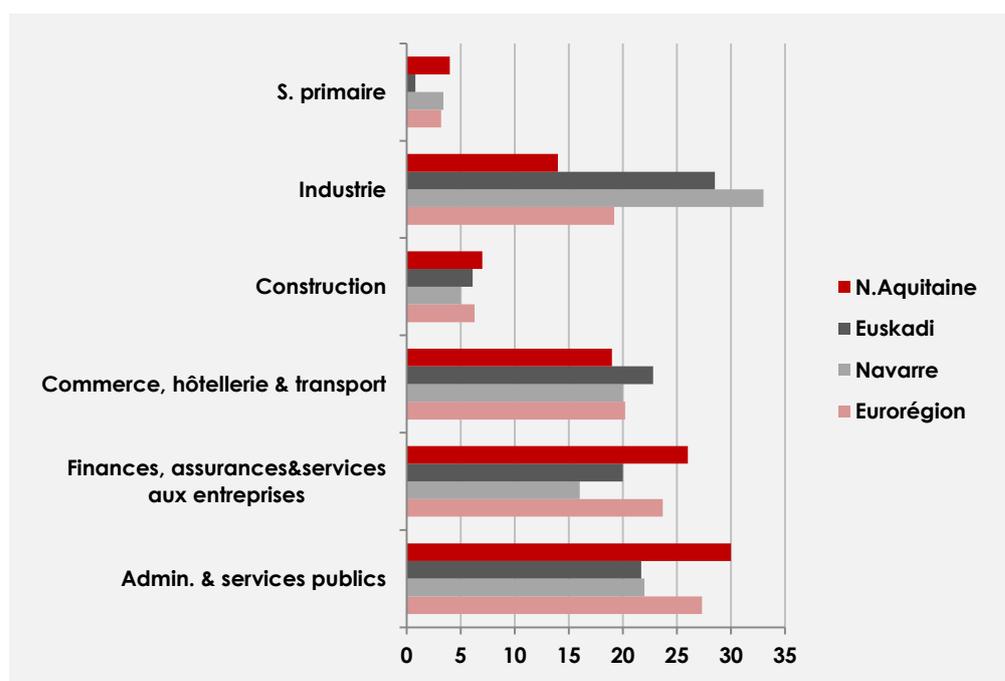
Graphique 2.5 Évolution du PIB réel par habitant à prix courants au sein de l'Eurorégion, 2005-2015



En termes de **structure économique**, l'élargissement de l'Eurorégion a donné plus d'importance relative au secteur primaire et au secteur industriel au détriment des services, qui continuent cependant à constituer la principale source de valeur ajoutée. Dans les services, le secteur commercial a perdu du poids en comparaison avec les activités de services aux entreprises et à l'Administration publique. Enfin, le secteur de la construction est proportionnellement moins important, tout particulièrement en Navarre et en Euskadi, où il a été très affecté par la crise immobilière.

2. Actualisation du diagnostic eurorégional

Graphique 2.6 Distribution par secteurs économiques de la VAB aux prix de la production au sein de l'Eurorégion 2014

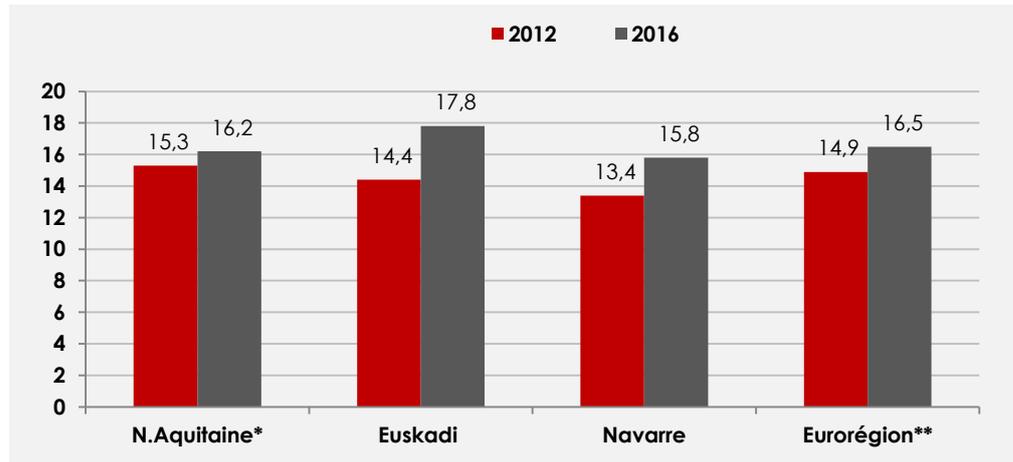


En ce qui concerne la **population active**, l'élargissement de l'Eurorégion n'a pas compensé le processus de vieillissement de celle-ci, de sorte que le segment de personnes actives de 55 ans et plus connaît une croissance proportionnelle dans tous les domaines, mais tout particulièrement dans le cas de l'Euskadi et de la Navarre. Ce processus se traduit par une prévision de très nombreux départs à la retraite, avec une réduction de la population en âge de travailler.

Le taux de renouvellement de la population active est en effet inférieur au taux européen : au sein de l'Eurorégion, pour 10 personnes proches de la retraite (60-65 ans), il n'y a que 7 personnes en âge d'intégrer le marché du travail (20-24 ans), contre 9 personnes en moyenne sur l'ensemble de l'UE.

2. Actualisation du diagnostic eurorégional

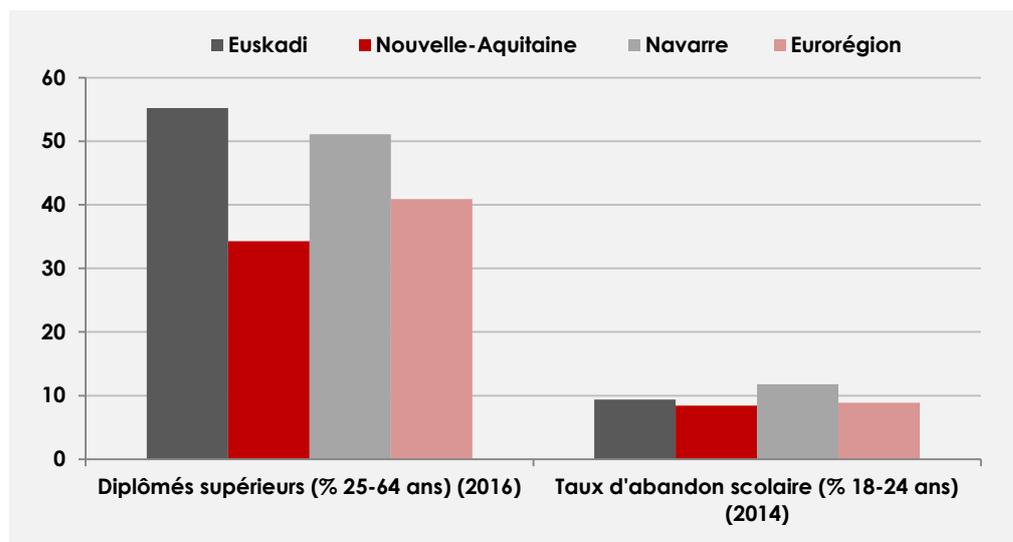
Graphique 2.7 Population active de 55 ans et plus (%) dans l'Eurorégion, 2012-16



(*) Aquitaine en 2012 (**) Aquitaine et Euskadi en 2012

Dans le **domaine de l'éducation**, le déséquilibre de la proportion de diplômés supérieurs, bien plus élevée en Euskadi et en Navarre qu'en Nouvelle-Aquitaine est maintenu. En revanche, le taux d'abandon scolaire précoce est plus favorable dans cette dernière région que dans les deux autres, tout particulièrement qu'en Navarre. Cependant, les deux indicateurs sont plus favorables au sein de l'Eurorégion que les moyennes européennes.

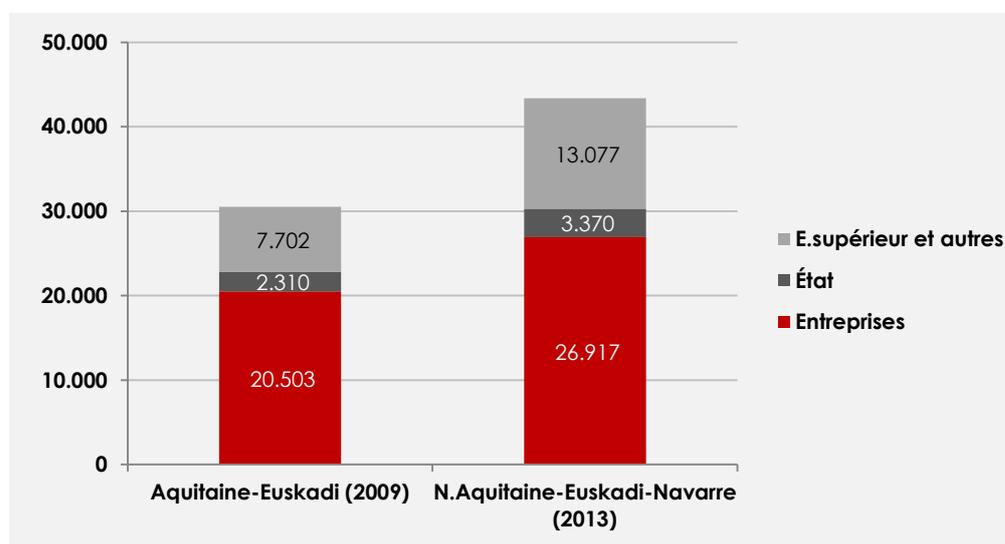
Graphique 2.8 Indicateurs du système éducatif au sein de l'Eurorégion



2. Actualisation du diagnostic eurorégional

En **matière de R&D**, l'élargissement de l'Eurorégion a impliqué une hausse importante du nombre de personnes ayant un emploi dans ce secteur, passant de 30 500 dans l'ancienne Aquitaine-Euskadi à plus de 43 300 en Nouvelle-Aquitaine Euskadi Navarre. La hausse est particulièrement significative dans le segment des chercheurs/ses de l'enseignement supérieur, davantage que dans d'autres centres publics et bien plus que dans le secteur des entreprises, ce dernier restant cependant largement majoritaire.

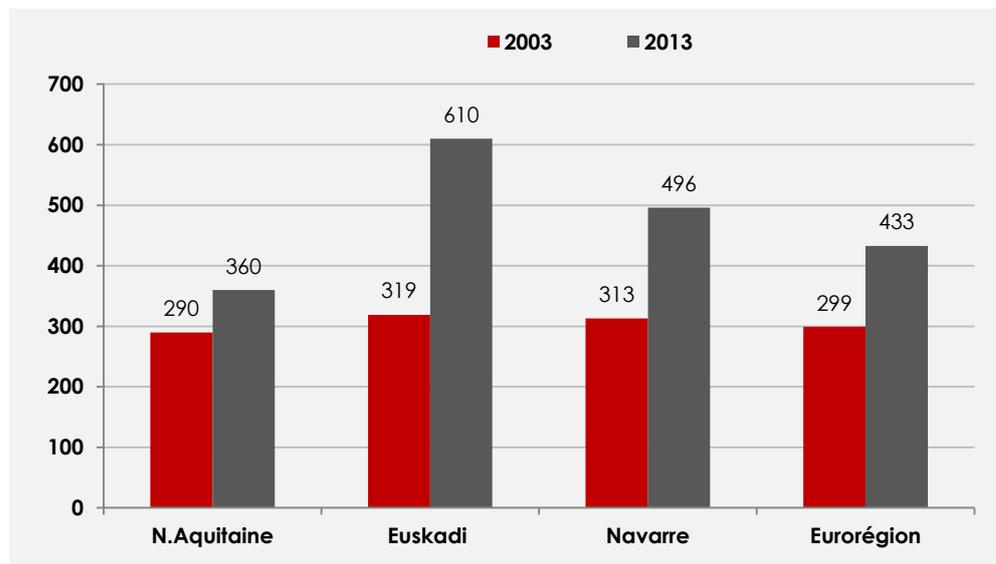
Graphique 2.9 Évolution du nombre de personnes travaillant en R&D (équivalent à un plein temps) au sein de l'Eurorégion, 2009-2013



Cependant, malgré l'augmentation de la dépense en R&D par habitant sur l'ensemble de l'Eurorégion au cours de la dernière décennie, les chiffres sont encore inférieurs aux moyennes européennes, sauf en Euskadi. En revanche, dans le cas de la Nouvelle-Aquitaine, avec la nouvelle configuration régionale, le chiffre moyen par habitant devient inférieur au chiffre que présentait séparément l'ancienne Aquitaine. La Navarre, quant à elle, se situe à un niveau intermédiaire entre les deux autres régions.

2. Actualisation du diagnostic eurorégional

Graphique 2.10 Dépense en R&D (€ par habitant) dans l'Eurorégion, 2003-2013



2. Actualisation du diagnostic eurorégional

2.2. AFOM eurorégionale

2.2.1. AFOM 2014

En partant du Diagnostic eurorégional élaboré en 2014, nous énumérons ci-après les facteurs favorables et défavorables qui sont toujours valables actuellement et ce, avec la nouvelle configuration territoriale.

FAIBLESSES ET MENACES	
<ul style="list-style-type: none"> - Une frontière très présente 	<ul style="list-style-type: none"> • Méconnaissance mutuelle des régions • Importantes lacunes en matière d'information • Absence de sentiment eurorégional • Différences culturelles importantes • La langue agit comme une authentique barrière
<ul style="list-style-type: none"> - Des réseaux de communication déficients 	<ul style="list-style-type: none"> • Absence d'un réseau approprié de transport public • Mobilité qui répond essentiellement au facteur « loisirs » • Recours massif au transport des marchandises par route • Territoire hétérogène (densités, usages du sol, spécialisation, etc.) • Tensions entre dynamiques résidentielles et activités de production
<ul style="list-style-type: none"> - Un cadre institutionnel complexe 	<ul style="list-style-type: none"> • Fortes asymétries au niveau des compétences, de la fiscalité et des cultures administratives • Cartographie d'acteurs complexe, multiplicité d'acteurs • Chaque acteur doit rechercher son interlocuteur • Le court terme prime alors que la coopération demande des périodes de maturation longues • Les forums de coopération ont peu de pouvoir de décision • Décalages au niveau des priorités eurorégionales et de celles des acteurs • Cohérence difficile à donner aux initiatives de coopération
<ul style="list-style-type: none"> - Fragile culture de coopération 	<ul style="list-style-type: none"> • Absence de réflexe de coopération dans les esprits des acteurs • Réticences à la coopération par crainte de perdre une part de marché • Difficultés pour trouver des partenaires du secteur privé • Méconnaissance de synergies possibles dans les chaînes de valeur sectorielles. • Manque de continuité dans la coopération
<ul style="list-style-type: none"> - Une orientation insuffisante vers le partenaire, l'espace naturel de développement 	<ul style="list-style-type: none"> • La collaboration transfrontalière n'a pas été une priorité • Peu de présence de projets véritablement stratégiques • Absence de marque de l'Eurorégion, ce qui complique son positionnement

2. Actualisation du diagnostic eurorégional

<ul style="list-style-type: none"> - Dynamique démographique qui constitue une pression 	<ul style="list-style-type: none"> • Croissance naturelle très réduite, besoin d'immigration • Vieillesse démographique, taux de dépendance plus élevé • Bas rythme d'accroissement de la population active • L'Eurorégion ne fonctionne pas comme un bassin d'emploi • Menace d'augmentation de l'inégalité territoriale
<ul style="list-style-type: none"> - Coûts élevés d'opportunité de la non-coopération 	<ul style="list-style-type: none"> • Perte de positionnement dans les axes de croissance européens • Retard dans la connexion ferroviaire à grande vitesse • Risque de frustration, d'épuisement des leaders de la coopération • Présence séparée au sein de programmes de coopération territoriale • Inefficacités dérivées d'un manque de coordination de services (ports, aéroports, etc.)
ATOUS ET OPPORTUNITÉS	
<ul style="list-style-type: none"> - Territoire attractif par son capital social et son niveau de bien-être élevé 	<ul style="list-style-type: none"> • L'Eurorégion est un territoire en mesure d'être compétitif au niveau européen • PIB par habitant similaire à la moyenne européenne • Espérance de vie supérieure à la moyenne européenne • Proportion d'emploi à plein temps supérieure à la moyenne européenne • Proportion d'emploi féminin supérieure à la moyenne européenne • Personnel très qualifié au sein de l'Eurorégion
<ul style="list-style-type: none"> - Territoire attractif par son patrimoine naturel 	<ul style="list-style-type: none"> • Important patrimoine naturel, bien préservé • Littoral, plages, espaces naturels et forêts : éléments attractifs • Secteur touristique en pleine croissance
<ul style="list-style-type: none"> - Écosystème intéressant pour la coopération 	<ul style="list-style-type: none"> • Réseaux, acteurs et promoteurs de la coopération. Relations étroites. • Tissu entrepreneurial varié, entreprises emblématiques et groupes forts. • Dotation d'Universités et de Campus d'excellence internationale. • Importance des clusters entrepreneuriaux dans les deux régions. • Système de soutien à la R&D entrepreneuriale et aux infrastructures connexes. • Eurocité, avec deux pôles de référence (Bayonne et Saint-Sébastien) proches • Leadership des régions dans des secteurs différenciés • Sensibilité aux besoins concrets des citoyens et des entreprises • Le GECT en tant qu'expression d'une volonté claire de stimuler la coopération
<ul style="list-style-type: none"> - Importance du format régional dans le cadre géostratégique futur 	<ul style="list-style-type: none"> • Eurorégion avec une bonne dimension pour être compétitive dans la « ligue européenne » • Eurorégion européenne, espace intéressant d'application d'initiatives de coopération • La RIS3, une opportunité pour la coopération.

2. Actualisation du diagnostic eurorégional

<p>- La valeur de la proximité de deux réalités complémentaires</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Existence d'importants domaines de complémentarité économique • Le littoral est une valeur qui unit les deux régions. Arc atlantique. • Typologie complémentaire de plages. • Problématiques communes où gérer conjointement des services
<p>- Existence de potentialités réelles de coopération</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Coopération dans le secteur des énergies renouvelables • Coopération en matière de gestion des ressources naturelles • Actions spécifiques secteurs économiques (commerce, tourisme, etc.). • Coopération pour les stages en matière de formation professionnelle. • Renforcement des structures de coopération existantes • Promotion de l'échange d'étudiants universitaires et de professionnels • Coopération entre les services publics pour l'emploi. • Potentialité de création d'une identité commune à partir de la culture. • Promotion de l'apprentissage des langues. • Prestige international en gastronomie et productions agricoles de qualité
<p>- Le GECT : un outil efficace de coopération</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Instrument approprié de Coopération territoriale eurorégionale • Instrument de coopération à l'échelle communautaire • Outil de promotion d'un cadre réglementaire transfrontalier (Comité des Régions) • Important pour les stratégies et les projets de dimension supra-locale • Pouvant faire office d'autorité de gestion d'un Programme de coopération territoriale • Pouvant opérer en tant qu'organisme intermédiaire de gestion des ITI. • Potentiel bénéficiaire unique d'un Plan d'action

2.2.2. Nouveaux facteurs AFOM issus de l'élargissement territorial

Suite au changement dans la configuration eurorégionale né de l'intégration de la Navarre et des nouveaux Départements faisant désormais partie de la Nouvelle-Aquitaine, l'analyse AFOM précédente n'a pas connu de variation substantielle, dans la mesure où les facteurs identifiés continuent pour la plupart à être en vigueur. Cependant, la transformation de l'Eurorégion et d'autres changements survenus depuis l'élaboration du Plan stratégique nous obligent à introduire certaines nuances importantes :

- La taille de l'Eurorégion a augmenté significativement ; l'Eurorégion Nouvelle-Aquitaine Euskadi Navarre représente maintenant près de 2% de la population et du PIB de l'Union européenne, ce qui lui confère un poids spécifique plus important dans le contexte européen afin de défendre ses

2. Actualisation du diagnostic eurorégional

intérêts et de promouvoir des initiatives avantageuses pour les régions en faisant partie.

- Par ailleurs, la nouvelle dimension offre une masse critique plus importante et une plus grande richesse d'acteurs sociaux et économiques afin de favoriser les interrelations et les initiatives de coopération eurorégionale dans divers domaines.
- De même, l'intégration de la Navarre permet d'élargir le territoire frontalier proprement dit (auparavant quasiment limité au passage Irun-Hendaye/Biriatou) au niveau de la frontière entre la Nouvelle-Aquitaine et la Navarre à une longueur d'environ 150 km linéaires. Bien que les deux espaces soient séparés par le massif pyrénéen, les passages sont nombreux et les opportunités/besoins de collaboration transfrontalière sont souvent très tangibles lorsqu'il s'agit de territoires directement contigus.
- Cependant, l'élargissement contribue également à faire augmenter très significativement les distances (physiques et culturelles) entre les territoires. Si la sensibilité envers la coopération transfrontalière diminue au fur et à mesure de l'éloignement de la frontière, elle peut dans ce cas être significativement diluée au sein des départements de la partie nord de Nouvelle-Aquitaine, situés à quasiment 500 km d'Hendaye. Ce phénomène peut être similaire, bien que dans une moindre mesure, avec les zones au sud de la Navarre, assez distantes physiquement de la frontière.
- L'élargissement de l'Eurorégion a également impliqué un déplacement vers le nord de la Bidassoa du poids économique eurorégional, dans la mesure où les nouveaux territoires français présentent un volume démographique et économique supérieur à celui de la Navarre.
- La composition sectorielle de la structure économique des territoires entrants peut offrir de nouvelles opportunités de coopération eurorégionale ou en renforcer d'autres, surtout dans les secteurs de l'industrie et de l'agroalimentaire, en fonction également des stratégies RIS3 respectives de ces territoires.
- Le cadre institutionnel est maintenant légèrement plus complexe qu'avant, suite à l'intégration d'une nouvelle région (Navarre) et de nouveaux départements en Nouvelle-Aquitaine, ce qui peut rendre plus laborieuse la mise en œuvre de certaines initiatives de coopération, bien que cet obstacle ne soit bien évidemment pas insurmontable.
- Le vieillissement démographique continue à être un processus constaté au sein de l'Eurorégion. La Navarre a beau présenter une structure par âges légèrement plus jeune que le reste, les nouveaux départements aquitains présentent un profil opposé et le processus de vieillissement est partagé.

2. Actualisation du diagnostic eurorégional

- Dans le secteur du transport, les retards annoncés dans la mise en œuvre de la ligne à grande vitesse entre Bordeaux, Dax, Bayonne et Hendaye constituent sans aucun doute un inconvénient important, ce qui ne contribuera pas à faciliter la mobilité eurorégionale, notamment entre les territoires les plus distants de la frontière.
- Pour ce qui est du GECT en lui-même, il convient de signaler la grande activité mise en œuvre au cours de la période écoulée depuis l'approbation du Plan. Les lignes d'action adoptées ont contribué à axer et à organiser son action autour de priorités plus claires (la nouvelle approche de ses régimes d'aides constitue un bon exemple), outre ses projets stratégiques et ses partenariats eurorégionaux⁸.
- La nouvelle configuration de l'Eurorégion et les changements signalés ici rendent la mission du GECT plus nécessaire encore, pour mobiliser et dynamiser des initiatives sur un territoire significativement plus étendu, avec une plus grande complexité institutionnelle et un plus grand nombre d'acteurs politiques, sociaux et économiques.

⁸ Voir le chapitre suivant.

3. BILAN DES ACTIVITÉS 2015-2017

3. Bilan des activités 2015-2017

3.1. Introduction

Ce point présente un résumé des principales activités et projets développés et/ou nés à l'initiative du GECT de l'Eurorégion à compter de l'adoption du Plan stratégique actualisé. Le résumé est organisé autour de trois grands groupes de projets :

- Projets européens : il s'agit de cinq projets financés par le POCTEFA soit directement nés à l'initiative du GECT soit dans lesquels le GECT joue un rôle significatif. Tous sont encore en cours.
- Appels à projets GECT 2015-2016-2017 : projets eurorégionaux soutenus par le GECT dans le cadre de ses appels à candidature pour des subventions ; depuis 2015, il y a deux appels à projets par an, l'un consacré à des projets dans le secteur de la culture, du sport, de l'éducation et des langues ; et l'autre dans le secteur de l'économie de la connaissance et de l'innovation.
- Partenariats eurorégionaux : outre les appels à projets, il convient de mettre l'accent sur la politique d'association avec les acteurs clés de la politique eurorégionale : mobilité des étudiants avec le réseau AEN (leader ComUE), le Campus eurorégional avec l'Université de Bordeaux et l'UPV/EHU, l'Interclustering avec Orkestra, CCI, ADI et SPRI. Et également avec l'Institut culturel basque et l'Institut Etxepare. Cela a permis de créer des bourses de mobilité pour les étudiants, des diplômes communs (notamment en œnologie, etc.) pour des projets communs dans le secteur des matériaux, etc.

Il convient également de signaler qu'outre ces projets concrets, le GECT a réalisé un travail continu de dynamisation de la coopération transfrontalière eurorégionale, en contribuant à la diffusion, à la connaissance et à la mise en contact des acteurs économiques, sociaux, culturels et institutionnels de l'Eurorégion, en étant constamment à la recherche d'opportunités de collaboration entre eux.

3.2. Projets européens

Tel que cela a déjà été indiqué, il s'agit de projets qui bénéficient du financement européen du FEDER, à travers le POCTEFA, nés à l'initiative du GECT de l'Eurorégion (Transfermuga, Empleo, Irakaslegaiak AEN-Eskola Futura) ou auxquels il participe (Competitiv'eko et Ederbidea). Nous décrivons ci-après les projets suivants :

3. Bilan des activités 2015-2017

- TRANSFERMUGA
- EMPLEO
- IRAKASLEGAIK AEN – ESKOLA FUTURA
- COMPETITIV'EKO
- EDERBIDEA

• TRANSFERMUGA

Le projet Transfermuga a pour objectif d'améliorer l'offre de transport transfrontalier durable afin de favoriser les déplacements et la mobilité des personnes et des marchandises au sein de l'Eurorégion.



Le projet, cofinancé avec des fonds européens POCTEFA et porté par le GECT, a connu une première phase débutée en 2013 qui a permis d'identifier la demande de mobilité transfrontalière et de présenter certaines propositions opérationnelles : prolongement d'une ligne d'autocars jusqu'à Irún ; élargissement du nouveau réseau Hegobus jusqu'à l'autre côté de la frontière ; création de titres de transport combinés ; lancement d'un projet de gare à Hendaye ; et création d'un site d'information au voyageur et d'un calculateur d'itinéraires transfrontaliers (www.transfermuga.eu).

La seconde phase du projet Transfermuga 2 débutée en 2015 a cherché à maintenir la dynamique existante à moyen et long terme, en l'inscrivant dans le cadre d'un processus global et intégré. Deux points constituant la base de la réflexion ont été identifiés en ce sens : l'un prévoit le développement et l'amélioration des offres de transport transfrontalier avec un objectif d'intermodalité et de multimodalité et l'autre prévoit la mise en œuvre d'une innovation ouverte dans le secteur des transports qui améliore ainsi l'information destinée aux voyageurs. En ce sens, le projet a travaillé à la création d'une plateforme web transfrontalière qui permette à tous les opérateurs d'accéder à l'open data en vue d'améliorer l'information au voyageur. Des études spécifiques ont été réalisées pour l'autocar et le train, qui permettront d'activer de nouveaux projets sur le terrain.

• EMPLEO

Le diagnostic du Plan stratégique 2014-2020 a identifié que l'Eurorégion ne constituait pas un véritable bassin d'emploi. Il existe d'importants obstacles administratifs, une connexion insuffisante entre les services d'emploi ainsi qu'un manque d'information adéquate en matière de législation fiscale, sociale et liée au droit du travail pour le collectif des



3. Bilan des activités 2015-2017

travailleurs frontaliers. La libre circulation des travailleurs est l'une des quatre libertés fondamentales de l'Union européenne ainsi que l'un des piliers du marché unique. Les zones transfrontalières sont peut-être les plus sensibles à cette réalité, c'est la raison pour laquelle le développement de leur capacité et de leur potentiel d'intégration et d'initiative dans le champ professionnel doit être l'un des axes permettant de renforcer le marché unique européen.

Dans ce contexte et à travers l'initiative intitulée : « EMPLEO : Renforcer l'Europe : Développement d'un bassin d'emploi eurorégional entre la Nouvelle-Aquitaine, l'Euskadi et la Navarre » financée par le POCTEFA, le GECT de l'Eurorégion aborde cette problématique multidisciplinaire à l'échelle eurorégionale, aussi bien au niveau théorique que pratique. Le projet prend en compte aussi bien les entreprises que les travailleurs/ses avec emploi et sans emploi, en analysant les obstacles freinant la libre circulation des travailleurs au sein de l'Eurorégion et en tentant d'y trouver des solutions (avec des thématiques telles que la double imposition fiscale ou la sécurité sociale pour les travailleurs ou les différentes problématiques auxquelles font face les entreprises pour réaliser des travaux de l'autre côté de la frontière). En 2017, un diagnostic a été réalisé, à titre de première étape, portant sur la réalité de l'emploi transfrontalier au sein de l'Eurorégion Aquitaine-Euskadi, aussi bien au niveau statistique (nombre de travailleurs, caractéristiques, motivations, obstacles,...) qu'au niveau qualitatif (cadre légal, problèmes liés au statut de travailleur transfrontalier, à l'activité entrepreneuriale transfrontalière, etc.), et étudiant le potentiel réel d'un marché du travail eurorégional intégré.

Le projet se poursuivra avec la création d'un site web offrant une information pour les travailleurs/ses et entreprises transfrontalières ainsi que d'autres actions liées.

• COMPETITIV'EKO

Le projet est axé sur le renforcement de la compétitivité des PME en se basant sur la coopération transfrontalière et en impliquant les clusters, les centres technologiques et les agences de développement économique du



Pays Basque-Aquitaine/Euskadi/Navarre. Les partenaires du projet sont la CCI Bayonne Pays Basque, en qualité de porteur de projet, la Chambre de commerce, d'industrie et de navigation de Gipuzkoa, Sodena, Sociedad de Desarrollo de Navarra, S.L., Orkestra-Institut basque de la compétitivité et Bihartean, la Chambre de commerce transfrontalière⁹. Competitiv'eko est financé par les fonds Interreg

⁹ Le Comité de pilotage du projet est formé par ADI, l'Agence de développement et d'innovation de la Nouvelle-Aquitaine, SPRI, l'Agence de développement entrepreneurial du Gouvernement basque, le Département chargé du développement économique du Gouvernement foral de Navarre et le GECT Eurorégion Aquitaine-Euskadi-Navarre.

3. Bilan des activités 2015-2017

Poctefa 2016-2019. Le GECT fait partie du Comité de pilotage du projet, qui est financé par le POCTEFA. Le projet est axé sur le renforcement des modes de travail basés sur la coopération transfrontalière entre les acteurs de l'innovation et les entreprises lançant des innovations aussi bien technologiques que non technologiques. Il s'agit : 1-d'intensifier la collaboration transfrontalière entre les entreprises par le biais des alliances gagnant-gagnant. 2-d'intensifier la coopération verticale ou transversale entre les acteurs économiques qui structurent les territoires (Clusters, ADE, CT...) 3- de développer des outils et de les mettre à la disposition des acteurs économiques pour garantir la cohérence et la méthodologie spécifique pour soutenir les stratégies entrepreneuriales et territoriales. -Conception des chaînes de valeur et de ses acteurs dans les secteurs de spécialisation identifiés par la RIS3. -Analyse de convergence territoriale-entrepreneuriale dans les secteurs de la RIS3. 4-d'entraîner la création de pratiques durables entre les leaders entrepreneuriaux et les acteurs économiques intermédiaires. 5- de réaliser des projets pilotes transfrontaliers suite à la création : - d'espaces d'échanges transfrontaliers. - de groupes de travail thématiques et sectoriels (produit, marché...) - de pôles d'entrepreneuriat transfrontaliers basés sur les complémentarités de la chaîne de valeur. 6- de partager et de répercuter les bonnes pratiques sur la coopération.

Le projet a identifié des convergences économiques dans les quatre domaines prioritaires suivants :

- Fabrication avancée /Automobile / Véhicule électrique / Matériaux légers /Mobilité – Développement durable)
- Énergie (Éolienne Onshore / Stockage / Éolienne Offshore / Smart Grids)
- Santé (Dispositifs médicaux / industrie de pointe / E-santé / Big Data (question transversale))
- Agro-alimentaire (Fabrication avancée / Big Data /Techniques de conservation (congélation) / Combinaison Énergie-Santé / 4^{ème} gamme (produit cru prêt à l'emploi) et 5^{ème} gamme (produit cuisiné)).

• IRAKASLEGAIK AEN – ESKOLA FUTURA

Il s'agit d'un projet européen (2017-2020) développé dans le cadre du POCTEFA, unifiant la politique linguistique qui couvre les défis de l'euskera et de l'occitan en association directe avec les Offices publics des langues basque et occitane, et en collaboration avec les universités du territoire. Des bourses seront accordées à des étudiants en formation pour devenir enseignants des universités publiques de l'Eurorégion afin qu'ils puissent enseigner en euskera et en occitan au sein des écoles publiques du système éducatif français.



3. Bilan des activités 2015-2017

• EDERBIDEA

Le projet EDERBIDEA, également financé par le POCTEFA, vise à promouvoir le transport durable, à vélo, sur le territoire transfrontalier que constituent Guipúzcoa, la Navarre et les Pyrénées-Atlantiques. Les membres du projet sont : Gouvernement de Navarre, Département des Pyrénées-Atlantiques, la Députation forale de Gipuzkoa, les mairies de Saint Jean de Luz, Hendaye, Biarritz, Irun et Imotz, la Communauté de l'Agglomération Sud Pays Basque, l'Association Cederna Garalur, le Consortium touristique du Plazaola et le groupement touristique Baztan Bidasoa Turismo Elkargoa. L'objectif est d'établir un plan cycliste transfrontalier en donnant une nouvelle dimension aux orientations déjà adoptées ou mises en œuvre sur le territoire.



3.3. Appels à projets GECT 2015-2016-2017

À partir de l'approbation de la Stratégie eurorégionale, le GECT a redéfini ses appels à candidatures pour des aides à des projets à caractère eurorégional. Depuis 2015, le nombre d'appels à candidatures par an est passé à deux, l'un consacré à des projets dans le secteur de la culture, du sport, de l'éducation et des langues (incluant bien évidemment l'euskera) ; et l'autre dans le secteur de l'économie de la connaissance et de l'innovation.

Le tableau suivant présente un résumé des activités soutenues par cette voie (sur les tableaux joints, il est possible de consulter la liste complète de projets soutenus dans chaque appel à candidatures). Le résultat : un total de 72 projets subventionnés au cours des dernières années, avec une subvention globale de plus de 1,5 million d'euros. Sur ce total de projets, 59 correspondent à des appels à candidature du secteur de la culture, du sport, de l'éducation et des langues et 13 à ceux du secteur de l'économie de la connaissance et de l'innovation. Cependant, le déséquilibre du nombre de projets est adouci en termes budgétaires : le premier type de projets reçoit quasiment 900 000 € sur les trois années (57% du total) tandis le second reçoit un peu plus de 665 600 € (43%). Il s'avère ainsi que la subvention moyenne par projet est sensiblement supérieure dans les projets liés à l'économie-innovation (51 200 € sur l'ensemble de la période) que dans ceux du secteur culture-sport (15 250€).

3. Bilan des activités 2015-2017

Tableau 3.1 Appels à candidatures pour des aides à des projets eurorégionaux 2015-2016-2017 : nombre de projets et subventions accordées par secteurs et années

1. APPELS À CANDIDATURES DU SECTEUR CULTURE, SPORT, ÉDUCATION, LANGUES			
Sous-secteurs/années	Nombre de projets	Subvention	Subvention/projet
Culture	25	437 165,99	17 487
Sport	5	52 430,00	10 486
Éducation et jeunesse	20	254 853,80	12 743
Euskera et multilinguisme	9	155 415,00	17 268
2015	17	250 000,00	14 706
2016	19	250 000,00	13 158
2017	23	399 864,79	17 385
TOTAL 1	59	899 864,79	15 252
2. APPELS À CANDIDATURES ÉCONOMIE DE LA CONNAISSANCE, INNOVATION			
Sous-secteurs/années	Nombre de projets	Subvention	Subvention/projet
Santé-Biosanté	2	120 020,00	60 010
Agriculture et industrie alimentaire	4	200 276,00	50 069
Énergies renouvelables	3	145 250,00	48 417
Ressources marines et du littoral	3	148 975,00	49 658
Aérospatial	1	51 150,00	51 150
2015	4	199 500,00	51 205
2016	4	185 501,00	60 010
2017	5	280 670,00	50 069
TOTAL 2	13	665 671,00	51 205
TOTAL 1+2	72	1 565 535,79	21 744
2015	21	449 500,00	21 405
2016	23	435 501,00	18 935
2017	28	680 534,79	24 305

Source : GECT Eurorégion Nouvelle-Aquitaine-Euskadi-Navarre

Il est donc clair que dans les projets du secteur économie-innovation, le choix s'est porté sur une politique plus focalisée, axée sur des projets d'une certaine ampleur, avec une masse critique, tandis que pour l'autre secteur, la politique a été davantage généraliste et a cherché à couvrir des activités transfrontalières plus « modestes » mais qui sans aide, n'auraient pu être menées à bien qu'avec de grandes difficultés.

Dans le premier groupe de projets, il convient de distinguer ceux directement liés aux activités culturelles, 25 projets qui reçoivent quasiment la moitié des fonds de ces appels à candidature (437 165 € au total), très au-dessus des projets

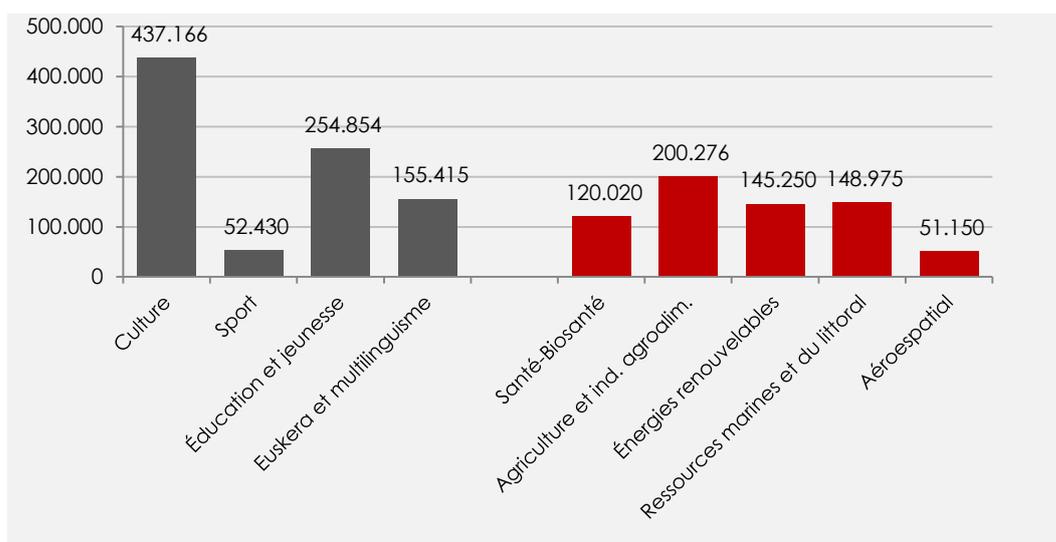
3. Bilan des activités 2015-2017

« éducation et jeunesse » (254 853 €), « euskera et multilinguisme » (155 415 €) et enfin « sport » (52 430 €).

En ce qui concerne le groupe de projets d'économie-innovation, il convient de signaler les 4 projets correspondant au secteur « agriculture et industrie agroalimentaire » avec près d'un tiers des fonds de ce secteur (200 276 €), devant les projets liés aux « ressources marines et du littoral » (148 975 €), aux « énergies renouvelables » (145 250 €), à la « santé-biosanté » (120 020 €), et au « secteur aérospatial » (51 150 €, 1 seul projet déjà commencé en 2017). Parmi les projets soutenus, il convient de mentionner :

- Secteur de la santé et de la bio-santé : CHRONICITY VALLEY ; ONCONAEN
- Secteur de l'agriculture et de l'industrie agroalimentaire : EUSKADI VIN AQUITAINE (EVA) et EUSKABIOM ; RESELoC ; Réduction de l'impact de champignons pathogènes dans le secteur vitivinicole.
- Secteur des énergies renouvelables : FROM SEANERGIES TO SEANERGY ; BLUESARE ; AAOE (Acoustic Around Ocean Energies)
- Secteur des ressources marines et du littoral : OLIA ! Com : Ocean Living Lab ; TURQUOISE 00 ; DINAMO-FIVE
- Secteur aérospatial : Système robotique pour l'usinage de matériaux composites

Graphique 3.1 Appels à candidatures pour des aides à des projets eurorégionaux 2015-2016-2017 : subventions accordées (€) par secteurs d'intervention



Enfin, en ce qui concerne l'évolution des aides, il convient de souligner la hausse des fonds disponibles en 2017 (680 534 €), supérieurs de 50% à ceux des deux années précédentes.

3. Bilan des activités 2015-2017

3.4. Partenariats stratégiques

3.4.1. Mobilité des étudiants

Dans le cadre de sa collaboration stratégique avec la Communauté d'universités et les établissements d'Aquitaine, le GECT Eurorégion Nouvelle-Aquitaine Euskadi Navarre soutient la mobilité académique des étudiants universitaires par le biais d'un programme de bourses. Il y a eu deux appels à candidatures, en 2016 et 2017, avec pour objectif de financer tout particulièrement la mobilité des étudiants basques et navarrais vers les centres universitaires situés en Nouvelle-Aquitaine au cours des années scolaires 2016/2017 et 2017/2018, respectivement.

Les destinataires de celles-ci sont des étudiants de premier cycle (à partir de la seconde année) et de Master des universités de Nouvelle-Aquitaine, d'Euskadi et de Navarre, ainsi que des étudiants de niveau Doctorat. En 2016, le total des aides accordées s'est élevé à 13 subventions et en 2017, à 30 bourses, ce qui suppose une aide par bénéficiaire de 300 € par mois pendant 5 mois. Cette aide financière peut s'ajouter à d'autres aides existantes (Erasmus, etc.).

3.4.2. Campus eurorégional d'excellence internationale

En septembre 2010, Euskampus et le pôle d'excellence de l'Université de Bordeaux ont signé un accord en vue de développer et de consolider un espace commun de coopération en formation, recherche, innovation et projection internationale en formant un campus universitaire transfrontalier au sein de l'Eurorégion Euskadi-Aquitaine-Navarre. Le campus transfrontalier favorise la mobilité pour les étudiants et les jeunes chercheurs en promouvant des diplômes communs et des cotutelles, la mobilité pour les professeurs et les chercheurs en établissant des programmes de recherche communs dans certains domaines, ainsi que la mobilité pour faciliter les stages et l'insertion professionnelle dans un contexte international. La finalité est de configurer un Campus qui soit un référent international dans l'enseignement supérieur, les réseaux de recherche d'excellence et l'innovation, en étant axé sur les secteurs de spécialisation communs.



Cette collaboration a notamment permis d'atteindre les résultats suivants :

- Au cours de l'année scolaire 2016-17, deux nouveaux doubles diplômes ont été implantés : un master officiel dans le secteur de l'œnologie et un double diplôme de master délivré par ces deux universités dans le secteur de la bio-informatique.

3. Bilan des activités 2015-2017

- 25 thèses sont actuellement en cours en cotutelle dans diverses disciplines.
- Au cours de la dernière année, quatre projets européens communs ont été approuvés.
- Quatre grands projets d'innovation sont actuellement en cours au sein de l'Eurorégion, dans des secteurs eurorégionaux clés tels que la santé (Chronicity Valley), l'économie du vin (Euskadi-Vin-Aquitaine, EVA) et la biotechnologie marine (Turquoise 00). À signaler également un travail dans le secteur de l'économie des sports aquatiques de glisse (surf, windsurf, etc.) avec l'Ocean Living Lab.
- Deux Laboratoires transfrontaliers de coopération (LTC), dans les secteurs de la fabrication avancée et de la physique et chimie quantique à l'échelle nano (ce dernier conjointement avec le Donostia International Physics Center et le Centre de physique des matériaux CSIS-UPV/EHU).
- Dynamiques d'échange d'étudiants entre les deux universités,

Enfin, il convient de signaler l'entrée officielle (en juin 2017) de l'Université de Bordeaux comme membre de plein droit du « patronato » d'Euskampus Fundazioa, ce statut renforçant ainsi son niveau d'engagement institutionnel avec l'UPV/EHU et les autres partenaires du Pays Basque (Tecnalia, DIPC, Grupo Ormazabal, CAF et Ikerbasque).

• INTERC

Projet piloté par Bihartean (Chambre de commerce et d'industrie transfrontalière Bayonne-Pays Basque et Gipuzkoa)¹⁰ et Orkestra (Institut basque de la compétitivité) destiné à développer des réseaux de clusters et des axes de synergies au sein de l'espace eurorégional.

• « AQUITAINE.EUS »

Il s'agit d'un partenariat entre l'Institut basque Etxepare et l'Institut culturel basque pour la mobilité et la diffusion des créateurs culturels basques en Aquitaine et la création de relations artistiques transfrontalières au sein de l'Eurorégion.



¹⁰ La Cámara de Navarra a intégré Bihartean en juin 2017.

3. Bilan des activités 2015-2017

• ZUBIAK

Le projet «Zubiak» consiste en une émission de radio hebdomadaire en euskera en coproduction entre Euskadi Irratia et France Bleu Pays Basque. L'émission est diffusée le samedi de 12h à 13h sur France Bleu Pays Basque et le dimanche de 15h à 16h sur Euskadi Irratia. L'émission présente notamment les actions eurorégionales et est préparée par des responsables de rédaction de chaque radio. Elle dispose de «podcasts» téléchargeables sur les sites web des deux radios. La Navarre participe à la programmation.



• CoP

Ce partenariat stratégique a pour objectif la création et le développement d'un écosystème eurorégional des acteurs de l'apprentissage et de la formation professionnelle (centres de FP, entreprises, institutions européennes compétentes en la matière, étudiants, professeurs...).



4. RÉSULTATS DE L'ENQUÊTE AUPRÈS DES ACTEURS SOCIOÉCONOMIQUE S EURORÉGIONAUX

4. Résultats de l'enquête auprès des acteurs socio-économiques eurorégionaux

4.1. Introduction et méthodologie

L'un des instruments méthodologiques utilisés pour procéder à la mise à jour du Plan stratégique eurorégional 2014-2020 a consisté en la réalisation d'une enquête en ligne adressée aux acteurs économiques, sociaux et institutionnels. L'objectif fondamental a été de vérifier la validité des quatre priorités établies il y a trois ans au sein du nouveau cadre territorial (adhésion de la Navarre et configuration de la Nouvelle-Aquitaine avec la fusion de l'Aquitaine et des régions de Poitou-Charentes et du Limousin) afin de déterminer sa vigueur, de capter de nouvelles potentialités et le cas échéant, d'y porter les adaptations opportunes.

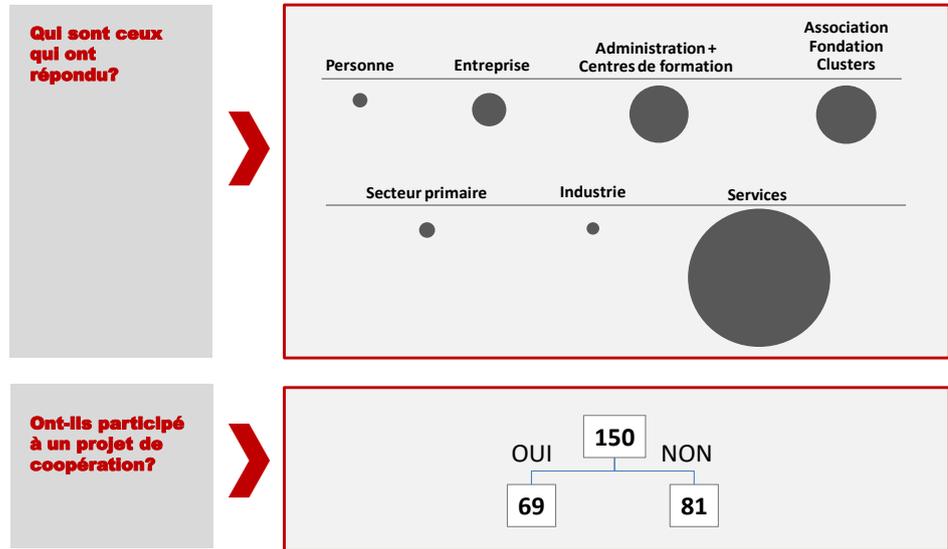
Le questionnaire utilisé a été conçu et diffusé au format en ligne et a été opérationnel au cours des mois de février et de mars 2018. Son contenu s'est organisé autour des grands axes suivants :

- Caractérisation de la personne/organisme ayant répondu
- Validation et pertinence des priorités établies au sein du Plan stratégique 2014-2020.
- Principaux impacts de l'élargissement géographique de l'Eurorégion
- Éléments différentiels apportés par les nouvelles régions
- Nouveaux secteurs économiques clés potentiels pour l'Eurorégion
- Domaines préférentiels d'intervention future pour l'Eurorégion

Les réponses obtenues ont été au nombre de 150, avec une présence dominante d'acteurs appartenant à la sphère de la formation, de groupements sectoriels et clusters, d'associations sociales et culturelles.

Pour ce qui est du profil des participants/es par rapport à leur expérience dans des projets de coopération, les résultats montrent la prédominance des acteurs déclarant n'avoir participé à aucun projet de coopération (54% contre 46% répondant affirmativement).

4. Résultats de l'enquête auprès des acteurs socio-économiques eurorégionaux



4.2. Pertinence des priorités stratégiques du Plan 2014-2020.

Les quatre grandes priorités stratégiques définies dans le Plan stratégique 2014-2020 (Citoyenneté eurorégionale, Économie de la Connaissance, Innovation et Compétitivité entrepreneuriale, Territoire durable, Gouvernance ouverte) sont considérées pertinentes et revalidées en vertu des résultats obtenus dans le cadre de la présente consultation.

L'immense majorité (8/10) des personnes ayant participé à l'enquête qualifie de très importantes ou d'assez importantes les priorités de l'Eurorégion NAEN relatives à l'Économie de la Connaissance, le Territoire durable et la Citoyenneté eurorégionale, les deux premières étant à la tête du classement en termes de ponctuations ; cependant, dans le cas de la Navarre, c'est la priorité de la Citoyenneté eurorégionale qui est la mieux notée.

La priorité de la Gouvernance ouverte est celle qui reçoit la note la plus basse (dans les trois régions) et qui présente le taux le plus élevé d'absence de réponse.

4. Résultats de l'enquête auprès des acteurs socio-économiques eurorégionaux

Tableau 4.1 Appréciation accordée aux priorités stratégiques

	Citoyenneté eurorégionale		Économie de la Connaissance		Territoire durable		Gouvernance ouverte	
▪ Très importante	57	38,0	85	55,9	87	56,7	36	24,1
▪ Assez importante	51	34,0	36	24,8	35	24,0	52	34,5
▪ Importante	21	14,0	14	9,7	14	9,3	37	25,5
▪ Peu importante	8	5,3	5	3,4	7	3,3	13	9,0
▪ Pas importante	6	4,0	6	3,4	5	4,0	4	2,1
▪ Nsp/Nrp	7	4,7	4	2,8	2	2,7	8	4,8
▪ TOTAL	150	100,0	150	100,0	150	100,0	150	100,0
Note moyenne (0-5)	4,0		4,3		4,3		3,7	

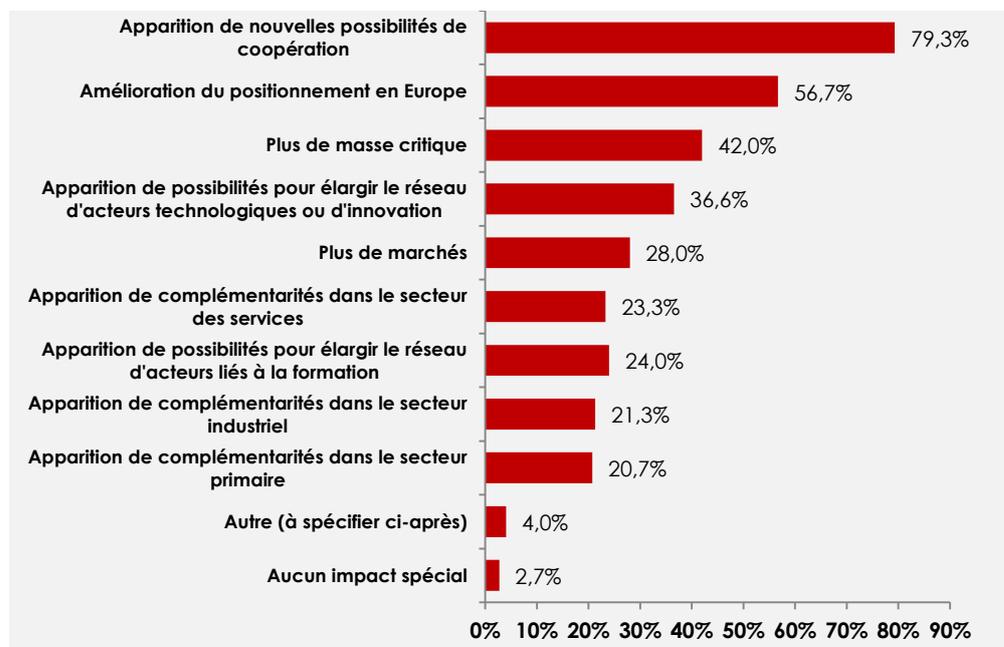
4.3. Effets de l'élargissement territorial

4.3.1. Avantages et impacts de l'élargissement territorial

L'apparition de nouvelles possibilités de coopération et un meilleur positionnement en Europe sont les principaux avantages perçus par rapport à l'élargissement géographique de l'Eurorégion (avec l'incorporation du Poitou-Charentes, du Limousin et de la Navarre). En ordre d'importance, viennent ensuite les affirmations selon lesquelles gagner en masse critique va faire émerger des possibilités d'élargissement du réseau en matière de technologie et d'innovation.

4. Résultats de l'enquête auprès des acteurs socio-économiques eurorégionaux

Graphique 4.1 Avantages et impacts de l'élargissement territorial



4. Résultats de l'enquête auprès des acteurs socio-économiques eurorégionaux

4.3.2. Éléments différentiels des nouvelles régions intégrées au sein de l'espace eurorégional et secteurs renforcés

	Secteurs	Autres
NAVARRRE	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Agriculture, agro-industrie, productions complémentaires (huiles, amandes, fruits) ▪ Santé, Recherche et innovation industrielle ▪ Espaces naturels ▪ Tourisme ▪ Énergies renouvelables ▪ Industrie des langues ▪ Culture et formation ▪ Développement rural 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Réseau d'entreprises ▪ Société avancée en innovation, sciences et formation (université) ▪ Partenariats ▪ Infrastructure pour la recherche en biomédecine ▪ Légitimité historique, renforcement et homogénéité ▪ Cohérence territoriale en coopération linguistique et culturelle ▪ Échange d'expériences entre consommateurs ▪ Façade pyrénéenne sud ▪ Économie sociale ▪ Frontière avec l' Aragon
POITOU-CHARENTES	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Sport-Santé (Poitiers) ▪ Secteur primaire, agriculture et cultures marines ▪ Activités nautiques (La Rochelle) ▪ Matériel de transport ▪ Énergie verte, chimie verte, biosanté ▪ Industries créatives ▪ Image ▪ Numérique ▪ Industrie 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Réseau d'entreprises de services ▪ Compléter le pôle marin façade atlantique ▪ Gestion de la bande côtière ▪ Ports de pêche (3) ▪ Population, masse critique ▪ Connaissance en patrimoine, culture et compétences en innovation ▪ Futuroscope ▪ Gestion des risques ▪ Produits de luxe ▪ Économie sociale et solidaire
LIMOUSIN	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Culture ▪ Secteur primaire, agricole et forestier ▪ Silver économie ▪ Technologies ▪ Céramique, artisanat, économie créative ▪ Cosmétique ▪ Industrie ▪ Recherche 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Pôle universitaire ▪ Partenariats ▪ Masse critique ▪ Antenne du Centre technique régional de la consommation Poitou-Charentes ▪ Perspective de zones de faible densité, source d'innovation ▪ Économie et développement rural

4. Résultats de l'enquête auprès des acteurs socio-économiques eurorégionaux

4.3.3. Domaines thématiques à renforcer ou inclure dans la Stratégie eurorégionale

Les réponses obtenues dans l'enquête réalisée sur les secteurs à renforcer dans la stratégie eurorégionale comprennent notamment les éléments suivants :

- **Tourisme**
- **Industries culturelles et créatives**
- **Transport, mobilité et politique d'infrastructures eurorégionale**
- **Économie bleue**
- **Agro-écologie sociale**
- **Santé et vieillissement**
- **Formation professionnelle et Formation universitaire**
- **Emploi, sécurité sociale et mobilité des travailleurs**
- **Économie circulaire et construction durable**
- **Développement rural durable, espaces naturels, littoral et biodiversité**
- **Aménagement du territoire et planification urbanistique**

Les domaines d'intérêt (qui n'étaient pas expressément indiqués dans la première version de la Stratégie) sont par ailleurs mentionnés :

- **Services sociaux** (Secteur tertiaire, activité sociale, groupes vulnérables, ...)
- **Numérisation**
- **Service consommateurs**

4. Résultats de l'enquête auprès des acteurs socio-économiques eurorégionaux

4.4. Orientation de l'activité du GECT à l'avenir

La recherche de financement européen et la réponse commune aux appels à candidature européens sont, de l'avis de la plupart des acteurs participant à l'enquête, les axes auxquels doit s'intéresser l'action de l'Eurorégion à l'avenir : 61% des réponses choisit cette option suivie ensuite dans le classement par la coopération institutionnelle, la coordination des politiques et l'apprentissage mutuel avec 45% des réponses.

Graphique 4.2 Orientation des actions de l'Eurorégion à l'avenir



**5. ACTUALISATION DE LA
STRATÉGIE
EURORÉGIONALE**

5. Actualisation de la stratégie eurorégionale

5.1. Introduction : Vision, Mission et Défis stratégiques

Conformément aux analyses réalisées dans les chapitres précédents, il est considéré que les changements dérivés de l'élargissement de l'Eurorégion avec l'intégration de la Navarre et la nouvelle configuration de la Nouvelle-Aquitaine ne demandent pas de changements substantiels dans la Stratégie définie en 2014. En ce sens, il convient de signaler le maintien, avec de petites nuances, de la Vision et de la Mission, ainsi que des 4 Orientations stratégiques formulées alors, celles-ci ont toutefois fait l'objet d'une révision et de l'intégration de différents aspects formulés par les acteurs ayant pris part au processus participatif mené à bien.

VISION

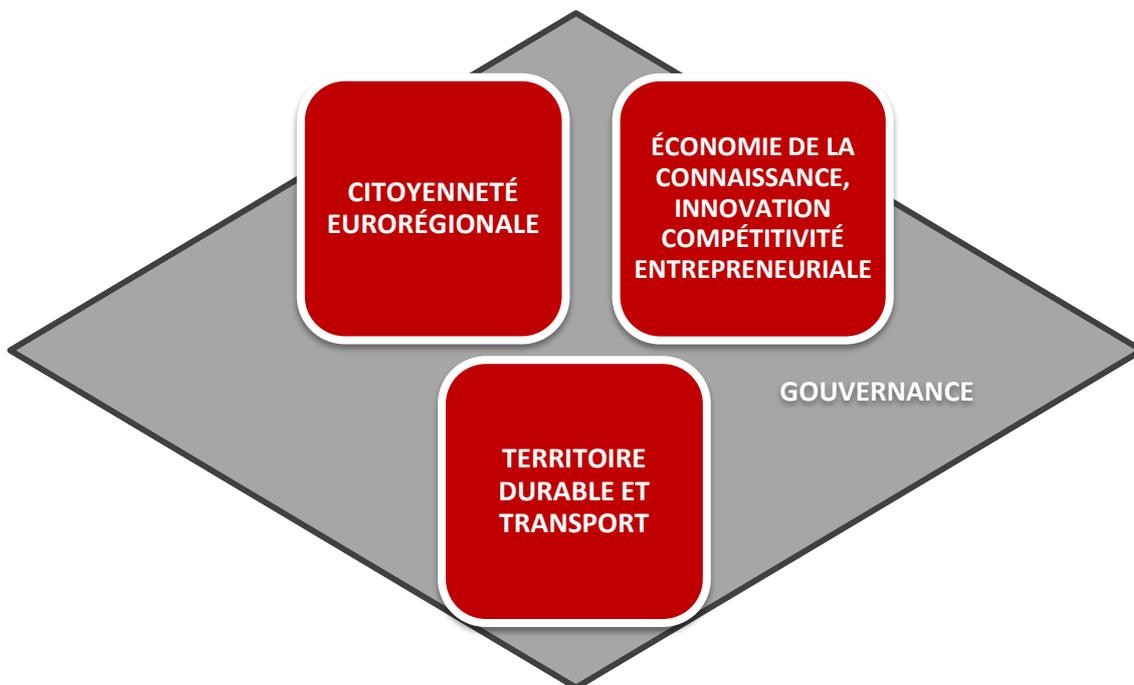
L'Eurorégion Nouvelle-Aquitaine-Euskadi-Navarre est un espace de coopération construit autour d'une CITOYENNETÉ connectée. Elle dispose d'un tissu d'ENTREPRISES COMPÉTITIVES, D'UNIVERSITÉS, DE CENTRES DE CONNAISSANCE ET D'AUTRES ACTEURS qui travaillent et développent des initiatives communes et accèdent, en coopérant, à de nouveaux marchés et à des opportunités de développement économique et social. C'est un TERRITOIRE DURABLE, attractif, accessible (au niveau interne et externe) et bien positionné au regard des axes de développement européens, où se déploie un réseau intégré d'acteurs et d'infrastructures qui améliorent son CAPITAL SOCIAL. Cet espace dispose d'une GOUVERNANCE DE LA COOPÉRATION, destinée à dynamiser les initiatives, à définir et à faciliter ses PROJETS CONCRETS portés par les acteurs de la coopération dans leurs domaines de travail respectifs.

MISSION DU GECT

Conformément à ses Statuts, l'objectif spécifique du GECT est de conduire les actions de coopération qui contribuent au développement économique, social et culturel de l'Eurorégion. Il a également pour objectif de représenter l'Eurorégion, tant dans les instances locales, régionales et nationales qu'européennes et internationales. Le GECT doit faciliter et promouvoir, parmi ses membres et en leur faveur, la coopération transfrontalière, transnationale et/ou interrégionale, ci-après dénommée « coopération territoriale ». Tout ceci dans le but de renforcer leur cohésion économique et sociale au sein de l'Union européenne et dans le respect des organisations territoriales nationales. Le GECT assure la représentation en ce qui concerne son propre objet, auprès des différentes institutions tierces (au niveau local, national, européen ou international).

5. Actualisation de la stratégie eurorégionale

ORIENTATIONS STRATÉGIQUES



5. Actualisation de la stratégie eurorégionale

Citoyenneté eurorégionale

DIAGNOSTIC

Malgré les avancées enregistrées, persistance de la « frontière » et méconnaissance mutuelle des trois régions, absence de sentiment eurorégional, différences culturelles importantes, différentes façons de travailler, la langue agit comme une authentique barrière, échanges rares, absence d'un réseau approprié de transport public...

DÉFI

Faire en sorte de créer de meilleures connexions et des liens plus forts entre les populations, afin d'éliminer les barrières qui compliquent la connaissance mutuelle et le développement d'une conscience eurorégionale, en accordant une attention spéciale à la jeunesse.

- Les citoyens sont les destinataires naturels de toute initiative émanant du domaine public. En dernière instance, la Stratégie de développement territorial Nouvelle-Aquitaine-Euskadi-Navarre 2014-2020 aura du sens si elle contribue à l'amélioration des niveaux de bien-être des habitants de l'Eurorégion. Les citoyens doivent être acteurs du processus de coopération de l'Eurorégion.
- Au regard de tout cela, la Stratégie de développement eurorégional doit porter une politique qui contribue à surmonter la méconnaissance mutuelle, les barrières culturelles, etc... produites par des siècles de frontière. Faciliter la mobilité transfrontalière des personnes, leur communication à partir de la connaissance des langues respectives, ainsi que mettre en valeur et développer les éléments culturels communs – en faisant naître une conscience eurorégionale partagée –, sont donc les défis clé du GECT.

5. Actualisation de la stratégie eurorégionale

Économie de la Connaissance, Innovation et Compétitivité entrepreneuriale

DIAGNOSTIC

Connaissance encore limitée des synergies possibles dans les chaînes de valeur sectorielles eurorégionales, opportunités pour la coopération entrepreneuriale et des acteurs de la connaissance en vue d'un positionnement de leadership dans divers secteurs d'activité, important système de soutien à la R+D+I, aux clusters et aux Universités, haute qualification de la population, absence de configuration comme bassin d'emploi, importants obstacles administratifs à l'activité et à l'emploi transfrontalier, etc...

DÉFI

Avancer vers une économie de la connaissance et améliorer la compétitivité et l'ouverture à de nouveaux marchés des entreprises, en stimulant la coopération entre celles-ci, ainsi que le système éducatif et l'ensemble des centres de recherche et d'innovation existants dans l'Eurorégion.

- L'activité économique et les entreprises sont la base qui permet de nourrir la vie des sociétés modernes et dont le bien-être des citoyens dépend. Dans l'espace de l'Eurorégion et par l'effet de la frontière, les entreprises ont vécu le « dos tourné » sans se connaître entre elles et sans mettre véritablement à profit les possibilités de coopération.
- L'objectif de la Stratégie de développement eurorégional Nouvelle-Aquitaine-Euskadi-Navarre 2014-2020 est donc d'améliorer la connaissance mutuelle et la communication entre les entreprises des trois communautés, ainsi qu'entre tous les acteurs et les facilitateurs de la R&D, l'innovation technologique, la formation (FP et Universités) et l'emploi. La stratégie devra en particulier promouvoir des instruments clés (mobilité éducative, diplômes communs...) et des forums pour la connaissance et la coopération entre les acteurs impliqués, favoriser l'entrepreneuriat transfrontalier, mais également favoriser des synergies qui leur permettent de travailler ensemble, de développer de nouvelles activités ou d'accéder à de nouveaux marchés.
- Les efforts devront être concentrés essentiellement sur les secteurs clés et stratégiques (déterminés par les stratégies RIS3 des trois régions et d'autres plans sectoriels) où le potentiel de synergies est plus important.

5. Actualisation de la stratégie eurorégionale

Territoire et Mobilité durables

DIAGNOSTIC

Inefficacités dues au manque de coordination des infrastructures de transport et de mobilité, recours massif au transport de marchandises par route, coûts élevés d'opportunité liés au retard de la connexion ferroviaire à grande vitesse, littoral-plages-espaces naturels-forêts constituent un puissant élément tracteur de la coopération, opportunités dans des activités émergentes liées aux ressources naturelles, patrimoine naturel bien préservé, secteur touristique en croissance dans les trois territoires, etc.

DÉFIS

Améliorer la mobilité des personnes et des marchandises, prendre en charge la préservation du territoire, veiller à l'utilisation durable de ses ressources, et mettre en valeur ses potentialités et son attrait et ce, à travers des stratégies partagées.

- Le territoire est en fin de compte la base sur laquelle reposeront toutes les activités humaines. Dans le domaine géographique eurorégional, il existe des besoins évidents de coopération pour faire en sorte qu'il soit préservé et exploité sur la base de critères de durabilité.
- La Stratégie de développement eurorégional Nouvelle-Aquitaine-Euskadi-Navarre 2014-2020 doit permettre une meilleure connectivité des citoyens et des secteurs économiques de l'Eurorégion, et contribuer à positionner l'espace eurorégional dans les axes de développement européens, à partir d'infrastructures et de services de transport adaptés.
- L'attention portée aux questions environnementales et liées à l'aménagement du territoire et la collaboration autour de celles-ci sont également un élément clé dans un contexte de préservation de l'espace naturel dans lequel il y a un vaste littoral partagé, ainsi que des possibilités d'apprentissage de partage d'expériences et de *savoir-faire* des trois territoires.
- L'utilisation des ressources naturelles et, concrètement, l'exploitation du potentiel existant dans des domaines comme l'élevage, l'agriculture et le secteur forestier –en production et en commercialisation–, offre de larges espaces de coopération entre les trois régions. D'autre part, les énergies renouvelables constituent un autre des défis partagés pour lesquels des complémentarités ont déjà été mises en évidence.

5. Actualisation de la stratégie eurorégionale

- Enfin, la coopération en matière touristique doit contribuer à valoriser et à rendre plus attractif le territoire commun auprès des marchés extérieurs, toujours à partir de paramètres de haute qualité environnementale.

5. Actualisation de la stratégie eurorégionale

Gouvernance

DIAGNOSTIC

Tissu institutionnel complexe, multiplicité d'acteurs avec asymétries au niveau des compétences et au niveau fiscal et cultures administratives différentes, culture insuffisante de coopération entre les différentes administrations. Le GECT demeure assez méconnu par les agents économiques et sociaux, de nombreux projets de coopération mis en œuvre avec des moyens humains, financiers et techniques limités.

DÉFI

Contribuer à travers le GECT Eurorégion Nouvelle Aquitaine-Euskadi-Navarre à une gouvernance multi-niveau de la coopération, qui partage et coordonne les initiatives dans les divers domaines thématiques prévus dans la stratégie ainsi que les projets concrets nés à l'initiative des différents acteurs. Et favoriser également la diffusion et la communication de l'Eurorégion et les activités développées par le GECT.

- Une gouvernance appropriée de la coopération eurorégionale est un facteur clé devant permettre le succès du processus. Le GECT Eurorégion Nouvelle Aquitaine-Euskadi-Navarre doit en ce sens favoriser une coopération multi-niveau basée sur des groupes de travail (focus groups) stables dans les divers domaines thématiques stratégiques ainsi que la promotion/soutien à des projets concrets, en respectant toujours le principe de subsidiarité. La coopération transfrontalière dans l'espace eurorégional répond à un schéma de « cercles concentriques » dans lequel le GECT, tout en respectant l'autonomie et les compétences des différents acteurs, doit faire en sorte que les actions soient coordonnées et aient une logique commune.
- Dans cette approche, le GECT développera un large éventail de fonctions de différents niveaux, depuis l'initiative/promotion de certains projets stratégiques propres jusqu'à la contribution à des projets développés par d'autres acteurs, toujours avec un rôle principal d'agent facilitateur de la mission de ces acteurs et de promoteur de leur connaissance mutuelle et de leurs interrelations, en respectant leurs domaines de compétences respectifs.

5. Actualisation de la stratégie eurorégionale

5.2. Citoyenneté eurorégionale

Axe d'action 1 :

CITOYENNETÉ EURORÉGIONALE

- **Ligne d'action 1.1 :**
AVANCER DANS LE DEGRÉ DE CONNAISSANCE ET L'UTILISATION DES LANGUES DE L'EURORÉGION DE LA PART DE LA POPULATION EN GÉNÉRAL, TOUT PARTICULIÈREMENT DE LA JEUNESSE ET DE CERTAINS SECTEURS PROFESSIONNELS EN PARTICULIER

Action 1.1.1 : Analyser la situation linguistique de l'Eurorégion et sensibiliser la population à l'intérêt de la maîtrise des langues de l'Eurorégion

Action 1.1.2 : Soutenir les langues minoritaires de l'Eurorégion, et en particulier, l'euskera comme patrimoine et langue commune

Action 1.1.3 : Promouvoir la connaissance et l'utilisation des langues de l'Eurorégion chez la population scolaire

Action 1.1.4 : Promouvoir la connaissance et l'utilisation des langues de l'Eurorégion dans des secteurs professionnels spécifiques comme le commerce, l'hôtellerie, le tourisme et les services à la personne

- **Ligne d'action 1.2 :**
FAIRE DE LA CULTURE UN AUTHENTIQUE AXE D'ORGANISATION DE LA COOPÉRATION EURORÉGIONALE

Action 1.2.1 : Soutenir le développement de projets entrant dans le cadre de l'Europe créative

Action 1.2.2 : Consolider un forum stable multidisciplinaire et un salon stratégique de mise en commun et de réflexion des institutions culturelles et créatives de Nouvelle-Aquitaine, Euskadi et Navarre

- **Ligne d'action 1.3 :**
FAVORISER LA CONNAISSANCE MUTUELLE ET L'INTERACTION DE LA JEUNESSE DE L'EURORÉGION

Action 1.3.1 : Soutenir les actions à caractère sportif, culturel et social pour promouvoir la mobilité de la jeunesse de l'Eurorégion

Action 1.3.2 : Favoriser la coopération entre les établissements scolaires, en généralisant des actions telles que les échanges scolaires afin d'améliorer le degré de connaissance mutuelle chez les plus jeunes

5. Actualisation de la stratégie eurorégionale

Citoyenneté eurorégionale

Ligne d'action 1.1

AVANCER DANS LE DEGRÉ DE CONNAISSANCE ET L'UTILISATION DES LANGUES DE L'EURORÉGION DE LA PART DE LA POPULATION EN GÉNÉRAL ET DE CERTAINS SECTEURS PROFESSIONNELS EN PARTICULIER

Cadre

La barrière linguistique constitue un frein incontestable à la connaissance mutuelle entre la population de la Nouvelle-Aquitaine, d'Euskadi et de Navarre. Elle limite l'accès à l'emploi transfrontalier et donc les opportunités de mobilité professionnelle et de coopération économique et entrepreneuriale et restreint la mobilité sociale, affaiblissant ainsi une identité culturelle partagée.

L'importance de surmonter l'obstacle de la langue et d'avancer dans la « connectivité » linguistique a été soulignée par la quasi-totalité des acteurs (culturels, économiques, formateurs, etc.) qui ont participé à la réflexion stratégique qui a donné lieu à l'élaboration du Plan stratégique eurorégional (2014) puis à la nouvelle réflexion née des apports reçus dans le cadre de la présente actualisation du Plan.

Le projet « EMPLEO : Renforcer l'Europe : Développement d'un bassin d'emploi eurorégional entre la Nouvelle-Aquitaine, l'Euskadi et la Navarre », porté par le GECT, qui a analysé la problématique de l'emploi transfrontalier, a mis une fois encore en évidence le faible niveau de connaissance des « autres langues eurorégionales » de la part de la population. L'accent a également été mis sur le besoin d'améliorer la mesure de ce niveau étant donné que les concepts utilisés, les méthodologies appliquées et la fréquence de l'évaluation dans chacune des trois zones géographiques intégrant l'Eurorégion ne coïncident pas toujours.

Les quatre langues de l'Eurorégion Nouvelle-Aquitaine-Euskadi-Navarre (occitan, euskera, espagnol et français) constituent une valeur fondamentale de celle-ci. Or, l'anglais occupe la position de deuxième ou troisième langue chez les jeunes, et son expansion dans le cadre des communications internationales et dans le développement des nouvelles technologies sont des facteurs qui ont bien évidemment un impact sur l'apprentissage et l'utilisation des langues de l'Eurorégion.

La réalité de l'euskera dans l'Eurorégion mérite une mention spécifique. En effet, l'euskera est une langue officielle de la Communauté autonome d'Euskadi¹¹ et elle l'est également dans la zone bascofone de la Communauté autonome forale de Navarre¹². Le Pays Basque français compte également des bascophones et l'enseignement de l'euskera bénéficie du soutien de l'éducation nationale et des collectivités publiques de Nouvelle-Aquitaine. L'euskera est donc une langue partagée dans une partie du territoire transfrontalier de Nouvelle-Aquitaine Euskadi Navarre, ce qui lui confère une valeur spécifique en matière de communication. Cela justifie l'adoption d'une stratégie différenciée organisée autour de l'euskera au sein de l'espace transfrontalier de proximité.

Quant à la promotion de la formation linguistique transfrontalière, il convient de signaler tout particulièrement le projet Eskola Futura chargé de favoriser la connaissance du français, de l'euskera et de l'occitan chez les futurs professeurs (naissant du besoin

¹¹ Loi 10/1982, du 24 novembre, fondamentale sur la normalisation de l'usage de l'euskera.

¹² Loi organique de réintégration et d'amélioration du Régime foral de Navarre

5. Actualisation de la stratégie eurorégionale

Citoyenneté eurorégionale

Ligne d'action 1.1

AVANCER DANS LE DEGRÉ DE CONNAISSANCE ET L'UTILISATION DES LANGUES DE L'EURORÉGION DE LA PART DE LA POPULATION EN GÉNÉRAL ET DE CERTAINS SECTEURS PROFESSIONNELS EN PARTICULIER

d'augmenter le nombre de professeurs bilingues français-euskera et français-occitan), avec l'impact correspondant sur l'augmentation des opportunités d'emploi (chez les jeunes).

Signalons également et toujours dans le but de corriger la perte d'importance de l'enseignement du français au cours des dernières décennies, l'étude récemment réalisée sur l'éventuelle création d'un Lycée français à Gipuzkoa,

L'Eurorégion Nouvelle-Aquitaine Euskadi Navarre montre avec ses nombreux appels à projets strictement relatifs au plurilinguisme (mais également à travers des initiatives de mobilité des jeunes ou de rencontres culturelles et sportives, dans lesquelles la langue peut constituer un axe transversal), l'importance donnée au défi de surmonter la barrière de la langue et d'avancer dans le concept et l'identification d'une citoyenneté eurorégionale.

Objectif général

Le défi à relever est de disposer d'une citoyenneté eurorégionale connectée à travers la langue, qui puisse communiquer et se connaître. La citoyenneté européenne se construit sur le pilier du multilinguisme, une richesse déjà présente dans l'Eurorégion Nouvelle-Aquitaine Euskadi Navarre, l'un des objectifs du GECT doit donc être de contribuer à la durabilité de cette richesse multilingue, car il s'agit d'un élément consubstantiel à son identité.

Description

La stratégie en matière de langues dans l'Eurorégion doit atteindre les objectifs suivants :

- Augmenter le nombre d'étudiants des langues eurorégionales, en particulier les enfants et les jeunes et en s'intéressant également et tout particulièrement au système de Formation professionnelle où il existe des compétences étendues au sein des trois territoires et donc, où la marge de manœuvre à court terme est plus importante.
- Promouvoir la connaissance et l'utilisation des langues de l'Eurorégion chez la population adulte et les professionnels, à savoir, dans le domaine de l'activité économique et de l'emploi, en mettant particulièrement l'accent sur les secteurs ou activités économiques où la langue s'avère cruciale pour l'interrelation (commerce, hôtellerie, tourisme, soins à la personne, etc.).
- Promouvoir de façon générale l'apprentissage des langues de l'Eurorégion.

Pour atteindre ces objectifs, il faut mener à bien des actions de formation, de sensibilisation et de communication, d'exploitation des nouvelles technologies de l'information, etc...

5. Actualisation de la stratégie eurorégionale

Action 1.1.1

Analyser la situation linguistique de l'Eurorégion et sensibiliser la population à l'intérêt de la maîtrise des langues de l'Eurorégion

L'information existante sur le degré et le niveau de connaissance des langues de l'Eurorégion est partielle et compartimentée, ce qui conduit à l'absence d'une photographie précise sur le degré de pénétration des quatre langues de l'Eurorégion. Ainsi, il n'y a pas de réponse commune ou globale à certaines questions comme : quel est le volume de population plurilingue dans les langues dans l'Eurorégion ? quel en est le niveau de connaissance et d'utilisation dans les entreprises de l'Eurorégion ? quel en est le niveau de connaissance et d'utilisation dans les commerces ? Et nous en savons bien moins encore sur le niveau de compétence par groupes (âge, origine, lieu de résidence, secteur d'activité, etc.).

En ce qui concerne l'euskera, il existe des données statistiques ainsi qu'une mesure périodique (quinquennale) et mise à jour (dernières données 2016) sur l'utilisation de l'euskera en Euskadi, en Navarre et en Iparralde (Soziolinguistika Klusterra). La mise en œuvre du Système d'indicateurs de la langue basque (Euskeraren Adierazle Sistema, EAS), financé par le POCTEFA et porté par le Gouvernement basque, le Gouvernement de Navarre, l'OPLB et les Députations d'Alava, de Gipuzkoa et de Bizkaia, a constitué une étape importante dans la connaissance de la réalité de l'euskera.

En ce qui concerne l'occitan, des informations sont disponibles sur sa présence et son utilisation en Aquitaine mais elles sont issues d'une enquête réalisée en 2008.

En ce qui concerne les langues majoritaires, le français et l'espagnol, il manque une information mise à jour et comparable (différents concepts appliqués à la mesure du niveau de connaissance).

Réaliser une étude sociolinguistique précise s'avère donc nécessaire pour pouvoir établir des objectifs quantitatifs en matière de revitalisation du plurilinguisme, et pour pouvoir évaluer l'impact et l'efficacité des mesures adoptées. Il faudra pour cela mener à bien les opérations statistiques opportunes, organisées à partir de critères minimaux partagés (population cible, concepts utilisés, portée de la recherche, périodes d'évaluation, etc.) qui permettront une vision intégrée de la question.

D'autre part, il faut envoyer des messages clairs à tous les habitants de l'Eurorégion sur la valeur et les potentialités découlant de la connaissance et de l'utilisation des langues eurorégionales : augmentation des possibilités d'emploi, accès à de nouveaux marchés, à de nouvelles offres culturelles, etc... À signaler en ce sens le projet cité ci-avant, Eskola Futura qui, porté par l'Eurorégion Nouvelle-Aquitaine Euskadi Navarre, vise à soutenir les étudiants souhaitant devenir professeurs des écoles des deux côtés de la frontière à devenir des enseignants bilingues. Il comporte deux objectifs prioritaires : renforcer l'utilisation et la connaissance chez les populations des trois régions et favoriser l'emploi chez les jeunes. Ce projet, qui a été très bien accueilli et a suscité un grand intérêt, doit se poursuivre au cours des prochaines années de vigueur du Plan stratégique.

Il faudra en définitive mener à bien des campagnes de diffusion sur l'importance de la connaissance des langues de l'Eurorégion, afin d'augmenter leur pouvoir d'attraction. Cela devra favoriser le développement de connexions plus étroites entre la Nouvelle-Aquitaine, l'Euskadi et la Navarre, surtout dans les domaines de la culture, de l'activité économique et de l'éducation.

5. Actualisation de la stratégie eurorégionale

Action 1.1.2

Soutenir les langues propres à l'Eurorégion, et en particulier, l'euskera comme patrimoine et langue commune

Les langues minoritaires de l'Eurorégion, l'euskera et l'occitan, méritent une attention particulière. Toutes deux font face au problème de l'absence d'égalité des chances en matière linguistique pour les citoyens qui veulent parler et vivre dans ces langues propres à l'Eurorégion. Le besoin de les protéger et de favoriser leur connaissance et leur utilisation a été réclamé par le Parlement européen.

L'euskera constitue en outre un patrimoine de l'Eurorégion et représente l'un des vecteurs de coopération transfrontalière par excellence. Il s'agit d'une langue qui apporte une valeur ajoutée pratique et opérationnelle, qui correspond à son statut de langue officielle dans une partie du territoire eurorégional. Ainsi, l'euskera est une langue qui conserve toute sa valeur sur le marché du travail de l'Eurorégion, en particulier dans des secteurs clés du tissu socioéconomique de l'Eurorégion, comme l'hôtellerie, le commerce, les sociétés de services, le transport, le loisir, la culture... Il faut souligner, d'autre part, son importance pour la mobilité transfrontalière et pour l'échange professionnel, académique et culturel. Il est donc possible d'affirmer que l'euskera est à ce jour une langue d'une grande importance pour divers secteurs de l'activité économique et culturelle d'une partie importante de l'Eurorégion.

Il existe un exemple notoire de coopération transfrontalière qui concerne précisément cette réalité. Ainsi, Euskararen Erakunde Publikoa / Office public de la langue basque -institution de l'État chargée du développement de la langue basque dans le Pays Basque Nord- et le Gouvernement basque collaborent fructueusement à la promotion de la langue basque au sein du Pays Basque Nord, dans le cadre de conventions de partenariat successives. La troisième d'entre elles, souscrite pour la période 2017-2022 porte sur l'organisation de l'offre d'euskera et en euskera sur le territoire basque-français. Se fondant sur un principe de respect institutionnel, les deux institutions coopèrent de façon décidée à la promotion de l'euskera au sein du Pays Basque Nord, en contribuant ensemble au financement des acteurs et des programmes les plus efficaces en ce sens.

Malgré cela, cette langue propre de l'Eurorégion, qui contribue très significativement à sa riche diversité linguistique en apportant des milliers de locuteurs des deux côtés de la frontière, n'atteint pas encore un degré complet d'officialisation. Ainsi et pour développer une relation harmonieuse et fructueuse entre les quatre langues de l'Eurorégion et ses locuteurs, il est important de maintenir le soutien à des programmes qui favorisent le développement de la connaissance et l'utilisation de l'euskera dans les zones où cette langue est présente. Cela favorisera, au demeurant, l'augmentation du nombre de personnes bilingues ainsi que d'opportunités d'utilisation de l'euskera.

La stratégie eurorégionale a été concentrée sur les axes suivants :

- Promouvoir l'enseignement de l'euskera chez la population scolaire et chez la population adulte.
- Promouvoir tout particulièrement l'utilisation des Nouvelles technologies de l'information et de la communication (programmes de formation, traducteurs online, etc.) dans les langues minoritaires, en se concentrant sur les initiatives destinées aux jeunes.
- Intégrer les médias et leurs professionnels dans le projet de diffusion de l'espace eurorégional.
- Promouvoir les projets culturels et artistiques développés en euskera et en occitan ainsi que les projets liés au loisir développés dans ces langues.

5. Actualisation de la stratégie eurorégionale

Action 1.1.3

Promouvoir la connaissance des langues de l'Eurorégion chez la population scolaire et tout particulièrement dans l'enseignement secondaire et la Formation professionnelle

La sphère de l'éducation et de la formation constitue une pierre angulaire dans toute stratégie de plurilinguisme. Il est envisagé de promouvoir la connaissance et l'utilisation des langues de l'Eurorégion, en mettant particulièrement l'accent au niveau de l'enseignement secondaire et de la formation professionnelle (pour lesquels la région Nouvelle-Aquitaine dispose de larges compétences) à partir des éléments suivants, inscrits ou en rapport avec le domaine de la formation :

- Investir dans la formation de professeurs en compétences linguistiques et en didactique de la langue : créer un réseau adéquat de techniciens de la langue.
- Diffuser et intégrer les certifications dans les systèmes d'enseignement pour acquérir le niveau et faciliter ainsi l'identification de jalons et la définition de buts. Établir une référence commune d'évaluation des compétences.
- Favoriser la mobilité du corps enseignant ainsi que des programmes d'échanges de personnel.
- Faire appel aux acteurs de la politique linguistique pour avancer dans le plurilinguisme.
- Inciter et renforcer les échanges culturels et de formation entre les jeunes de l'Eurorégion, en complétant ainsi les échanges déjà existants de la sphère sportive.
- Mise en réseau et harmonisation de procédures et de modules d'apprentissage déjà existants. Mieux exploiter les nouvelles technologies de l'information et de la communication (NTIC) pour promouvoir l'apprentissage des langues. Les acteurs participant à la réflexion stratégique affirment que les ressources numériques sont sous-utilisées et qu'il est nécessaire de promouvoir dans une plus large mesure l'utilisation des NTIC et des médias comme mécanismes de diffusion des langues. Il existe des modules en ligne d'apprentissage qui peuvent être utilisés et qui sont particulièrement intéressants dans le cas des langues minoritaires.
- Favoriser la coordination entre les institutions ayant des compétences sur la langue, au sein des différents territoires de l'Eurorégion.
- Approfondir le programme de bourses qui favorise l'apprentissage des langues de l'Eurorégion (exemple : des projets tels que l'Eskola Futura qui accorde des bourses à des étudiants en formation pour devenir professeurs des écoles).
- Partager de bonnes pratiques en ce qui concerne les langues minoritaires.

5. Actualisation de la stratégie eurorégionale

Action 1.1.4

Promouvoir la connaissance des langues de l'Eurorégion dans des secteurs professionnels spécifiques comme le commerce, l'hôtellerie, le tourisme et les soins à la personne

En plus d'intervenir dans le domaine de l'éducation (étudiants et centres/corps enseignant), il est estimé pertinent de développer des stratégies sectorielles pour améliorer la connaissance et l'utilisation des langues de l'Eurorégion chez les professionnels du secteur des services, qui ont un contact plus grand avec des personnes de l'autre région. Il s'agit en définitive de promouvoir l'utilisation des langues propres dans des secteurs qui s'avèrent être des acteurs privilégiés au moment d'avancer dans la consolidation d'une véritable citoyenneté eurorégionale, comme par exemple le commerce, l'hôtellerie et le tourisme. Cela permettrait de favoriser la communication et les échanges et d'améliorer le service aux consommateurs. Il convient d'ajouter à ces secteurs « cibles » déjà identifiés dans la première version du Plan stratégique, à l'initiative du focus group sur le plurilinguisme organisé au fil de la mise à jour du Plan, un secteur en essor qui crée un emploi de proximité tel que les soins à la personne.

L'objectif (actuellement non quantifiable en raison du manque de données de départ) serait d'améliorer de façon significative, au cours de la période de vigueur du Plan stratégique, le pourcentage de personnes travaillant dans l'un des secteurs sélectionnés qui ont la capacité d'utiliser comme langue d'accueil et de service celle du visiteur de Nouvelle-Aquitaine venant en Euskadi et en Navarre et vice versa. Il est proposé pour cela :

- de développer des modules spécifiques qui permettent aux fournisseurs des services sélectionnés de maîtriser le lexique minimum nécessaire pour avoir une communication de base satisfaisante avec le client. De tirer profit de la technologie de la langue.
- d'organiser des échanges structurés entre les acteurs intermédiaires (personnel d'offices de tourisme, personnel de musées, etc.)
- d'étudier la pertinence d'établir des systèmes de reconnaissance (label) annuelle entre les entreprises qui avancent dans la ligne souhaitée concernant l'offre de services au public dans les langues de l'Eurorégion.
- de développer des campagnes de promotion dans les médias ou autres supports, et avec des messages directs aux secteurs concernés, qui donnent du prestige et contribuent à rendre plus visible l'importance de pouvoir répondre au public dans les langues de l'Eurorégion.
- de partager les bonnes pratiques : le groupe de travail spécifique sur le plurilinguisme a mentionné certaines bonnes pratiques qui peuvent être partagées et étendues à d'autres domaines ou langues (comme par exemple, les subventions, accordées par le Gouvernement basque pour l'amélioration du paysage linguistique et la formation en euskera du personnel des grands établissements commerciaux d'Euskadi).
- d'organiser des stages et des échanges de personnel technique et de personnel des Administrations pour avancer dans l'interculturalité administrative.

Il faudrait envisager une action soutenue dans le temps mais structurée en phases ou en expériences pilotes concrètes axées sur des populations cibles bien définies (on pourrait commencer par exemple par l'hôtellerie ou le commerce d'une certaine taille, d'une zone géographique déterminée, etc. à titre d'expérience pilote). À plus long terme, un objectif qui pourrait être fixé serait le développement d'une terminologie dans d'autres secteurs où l'on estime qu'il existe de plus grandes possibilités de collaboration.

Le GECT Eurorégion Nouvelle-Aquitaine Euskadi Navarre peut s'ériger en tant qu'acteur facilitateur des formalités nécessaires pour aborder cette action.

5. Actualisation de la stratégie eurorégionale

Citoyenneté eurorégionale

Ligne d'action 1.2

FAIRE DE LA CULTURE ET DE LA CRÉATIVITÉ UN AUTHENTIQUE AXE D'ORGANISATION DE LA COOPÉRATION EURORÉGIONALE

Cadre

La Nouvelle-Aquitaine, l'Euskadi et la Navarre ont misé sur la valeur ajoutée de la créativité et de l'innovation. Dans ce contexte, ces régions partagent le désir que les industries culturelles et créatives occupent une place plus importante dans leur développement économique et social.

Les régions qui viennent d'être intégrées au sein de l'espace eurorégional ont en outre renforcé la présence, l'importance et le pari sur le secteur culturel et créatif. En effet, les priorités stratégiques sélectionnées par le Poitou Charentes comprennent le secteur de l'e-learning et de l'industrie culturelle, le Limousin quant à lui identifie également l'économie créative en tant que domaine préférentiel de sa stratégie d'innovation et la Navarre cite elle aussi expressément les Industries créatives et numériques.

La culture et les industries créatives constituent par conséquent une niche d'opportunités pour l'Eurorégion. La volonté manifeste de l'Union européenne de promouvoir ce secteur pour sa contribution à la croissance économique et à la création d'emploi, au développement local et régional et à l'innovation et au bien-être social, constitue un contexte particulièrement favorable : le Programme « Europe Créative 2014-2020 » en est la preuve.

L'Eurorégion dispose déjà de clusters ou d'initiatives de référence dans certains domaines. Voici quelques exemples qui reflètent les potentialités existantes : en Euskadi, Eiken, cluster audiovisuel, en Nouvelle-Aquitaine, le cluster Créatif SILOgraphic, le cluster Digital Aquitaine, l'Agence régionale ECLA-Écrit, Cinema, Libre, Audiovisuel ou en Navarre, le Cluster Functional Print, sans parler des clusters liés au secteur TIC ou autres pouvant avoir des connexions avec le secteur créatif (construction, design industriel,...).

Approfondir la connaissance mutuelle, l'étude de modèles stratégiques, l'échange de bonnes pratiques du secteur des Industries culturelles et créatives, les échanges entre professionnels, la promotion et l'orientation vers l'innovation, la possibilité de créer des marques de qualité ou de se projeter à l'extérieur, tels sont les domaines d'intérêts cités dans le groupe de travail qui a réfléchi sur l'axe culturel à l'occasion de la présente mise à jour du Plan stratégique. L'Eurorégion est perçue comme un espace d'opportunité pour développer de nouveaux projets de coopération.

Outre le soutien à des projets stratégiques, le groupe de réflexion mentionné a également précisé qu'il était nécessaire de s'intéresser aux projets et aux acteurs de proximité, de continuer à soutenir les organismes et secteurs les plus fragiles, en favorisant surtout les relations entre les personnes impliquées dans ces projets.

Objectif général

L'objectif poursuivi par la présente Stratégie de développement eurorégional dans le domaine culturel est d'augmenter le nombre de créations professionnelles pour renforcer les différents secteurs et les diverses activités, de produire des projets innovants (liés ou non à la technologie) en créant des conditions qui favorisent le fait créatif et de promouvoir chez la population un plus grand intérêt et une attitude réceptive positive envers la culture et la créativité.

5. Actualisation de la stratégie eurorégionale

Citoyenneté eurorégionale

Ligne d'action 1.2

FAIRE DE LA CULTURE ET DE LA CRÉATIVITÉ UN AUTHENTIQUE AXE D'ORGANISATION DE LA COOPÉRATION EURORÉGIONALE

Description

La satisfaction de ces objectifs implique l'établissement de priorités d'action, le développement d'initiatives d'accompagnement aux projets, la mise en réseau de professionnels, l'éducation artistique et culturelle du public, des interventions sur le patrimoine culturel, sur la création d'équipements, etc.

Tout cela sans oublier l'importance de garantir un réseau de transport optimal qui facilite les déplacements du public, dans la mesure où les difficultés de mobilité constituent un véritable frein à la consommation de la production culturelle dans la région voisine. Une autre question déterminante est celle de la langue : il faut travailler pour surmonter les barrières linguistiques qui constituent aussi des obstacles (sauf dans le domaine des arts scéniques).

Action 1.2.1

Soutenir le développement de projets entrant dans le cadre de l'Europe créative

On considère que les axes de travail doivent favoriser des initiatives dans une triple direction :

- Vers les professionnels et les artistes (créer des circuits interrégionaux de mobilité, des résidences d'artistes, des échanges d'expériences, des programmes de formation...). Les acteurs qui ont participé au *Focus Group* organisé autour du thème culturel ont signalé la nécessité d'échanger des expériences et des façons de faire différentes.
- Vers les projets culturels en favorisant les coproductions de spectacles. L'obtention et la canalisation d'aides pour le financement de projets culturels a été soulignée par les acteurs intervenants dans la présente réflexion stratégique.
- Vers le public, à travers des initiatives d'éducation artistique et de sensibilisation, en renforçant la communication et la diffusion de l'Agenda culturel, etc., en étudiant la possibilité de créer des pass spécifiques pour certains collectifs et certains réseaux d'offre de spectacles.

Les disciplines dans lesquelles on considère qu'il existe de grandes opportunités de collaboration comprennent notamment le livre, le cinéma, la musique, le secteur audiovisuel, le design et l'industrie des langues, toutes très affectées par l'impact de la technologie numérique qui implique des défis clairs et ouvre aussi des possibilités de développement de nouvelles offres.

Étant donné qu'une grande partie des nouveaux créateurs effectuent leur travail en euskera, il existe la possibilité d'élargir les fonds éditoriaux littéraires et musicaux et d'aborder aussi la question de la production cinématographique en euskera et en occitan.

5. Actualisation de la stratégie eurorégionale

Action 1.2.2

Consolider un forum stable multidisciplinaire et un salon stratégique de mise en commun et de réflexion des institutions culturelles et créatives de Nouvelle-Aquitaine, Euskadi et Navarre

Les acteurs qui ont participé à la séance de réflexion organisée dans le cadre de l'initiative 948 Merkatua, le marché des arts de Navarre, ont évalué très positivement cette démarche offerte par le Plan stratégique. Elle permet d'aborder, de mettre en commun les idées et les aspirations des acteurs de Nouvelle-Aquitaine, d'Euskadi et de Navarre qui interviennent dans la sphère de la culture.

Le désir de voir cet outil ou ce forum de débat se consolider a été manifesté avec force, en prévoyant des rencontres stables et régulières où seront partagées des expériences, des avancées dans les projets les plus emblématiques ou dans ceux offrant de plus grandes possibilités de collaboration. La création de relations solides et durables entre les institutions et les principaux acteurs intervenants est l'une des voies qui permet de créer et de promouvoir de nouveaux projets.

Le GECT Eurorégion Nouvelle-Aquitaine Euskadi Navarre peut et doit s'ériger en tant qu'acteur chargé de dynamiser et de faciliter ces rencontres, dans lesquelles les acteurs participants eux-mêmes s'impliqueront dans l'élaboration de l'ordre du jour des questions à traiter, lors de chaque session.

5. Actualisation de la stratégie eurorégionale

Citoyenneté eurorégionale

Ligne d'action 1.3

FAVORISER LA CONNAISSANCE MUTUELLE ET L'INTERACTION DE LA JEUNESSE DE L'EURORÉGION

Cadre

Les jeunes constituent l'avenir de l'Eurorégion. L'objectif doit donc être de s'assurer que les jeunes soient conscients qu'ils habitent un territoire progressivement intégré au niveau culturel, linguistique et logistique, qui contribue à la construction européenne « du bas vers le haut ». Cette conscience naturelle d'appartenance à une structure eurorégionale, avec toutes les opportunités et bénéfices qui en découlent, doit être présente dans leur éducation, dès leur enfance. Tel est donc, le cadre de travail du GECT dans ce domaine : développer la connaissance et la perception de l'Eurorégion et de ses possibilités chez la population jeune.

Objectif général

Le GECT travaille pour un avenir eurorégional avec un espace intégré, connecté, multilingue, avec un bassin d'emploi complémentaire et partagé, des entreprises en réseau, et un campus eurorégional comme pivot de l'enseignement supérieur, de la Formation professionnelle, et de l'innovation. Il faut travailler en parallèle à la construction d'une conscience eurorégionale chez les citoyens afin qu'ils connaissent et sachent « exploiter » tous les bénéfices découlant de l'appartenance à une Eurorégion tout en étant capables de les développer.

Description

Les échanges sportifs, culturels, linguistiques, etc... dans le cadre de l'enseignement scolaire (de la maternelle au lycée ou au centre de formation professionnelle) mais également hors de ce cadre, doivent être l'un des principaux véhicules pour atteindre l'objectif cité précédemment.

Dans le cadre universitaire et de la Formation professionnelle (FP), les domaines de travail doivent être les mêmes, en incluant le renforcement de la promotion de bourses eurorégionales telles que les *Global Training*, *Erasmus eurorégional* et les stages transfrontaliers, sujet traité au sein de l'Axe d'action « Économie de la Connaissance, Innovation et Compétitivité entrepreneuriale ».

5. Actualisation de la stratégie eurorégionale

Action 1.3.1

Soutenir les actions à caractère sportif, culturel et social pour promouvoir la mobilité de la jeunesse de l'Eurorégion

La jeunesse est le public prioritaire sur lequel il convient de projeter les actions destinées à la création d'une véritable identité eurorégionale.

L'une des principales initiatives de la Stratégie Europe 2020 pour la croissance est précisément celle intitulée « Jeunesse en mouvement », qui favorise la mobilité dans les domaines de l'éducation, de la formation, de l'insertion professionnelle, des échanges culturels et du volontariat, etc. Cette initiative et d'autres dispositifs existants offrent aux jeunes la possibilité de développer des facilités, d'acquérir des expériences interculturelles et des nouvelles formes de connaissance.

En 2013, le Parlement européen a approuvé le programme Erasmus + pour la période 2014-2020, qui englobe toutes les initiatives en matière d'éducation, de formation, de jeunesse et de sport.

Jusqu'à présent, les mécanismes de soutien à la mobilité des jeunes ont été sous-utilisés en ce qui concerne les échanges entre l'Aquitaine et l'Euskadi. En effet, les acteurs responsables des différents programmes de mobilité signalent par exemple la nette préférence pour des destinations plus éloignées dans le cas d'échanges de type Erasmus et réclament l'adoption de mesures pour rendre ces programmes attractifs au sein de l'Eurorégion. Les échanges entre jeunes les plus fréquents s'inscrivent dans le domaine du sport, mais il s'agirait de les favoriser dans les sphères du volontariat, de la culture et de la formation.

Il est donc proposé de travailler sur deux initiatives pilotes :

- **La mise en place d'une formation bi-qualifiante pour les travailleurs de jeunesse.** L'objectif est de permettre aux jeunes transfrontaliers de pouvoir obtenir le Brevet d'aptitude aux fonctions d'animation et celui de moniteur des activités éducatives pendant leur temps libre. Un séminaire entre des formateurs des deux régions pourrait aboutir à la création d'une formation commune reconnue des deux côtés. Cela permettrait ainsi de favoriser la mobilité transfrontalière des jeunes, d'enrichir leur compétence dans le secteur de l'animation interculturelle mais aussi de partager et de mutualiser les approches techniques et pédagogiques en la matière.
- **La réalisation d'échanges de jeunes volontaires sur les chantiers programmés dans les régions intégrant l'Eurorégion.** L'objectif est de permettre, pour une première expérimentation, l'échange de 20 jeunes volontaires (âgés de 18 à 30 ans) de chacune des régions, afin qu'ils participent aux chantiers respectivement programmés.

Le sport doit enfin être considéré comme un élément constitutif d'une identité de l'Eurorégion, avec un travail en ce sens sur des aspects tels que :

- La formation conjointe de dirigeants sportifs volontaires dans la perspective de créer une « culture commune » à ce niveau.
- Les actions favorisant la pratique sportive féminine et l'accès des femmes aux responsabilités dans ce secteur.
- Le sport scolaire et universitaire.
- La mise en œuvre d'un cadre de travail transfrontalier liant le sport et la santé, afin de lutter contre la sédentarité.

5. Actualisation de la stratégie eurorégionale

Action 1.3.2

Favoriser la coopération entre les établissements scolaires, en généralisant des actions telles que les échanges scolaires afin d'améliorer le degré de connaissance mutuelle chez les plus jeunes

Il est considéré nécessaire de promouvoir les échanges des établissements scolaires de Nouvelle-Aquitaine avec ceux d'Euskadi et avec ceux de Navarre comme des projets pédagogiques qui permettront d'améliorer la connaissance mutuelle chez la population la plus jeune de ces territoires, et en créant ainsi à partir du vécu une expérience interculturelle riche.

Certains établissements ont déjà mis en œuvre ce type d'initiatives, mais leur extension au réseau éducatif et leur formalisation constitueraient un grand pas en avant. La possibilité de promouvoir la création d'unités didactiques qui permettraient l'accès à des modules de connaissance de base sur la géographie, l'histoire, la littérature, etc. de la région voisine contribuerait à avancer dans la création d'une identité eurorégionale partagée.

Il s'agit d'une ligne de travail à promouvoir depuis les institutions, pour laquelle les fonds régionaux, territoriaux et départementaux pour la coopération jouent un rôle essentiel en termes de dynamisation.

Le succès de ce domaine d'action demande non seulement de réunir différents acteurs de la politique linguistique mais également d'inclure des outils spécifiques et des budgets différenciés permettant de financer les projets les plus significatifs et ce, avec la plus grande transversalité. Ces projets pourraient évoluer au fil du temps, étendre leur portée, voire opter au financement de programmes tels que le POCTEFA.

D'un point de vue opérationnel, il est proposé d'étudier la pertinence de l'organisation d'un appel à candidatures qui permette de capter de façon permanente les manifestations d'intérêt de la part d'établissements souhaitant participer à cette initiative de coopération.

5. Actualisation de la stratégie eurorégionale

5.3. Économie de la Connaissance, Innovation et Compétitivité entrepreneuriale

Axe d'action 2 :	ÉCONOMIE DE LA CONNAISSANCE, INNOVATION ET COMPÉTITIVITÉ ENTREPRENEURIALE
<ul style="list-style-type: none"> Ligne d'action 2.1 : DONNER UN NOUVEL ÉLAN À LA COOPÉRATION ENTRE UNIVERSITÉS, CENTRES DE FORMATION PROFESSIONNELLE ET ACTEURS DU DOMAINE DE L'INNOVATION, EN FAISANT DU CAMPUS EURORÉGIONAL UN MOTEUR DE LA CONNAISSANCE 	<ul style="list-style-type: none"> Action 2.1.1 : Augmenter le nombre d'universités eurorégionales en réseau, en renforçant et en structurant la coopération entre elles Action 2.1.2 : Augmentation des initiatives de recherche en cotutelle et développement d'une Communauté eurorégionale de la Connaissance et de l'Innovation Action 2.1.3 : Développement de diplômes universitaires communs et de la mobilité eurorégionale des étudiants et des professeurs Action 2.1.4 : Favoriser une dynamique de coopération dans le domaine de la formation professionnelle
<ul style="list-style-type: none"> Ligne d'action 2.2 : STRUCTURATION DE LA COOPÉRATION EN MATIÈRE DE R&D SUR LA BASE DES SECTEURS IDENTIFIÉS DANS LES STRATÉGIES DE SPÉCIALISATION INTELLIGENTE DES TROIS RÉGIONS 	<ul style="list-style-type: none"> Action 2.2.1 : Articuler les projets eurorégionaux d'innovation autour des secteurs stratégiques des trois territoires de l'Eurorégion Action 2.2.2 : Constituer un focus group permanent qui réunisse les acteurs eurorégionaux de R&D
<ul style="list-style-type: none"> Ligne d'action 2.3 : PROMOTION DE LA COOPÉRATION ENTRE ENTREPRISES DANS L'ESPACE EURORÉGIONAL, EN CIBLANT LA COLLABORATION TRANSFRONTALIÈRE ENTRE CLUSTERS 	<ul style="list-style-type: none"> Action 2.3.1 : Service de soutien à la coopération entrepreneuriale eurorégionale Action 2.3.2 : Favoriser la stratégie de coopération entre clusters
<ul style="list-style-type: none"> Ligne d'action 2.4 : DÉVELOPPEMENT D'UN BASSIN D'EMPLOI EURORÉGIONAL 	<ul style="list-style-type: none"> Action 2.4.1 : Mise en œuvre de systèmes et de dispositifs d'information sur et pour les travailleurs transfrontaliers Action 2.4.2 : Créer une offre et une demande de travail partagées par les trois services publics d'emploi eurorégionaux Action 2.4.3 : Approfondir les politiques de formation professionnelles partagées par les trois régions, en développant des pratiques transfrontalières ainsi que d'autres actions complémentaires

5. Actualisation de la stratégie eurorégionale

Économie de la Connaissance, Innovation et Compétitivité entrepreneuriale

Ligne d'action 2.1

DONNER UN NOUVEL ÉLAN À LA COOPÉRATION ENTRE UNIVERSITÉS, CENTRES DE FORMATION PROFESSIONNELLE ET AUTRES ACTEURS DU DOMAINE DE L'INNOVATION, EN FAISANT DU CAMPUS EURORÉGIONAL UN MOTEUR DE LA CONNAISSANCE

Cadre

Depuis 1994, grâce au Réseau universitaire Aquitaine-Euskadi-Navarre (AEN), nous assistons au développement d'initiatives de collaboration académique et de recherche entre les universités basques (UPV/EHU, Université de Deusto et Université de Mondragon) et les universités et établissements d'enseignement supérieur aquitains (Université de Bordeaux –établissement issu de la fusion des universités Bordeaux I, II et IV-, Université Bordeaux Montaigne, Université de Pau et pays de l'Adour, Bordeaux Sciences Agro, Bordeaux INP, Sciences Po Bordeaux) et l'Université publique de Navarre (UPNA) et l'Université de Navarre (UN).

En septembre 2010, le campus d'excellence Euskampus et l'initiative d'Excellence IDEX ont renforcé la collaboration entre l'UPV/EHU et l'Université de Bordeaux avec la signature d'un accord pour la construction d'un espace commun de formation, de recherche et d'innovation, avec une portée et une vocation internationale, en le dotant de la capacité de promouvoir l'excellence régionale tout au long de l'Arc Atlantique.

En octobre 2010, le Campus Iberus, constitué par les universités publiques de Navarre, Saragosse, Lleida et La Rioja a reçu la mention de Campus d'excellence internationale.

Depuis 2012, l'UPPA (Université de Pau et pays de l'Adour), l'UPV/EHU et l'UPNA ont également renforcé leurs collaborations grâce au projet IDEFI (Initiative d'excellence en formation innovante) « PYREN » et à travers des conventions bilatérales (UPPA-YPV/EHU et UPPA-UPNA) pour promouvoir la coopération dans le domaine de la formation et de la recherche.

En novembre 2014, l'UPV/EHU et l'Université de Bordeaux ont conclu leur alliance avec la signature d'un Accord cadre pour le développement du Campus eurorégional d'excellence internationale, dont l'objectif est de contribuer à la consolidation d'une Eurorégion Aquitaine-Euskadi fondée sur la connaissance et la projection internationale.

Objectif général

Cette ligne d'action prévoit la nécessité de structurer un Campus eurorégional, dans le cadre duquel le projet de campus transfrontalier est érigé en tant qu'élément moteur de la coopération eurorégionale entre l'ensemble des universités et tous les acteurs de l'économie de la connaissance et de l'innovation.

D'autre part, cette ligne d'action dans le domaine de l'innovation doit favoriser une interrelation et une coopération plus poussée entre le monde universitaire, les centres technologiques et de recherche, en configurant ainsi un système intégrant toute la chaîne de valeur.

Description

Il s'agit de renforcer les initiatives et actions de coopération entre les universités de Nouvelle-Aquitaine, d'Euskadi et de Navarre dans les domaines suivants :

- La recherche, en développant des projets communs qui exploitent les synergies et favorisent l'échange de connaissances et l'innovation dans les secteurs identifiés comme stratégiques et qui apportent une véritable valeur ajoutée.
- La formation supérieure et professionnelle, en développant une offre d'études coordonnée et commune (doubles diplômes, doubles masters, cotutelles de thèses doctorales, etc.).
- La mobilité, en favorisant les échanges entre les acteurs universitaires et de la formation professionnelle (étudiants, corps enseignant, chercheurs...).
- La projection internationale du secteur eurorégional de la connaissance.

5. Actualisation de la stratégie eurorégionale

Action 2.1.1

Augmenter le nombre d'universités eurorégionales en réseau, en renforçant et en structurant la coopération entre elles

L'élargissement géographique de l'Eurorégion avec l'intégration du Poitou-Charentes, du Limousin et de la Navarre implique la présence de cinq nouvelles universités au sein de l'espace eurorégional : Université de La Rochelle, Université de Poitiers, Université de Limoges, Université publique de Navarre et Université de Navarre.

Le panorama de l'Eurorégion comme espace pour la formation, la recherche et l'innovation s'enrichit et se complexifie ; en effet, l'élargissement de l'espace eurorégional implique la convergence de deux campus d'excellence étant donné que l'Université publique de Navarre fait partie du campus d'excellence Iberus, conjointement avec les universités publiques des Communautés autonomes d'Aragon, de La Rioja, ainsi que de la province de Lleida en Catalogne.

Bien qu'il y ait eu et qu'il y ait des collaborations (certaines étant structurées et à long terme et d'autres ponctuelles) entre les universités de l'Eurorégion, il manque une connaissance partagée des stratégies particulières des onze universités intégrées au sein de l'espace eurorégional, ainsi que des attentes et des engagements des nouvelles universités intégrées envers l'Eurorégion. Sur un plan plus élémentaire encore, il n'y a pas de connaissance précise des spécialités dispensées, des domaines significatifs de recherche ou des projets transfrontaliers emblématiques dans lesquels sont impliquées les onze universités de l'Eurorégion.

L'intégration des nouvelles universités exige donc comme point de départ de futures collaborations plus ambitieuses, de disposer de mécanismes et de plateformes pour favoriser la connaissance mutuelle et partager les bonnes pratiques. Seule cette connaissance permettra d'évaluer les potentialités réelles de collaboration et les possibilités de créer des réseaux universitaires intégrés dans des domaines de connaissance concrets.

En ce sens, le premier jalon proposé pour cette action consiste à organiser un **Forum stratégique des Universités de l'Eurorégion**. Ce Forum doit être érigé en tant que lieu de rencontre et de connaissance mutuelle et en tant que dispositif de communication.

Les objectifs de ce Forum seraient les suivants :

- Mise en commun des stratégies individuelles de chacune des universités
- Identification des spécialisations et des domaines de recherche de référence pour chaque agent.
- Présentation des projets transfrontaliers les plus significatifs
- Partage des attentes des différents acteurs à l'égard de l'Eurorégion en tant qu'espace d'enseignement supérieur
- Évaluation du potentiel et des domaines de collaboration (doctorats, domaines de recherche, interrelations université-entreprise, ...)
- Création d'un espace de travail, qui perdure dans le temps, où il soit possible de partager les bonnes pratiques et de consolider le positionnement eurorégional au sein de l'Europe de la connaissance.

En ce qui concerne ce dernier point, le renforcement du réseau d'universités intégrées au sein de l'Eurorégion et l'organisation du Forum constituent des opportunités idéales pour analyser le scénario de l'éventuelle création d'**Universités européennes**. En effet, l'Union européenne, dans le cadre de l'objectif visant à renforcer l'identité européenne à travers l'éducation et la culture, a lancé l'idée d'avancer dans une initiative consistant à créer un réseau d'universités européennes compétitives au niveau mondial, qui travailleraient en dépassant les frontières et délivreraient des diplômes à l'échelle de l'Union européenne.

5. Actualisation de la stratégie eurorégionale

La création d'un espace européen pour l'éducation s'inscrit dans un contexte marqué par l'inquiétude liée à l'éventuelle perte de leadership de l'Europe (10 universités européennes figurent dans le classement mondial des 50 meilleures universités de 2018) si le Brexit devient effectif, car les universités les mieux positionnées sont celles du Royaume-Uni (Cambridge, Oxford,...).

La Commission européenne fixe le défi de surmonter les considérables obstacles administratifs et bureaucratiques auxquels font face les institutions d'enseignement supérieur qui souhaitent mener leur activité dans un cadre transfrontalier. Les actions dont l'exécution est envisagée à court terme comprennent la promotion de partenariats stratégiques entre établissements d'enseignement supérieur. Dans une perspective de plus long terme, d'ici 2025, elle indique la « création d'un réseau d'universités européennes pour renforcer et structurer la coopération entre établissements d'enseignement supérieur ». La première étape consisterait donc à établir des réseaux d'universités et à favoriser l'offre commune de programmes, par le biais de l'utilisation d'instruments de formation à distance. La prestation de services commune serait laissée pour plus tard.

Cette initiative de la Commission européenne, encore dans une phase très préliminaire, laisse présager un scénario qui invite les universités de l'Eurorégion à réfléchir sur le rôle qu'elles vont/souhaitent jouer et sur leur positionnement futur.

La création de ces universités européennes implique des objectifs ambitieux et des défis très complexes mais cette possibilité en elle-même peut créer une dynamique de travail très intéressante au sein de l'espace eurorégional car il s'agit d'un projet qui porte précisément sur la coopération transfrontalière.

L'horizon ciblé pour la création des universités européennes (2025) va largement au-delà de la vogueur du plan stratégique eurorégional (2020) ; par conséquent, bien que la priorité de ce Plan stratégique eurorégional soit de renforcer les actions pouvant être exécutées à court terme, il est également possible d'envisager une réflexion à plus long terme sur le positionnement futur de l'Eurorégion en matière d'enseignement supérieur.

Il existe actuellement des exemples de coopération bilatérale et multilatérale entre universités (Université franco-allemande, Université de la Grande Région, Université franco-italienne) souvent transfrontalières, et dont il convient d'approfondir l'expérience et les réussites.

5. Actualisation de la stratégie eurorégionale

Action 2.1.2

Augmentation des initiatives de recherche en cotutelle et développement d'une Communauté eurorégionale de la Connaissance et de l'Innovation

La cotutelle (internationale) de thèse renforce la dimension internationale des universités, favorise la mobilité des doctorants au sein d'espaces scientifiques et culturels différents et s'avère propice à la coopération scientifique entre équipes de recherche de différents pays. Toutes les universités de l'espace eurorégional ont une volonté commune de soutien à la communauté de la recherche afin de favoriser les cotutelles et les projets de collaboration internationale.

Les collaborations entre l'UPV/EHU et l'Université de Bordeaux ont porté leurs fruits, tel que le montre notamment l'augmentation du nombre de thèses doctorales en cotutelle et la présentation commune de projets européens.

Le programme PYREN, l'une des initiatives d'excellence en formation innovante, prévoit également de développer des projets de collaboration en termes d'échange dans le domaine de la recherche, de la création de doubles diplômes ou de cotutelles de thèses.

En matière d'innovation et dans le cadre concret de l'Eurorégion Nouvelle-Aquitaine Euskadi Navarre, il convient de signaler le développement de projet d'intérêt commun dans des secteurs eurorégionaux clés tels que la santé (Chronicity Valley), l'économie du vin (Euskadi-Vin-Aquitaine, EVA) et la biotechnologie marine (Turquoise 00). À signaler également un travail dans le domaine de l'économie des sports aquatiques de glisse (surf, windsurf, etc.) avec l'Ocean Living Lab. Parmi les initiatives récentes, citons aussi les deux Laboratoires transfrontaliers de coopération (LTC), dans les secteurs de la fabrication avancée et de la physique et chimie quantique à l'échelle nano (ce dernier conjointement avec le Donostia International Physics Center et le Centre de physique des matériaux CSIS-UPV/EHU).

Les Communautés de la connaissance et de l'innovation (Knowledge and Innovation Community, KIC, créées par l'Institut européen d'innovation et de technologie (EIT)), qui regroupent l'enseignement supérieur, la recherche et le secteur entrepreneurial pour favoriser l'innovation et l'entrepreneuriat, constituent des instruments autour desquels les acteurs eurorégionaux de la connaissance et de l'innovation peuvent se structurer et converger ; les trois premiers KIC se sont axés sur le changement climatique (Climate-KIC), les technologies de l'information et de la communication (EIT ICT Labs) et les énergies durables (KIC InnoEnergy).

Les deux Campus d'excellence internationale qui concernent l'Eurorégion incluent des acteurs clés dans l'innovation. En effet, outre l'UPV/EHU et l'Université de Bordeaux, le Campus d'excellence internationale Euskampus bénéficie également de la participation au projet des organismes suivants dans le cadre de son initiative d'excellence IdEX.

- ✓ Euskadi : Donostia International Physics Center (DIPC), Tecnalia, Ikerbasque, CAF, Ormazabal, KutxaBank ;
- ✓ Nouvelle-Aquitaine : Institut national de la santé et de la recherche médicale (INSERM), Centre national de la recherche scientifique (CNRS), Institut national pour la recherche en informatique et en automatique (INRIA), Institut scientifique pour la recherche en agronomie (INRA), Institut de recherche pour l'ingénierie de l'agriculture et de l'environnement (IRSTEA), Institut français de recherche pour l'exploitation de la mer (IFREMER).

En ce qui concerne le Campus d'excellence internationale Iberus, outre les universités publiques de Navarre, Saragosse, Lleida et La Rioja, celui-ci bénéficie des partenaires stratégiques suivants :

- ✓ Dans le secteur de l'énergie et de l'environnement : Acciona S. A. et Acciona energía S.A., Centre national des énergies renouvelables (CENER), Confédération hydrographique de l'Èbre (CHE), Endesa, General Motors España S.L.U., Taim Weser S.A., Urbaser S. A.
- ✓ Dans le secteur des technologies pour la santé : Centre de recherche biomédicale en réseau en bioingénierie, biomatériaux et nanomédecine (CIBER-BBN), Oryzon Genomics, Principia Technology Group.

5. Actualisation de la stratégie eurorégionale

- ✓ Dans le secteur de l'agroalimentaire et de la nutrition : CODORNIU, Corporation alimentaire Guisóna, Groupe Vall Companys, Rioja. Appellation d'origine contrôlée et dans le secteur de la mémoire, du patrimoine et des identités : Instituto Cervantes.

Le défi est de continuer en augmentant le nombre d'acteurs participant à la coopération dans le domaine de la connaissance, de l'innovation et de la technologie, en incluant progressivement les centres technologiques et de recherche des trois régions qui ne sont pas présentes à ce jour dans les campus d'excellence internationale Euskampus et Iberus.

5. Actualisation de la stratégie eurorégionale

Action 2.1.3

Développement de doubles diplômes universitaires et de la mobilité eurorégionale des étudiants et des professeurs

L'une des clés pour le développement d'un espace eurorégional commun de formation consiste à parier sur le développement de doubles diplômes dans la mesure où cela va permettre un niveau plus important d'échanges. Cela doit être le point essentiel sur lequel la coopération universitaire eurorégionale s'appuie, car c'est la clé qui rend possible son existence réelle et effective à tous les niveaux des études universitaires.

Compte tenu des énormes difficultés dérivées de l'offre de diplômes de premier cycle communs, il semble plus opportun d'axer les efforts sur les diplômes de second et troisième cycle. De plus, la conception d'une offre commune de masters et de doctorats constitue un élément essentiel pour favoriser la mobilité des étudiants et de toute la communauté académique. L'harmonisation et la simplification des formalités administratives liées à la reconnaissance des études réalisées contribueront également à l'établissement d'une communauté universitaire eurorégionale.

À ce propos, le GECT a eu l'initiative, tel que spécifié dans le Plan stratégique eurorégional approuvé en 2014, d'une ligne de soutien spécifique à la mobilité des étudiants au sein des établissements de l'Eurorégion. Le GECT a en effet et de façon complémentaire au programme européen Erasmus+, encouragé les échanges d'élèves à travers les bourses eurorégionales mises à disposition dans le cadre de leur collaboration stratégique avec la communauté d'universités et d'établissements de Nouvelle-Aquitaine. L'objectif de la seconde édition de l'appel à candidatures pour des bourses d'études (année scolaire 2017/2018) a été de financer tout particulièrement la mobilité des étudiants d'Euskadi et de Navarre vers les établissements universitaires situés en Nouvelle-Aquitaine. Les personnes destinataires de ces bourses sont des étudiants de premier cycle (à partir de la seconde année) et de master des universités de Nouvelle-Aquitaine, d'Euskadi et de Navarre, les candidats prioritaires étant les candidats de l'Université du Pays-Basque / Euskal Herriko Unibertsitatea, de l'Université de Deusto, de Mondragon Unibertsitatea, de l'Université publique de Navarre et de l'Université de Navarre ainsi que les étudiants de niveau doctorat de toutes les universités du territoire eurorégional.

Bien que l'objectif atteint soit limité en termes quantitatifs, l'action affiche clairement la volonté de concrétiser un campus eurorégional ; sa concrétisation représente donc un résultat qualitatif important.

Les accords et conventions récemment signés entre certaines universités eurorégionales (UP-PA/UPNA par exemple) visent précisément à consolider la mobilité des étudiants et des professeurs, dans le cadre de la mobilité virtuelle et des échanges de lecteurs. Certaines avancées ont également été réalisées dans le développement de contenus partagés (comme par exemple, l'adoption d'un cadre commun de référence en termes de compétences transfrontalières, -UPPA et UPV/EHU-, qui se concrétisera par la délivrance d'un certificat).

Progresser vers une plus grande intégration des politiques, qui facilite une réglementation harmonisée reste toutefois l'un des principaux objectifs de travail ; la mobilité ponctuelle du PAS (Personnel de l'administration et des services) peut s'avérer utile pour consolider l'avancée en ce sens.

Enfin, il conviendrait de recommander que la promotion de la mobilité des étudiants dans l'Eurorégion inclue aussi la réalisation de périodes de stages transfrontaliers dans des entreprises, afin que le secteur entrepreneurial, en tant que bénéficiaire ultime des professionnels formés contribue aussi à ces activités et en tire profit.

5. Actualisation de la stratégie eurorégionale

Action 2.1.4

Favoriser une dynamique de coopération dans le domaine de la formation professionnelle

La Formation Professionnelle (FP) constitue un niveau éducatif qui revêt une grande importance en ces temps de forte évolution économique et sociale. Elle est considérée comme un type de formation flexible, très adaptable et proche des exigences spécifiques des entreprises. C'est ainsi que l'une de ses caractéristiques les plus intéressantes est ladite « formation duale ou en alternance », dans laquelle une partie importante du cursus est dispensée au sein même des entreprises ou des établissements professionnels.

La Nouvelle-Aquitaine, l'Euskadi et la Navarre disposent de systèmes de FP d'un haut niveau de qualité, avec de nombreux exemples de centres qui sont parvenus à établir un contact étroit avec des réseaux d'entreprises de leur région et/ou de leur secteur, avec lesquels elles réalisent de nombreuses activités en collaboration (conception de la formation, stages dans les entreprises, services de formation, etc.).

Il faut également garder à l'esprit une question clé pour avancer dans ce domaine en termes de coopération : la Formation professionnelle est un domaine dans lequel les trois régions qui intègrent l'Eurorégion ont de larges compétences. Il ne fait aucun doute que cela facilite la mise en œuvre de projets transfrontaliers.

En tant que précédent significatif, il convient de signaler le projet du Campus transfrontalier de formation professionnelle mené entre Ikaolan Gipuzkoa et la CMA64 entre les années 2012 et 2013.

Il faut également mentionner les Journées de coopération transfrontalière en matière de formation professionnelle, tenues en novembre 2016, qui ont mis en évidence l'intérêt de la question. Ces Journées, fruit de la convention signée par Ikaolan Gipuzkoa, Tknika et la Chambre des métiers et de l'artisanat, ont réuni des centres de FP, des entreprises, des associations professionnelles, des agences pour l'emploi, en plus des partenaires institutionnels de l'Eurorégion. Leur objectif était précisément de « promouvoir des dynamiques de travail, de favoriser des projets de coopération, de développer des compétences adaptées et de créer une coordination bénéfique pour la formation et l'emploi avec une approche transfrontalière, en renforçant les économies locales ».

Il est proposé dans ce contexte d'articuler à travers une convention-cadre les engagements de coopération des trois régions qui intègrent l'Eurorégion autour de la Formation professionnelle. Les actions qu'il serait possible d'intégrer sont les suivantes :

- Favoriser l'immersion linguistique des élèves et des professeurs.
- Échanges concernant les systèmes de qualité dans la gestion de la formation et des établissements.
- Partage de méthodes de formation.
- Rapprochement en matière de qualifications, doubles diplômes, etc.
- Soutien à l'esprit d'entreprise et au lien formation-crédation d'entreprises au niveau eurorégional.
- Focaliser une action sur une spécialité de formation concrète ayant un potentiel et une demande (par exemple en électromécanique ou en robotique) et tenter de d'avancer sur cette action de manière coordonnée (définition d'un CV commun, d'équipements, etc.).

5. Actualisation de la stratégie eurorégionale

Économie de la Connaissance, Innovation et Compétitivité entrepreneuriale

Ligne d'action 2.2

STRUCTURATION DE LA COOPÉRATION EN MATIÈRE DE R&D SUR LA BASE DES SECTEURS IDENTIFIÉS DANS LES STRATÉGIES DE SPÉCIALISATION INTELLIGENTE DES TROIS RÉGIONS

Cadre

La stratégie Europe 2020 fixe comme objectif général de faire de l'Union européenne un espace d'économie intelligente, durable et inclusive. En conséquence, il faut fixer des objectifs ambitieux en matière d'innovation. Les autorités nationales et régionales doivent élaborer des stratégies de spécialisation intelligente (S3, Smart Specialization Strategies), afin que les fonds structurels soient utilisés de façon efficace et que les synergies puissent être augmentées en se basant sur les politiques régionales, nationales et de l'Union européenne et sur les investissements publics que privés. L'UE prévoit pour cela une concentration de ressources dans un nombre limité de secteurs d'activité et de secteurs dans lesquels chaque région dispose d'avantages compétitifs significatifs et qui contribuent aux objectifs européens en matière de R&D et de compétitivité.

Dans le cas de l'Euskadi, compte tenu des capacités entrepreneuriales, scientifiques et technologiques et de son propre marché, trois grands domaines prioritaires ont été identifiés : Fabrication avancée, Énergie et Biosciences-Santé. Outre ces domaines prioritaires, signalons l'identification de « niches d'opportunité » issues d'une série d'activités liées au territoire, avec des potentialités pour leur développement scientifique et technologique mais aussi entrepreneurial. Concrètement, les activités suivantes ont été identifiées en tant que domaines d'opportunité : Secteur agroalimentaire ; Écosystèmes et régénération environnementale ; Industries créatives, touristiques et culturelles ; Activités liées au développement urbain et à la planification territoriale.

A partir de là, il serait recommandable de se fixer l'objectif d'augmenter les financements européens pour les projets de coopération eurorégionale développés dans ces secteurs stratégiques communs.

Pour sa part, la Stratégie régionale d'innovation intelligente de l'Aquitaine retient onze thématiques prioritaires : Chimie et industrialisation des matériaux ; Mobilisation de la biomasse et bio-raffineries pour l'industrie ; Systèmes laser, photonique et imagerie ; Agriculture de précision et écoefficience agro-alimentaire ; Éco-construction à base de bois et efficacité énergétique des bâtiments ; Géosciences ; métrologie/monitoring pour une gestion durable des ressources naturelles ; Logiciels embarqués et objets connectés ; Délivrance intelligente d'actifs pour le bien-être et la santé ; Parcours de soin intégrés et techniques d'assistance du patient ; Mobilité propre et intelligente et Usine compétitive centrée sur le facteur humain.

Quant au Poitou Charentes, les priorités stratégiques établies sont les suivantes : Qualité alimentaire, Chimie verte, Environnement et Santé, Matériaux avancés et réduction de l'impact sur l'environnement des systèmes de transport, Éco-mobilité, Construction durable, E-learning et industrie culturelle.

Le Limousin a identifié six domaines pour sa stratégie d'innovation, en ligne avec ses clusters : Génétique animale, Élevage de bétail et processus, Construction intelligente, Ressources naturelles, Économie créative, Céramique, Électronique et photonique, Biotechnologie et Santé humaine et animale.

5. Actualisation de la stratégie eurorégionale

La Navarre a proposé six domaines économiques prioritaires : Automobile et Mécatronique, Chaîne alimentaire, Énergies renouvelables et Ressources, Santé, Tourisme intégral et Industries créatives et numériques.

Objectif général

Au sein de l'espace eurorégional, il y a de nombreux acteurs technologiques et entrepreneuriaux ayant des activités très importantes dans le domaine de la R&D et de l'économie de la connaissance en général, incluant les centres de recherche fondamentale, les centres de recherche coopératifs, les centres technologiques, les centres sectoriels, les unités de R&D des entreprises, les organismes intermédiaires d'innovation, les organismes publics de recherche, etc. Il s'avère donc pertinent de favoriser une dynamique de coopération dans laquelle tous ces acteurs eurorégionaux puissent participer à des projets communs et les développer dans leurs domaines de compétence respectifs.

En ce sens, cet axe envisage également la mise en commun des stratégies de spécialisation intelligente (RIS3) que les régions de Nouvelle-Aquitaine, l'Euskadi et la Navarre ont élaborées dans le cadre de leurs programmes opérationnels respectifs. L'initiative cherche à exploiter des synergies entre les deux RIS3, en cherchant à identifier les éléments communs dans les domaines thématiques d'innovation considérés comme prioritaires et les éventuelles complémentarités existantes afin que les acteurs régionaux respectifs de R&D travaillent ensemble sur celles-ci.

Dans le cadre de ce processus, il est également envisagé de créer une commission qui regroupe les acteurs eurorégionaux de la R&D, en vue de structurer le réseau des sciences, de la technologie et de l'innovation de façon coordonnée et organisée.

Description

Cette initiative prévoit une focalisation directe sur les opportunités d'innovation communes aux trois régions, en cohérence avec leurs stratégies respectives. La dimension eurorégionale doit permettre de renforcer les dynamiques favorisées dans les trois régions afin que la stratégie adoptée permette de structurer et de consolider les axes d'innovation prioritaires des trois régions dans le cadre d'un développement territorial intégré.

Cette approche implique le soutien à des projets spécifiques dans des secteurs offrant des opportunités, dans lesquels les trois régions ont un avantage compétitif, des éléments de synergie et/ou un potentiel technologique évident.

5. Actualisation de la stratégie eurorégionale

Action 2.2.1

Articuler les projets eurorégionaux d'innovation autour des secteurs stratégiques des trois territoires de l'Eurorégion

La première version du Plan stratégique eurorégional a procédé à la réalisation d'une analyse des stratégies RIS3 d'Aquitaine et d'Euskadi (alors seuls membres intégrant l'espace eurorégional), dans le but d'identifier les éléments communs sur lesquels axer les initiatives de collaboration.

Les processus de collaboration ayant été menés à bien et les différentes études réalisées ont permis d'identifier une série relativement importante de secteurs qu'il convient de qualifier de stratégiques pour la coopération entrepreneuriale dans l'espace eurorégional. Leur caractère stratégique est défini par la conjonction de plusieurs facteurs complémentaires :

- Un niveau de spécialisation important dans au moins un des trois territoires et une présence importante également dans les autres, soit du même secteur soit d'activités liées.
- Un potentiel de synergies également important, dans le sens où il existe des éléments dans le type d'activité entrepreneuriale qui permettent d'anticiper des actions de coopération (transfert de *savoir-faire*, complémentarité au moment d'obtenir une masse critique sectorielle, etc.)

Les secteurs stratégiques qui ont été identifiés comme prioritaires pour la coopération entre l'Aquitaine et l'Euskadi ont été les suivants :

- **Aéronautique et transport** : secteur aérospatial, systèmes de transport intelligent et l'automobile, « mécanisation avancée », nouveaux matériaux, etc.
- **Santé/Biosanté** : produits et services innovants liés à une vie saine et au vieillissement actif, etc.
- **Agriculture et industrie agroalimentaire** : création d'un réseau eurorégional d'innovation au service du secteur agricole (domaine agro-pastoral, vigne ou fruits et légumes...). L'objectif final est de mettre en marche de nouveaux projets de collaboration liés à l'industrie agroalimentaire, avec une finalité commerciale.
- **Construction durable, bois** : développement de projets innovants autour des forêts, bois, construction, fibre et chimie verte.
- **Énergies renouvelables** : innovation énergétique dans le domaine de la biomasse, des énergies marines, etc.
- **Ressources marines et du littoral, opportunités et durabilité** : pêche, aquaculture, tourisme, transport maritime, énergies renouvelables, biotechnologie marine.

L'élargissement de l'espace eurorégional avec l'inclusion du Poitou-Charentes, du Limousin et de la Navarre implique l'inclusion de nouveaux avantages compétitifs et de nouvelles priorités stratégiques.

Le projet Competitiv'eko a impliqué l'analyse des RIS3 de tous les domaines qui constituaient l'Eurorégion ce qui, complété par des entretiens à des acteurs clés, a permis de déterminer les domaines transfrontaliers prioritaires convergents suivants :

- Automobile/Mobilité durable
- Santé (InnoMed Consortium)
- Agroalimentaire (Agro-Food Digital)
- Fabrication additive (Additive Valley)
- Énergie-Éolienne/ Smart Grids / Stockage

Dans ce contexte, il faut alors mettre l'accent sur la promotion et soutien aux projets de coopération eurorégionale appuyés sur les secteurs stratégiques communs, déposés dans le cadre d'appels à projets européens (H2020, etc.), de manière à qu'ils mobilisent plus de fonds au sein de ces grands programmes et que l'Eurorégion bénéficie, ainsi, d'une meilleure visibilité au niveau européen.

5. Actualisation de la stratégie eurorégionale

Action 2.2.2

Constituer un focus group permanent qui réunisse les acteurs eurorégionaux de R&D

L'objectif visé est la constitution d'un groupe de travail permanent, chargé de promouvoir et de contrôler les actions de coopération à développer en matière d'innovation.

Ce groupe de travail ou focus group serait composé des personnes responsables au niveau politique (gouvernements régionaux) et technique (agences régionales d'innovation) en charge de ces politiques en matière d'innovation dans les trois régions.

Le GECT Eurorégion Nouvelle-Aquitaine Euskadi Navarre assurerait la coordination des différentes initiatives prises dans ce domaine, sur la base des orientations fixées par le focus group, en présentant des rapports de suivi et en partageant les méthodes de travail collaboratif.

L'atelier ou groupe de travail organisé autour de l'axe « Connaissance et Innovation » dans le cadre de la présente mise à jour du Plan stratégique eurorégional pourrait devenir l'embryon du focus groupe proposé.

5. Actualisation de la stratégie eurorégionale

Économie de la Connaissance, Innovation et Compétitivité entrepreneuriale

Ligne d'action 2.3.

PROMOTION DE LA COOPÉRATION ENTRE ENTREPRISES DANS L'ESPACE EURORÉGIONAL, EN CIBLANT LA COLLABORATION TRANSFRONTALIÈRE ENTRE CLUSTERS

Cadre

Bien que l'espace eurorégional ne soit pas actuellement perçu comme une zone de marché potentiel par la plupart des entreprises, il existe de nombreux exemples de coopération réalisée entre entreprises et secteurs depuis de nombreuses années. Nous pouvons mentionner quelques exemples significatifs tels que :

- Bihartean¹³, groupement européen d'intérêt économique, fruit de la collaboration des deux chambres de commerce et de navigation de Gipuzkoa et de Bayonne (Pays-Basque), constitué pour développer le potentiel transfrontalier des entreprises des deux territoires.
- Projet Competitiv'Eko, axé sur l'identification des synergies entre les clusters des trois régions et la promotion d'initiatives de collaboration entre eux.

Objectif général

Malgré la proximité et la continuité physique existant entre les régions constituant l'espace eurorégional, la disparition des frontières administratives ne s'est pas traduite en général par une vision de « l'autre côté » comme d'une zone géographique optimale ou naturelle pour élargir les marchés et développer l'activité des entreprises des régions respectives, ce qui empêche un rapprochement plus important au niveau du tissu entrepreneurial transfrontalier. Les facteurs culturels, linguistiques, administratifs et la méconnaissance mutuelle ont agi en ce sens comme des barrières.

Le principal objectif de cette ligne d'action est de promouvoir la coopération entre les entreprises des trois régions, en identifiant et en favorisant l'exploitation des complémentarités entre les entreprises et les secteurs économiques des deux zones, aussi bien au niveau des marchés locaux que pour aborder les marchés internationaux. De même, il faut encourager la création de pépinières d'entreprises transfrontalières, pour alimenter le tissu entrepreneurial eurorégional.

Description

La ligne d'action prévoit la promotion de projets destinés à promouvoir et à faciliter la coopération entre les entreprises de Nouvelle-Aquitaine, d'Euskadi et de Navarre, avec une perspective multiple :

- D'une part, la coopération entre entreprises individuelles ayant intérêt à localiser des partenaires commerciaux, des sous-traitants, etc. dans l'autre région.
- D'autre part, la coopération entre clusters d'entreprises (dans leurs différentes modalités) dans le but de promouvoir des projets de coopération.
- Pour ainsi, et c'est lié à ce qui précède, retenir certains secteurs stratégiques dans lesquels il y a un plus grand potentiel de synergies et/ou d'initiatives déjà en cours, afin de leur donner un élan spécial, en étudiant les options existantes dans les différents espaces de financement européen.
- Essayer d'obtenir un degré plus élevé d'homologation des profils professionnels dans le secteur des technologies de l'information et de la communication.

¹³ La Cámara de Navarra a intégré Bihartean en juin 2017.

5. Actualisation de la stratégie eurorégionale

Action 2.3.1

Service de soutien à la coopération entrepreneuriale eurorégionale

L'objectif de cette action est de constituer un service eurorégional dont la mission sera d'encourager et de promouvoir la coopération transfrontalière des entreprises de Nouvelle-Aquitaine, d'Euskadi et de Navarre. Cet objectif prévoirait les fonctions suivantes :

- Dispenser un service d'information et d'interface entrepreneuriale au niveau eurorégional, destiné aux entreprises qui cherchent des fournisseurs, des partenaires commerciaux ou de production, etc. de l'autre côté de la frontière.
- Organiser des actions de diffusion/communication et des rencontres entre entreprises de l'Eurorégion des différents secteurs économiques pour renforcer et dynamiser la diffusion d'informations utiles, de résultats de projets de coopération achevés, de rencontres B2B d'acteurs et de partenaires potentiels... notamment à l'approche des appels à projets de la CTE.
- Soutien et promotion particulière des projets transfrontaliers de coopération entrepreneuriale particulièrement importants.

Un élément fondamental de cette action serait la création d'une base de données des entreprises eurorégionales, dans laquelle figureraient leurs secteurs d'activité, leurs produits/services et leurs coordonnées. Il faudra pour cela analyser les éventuelles bases de données régionales (par exemple, Eustat, INSEE, SPRI, ADI, etc.) et eurorégionales déjà existantes pour étudier leur intégration et leur élargissement éventuels.

Outre la prestation d'information, le service pourrait aborder des travaux d'interface et de première approche entre entreprises à la recherche de contacts commerciaux, en particulier dans le cas de petites et moyennes entreprises, pour lesquelles les ressources limitées peuvent être un handicap particulièrement important au moment d'identifier des partenaires appropriés dans une autre région.

Il semble également important de mener à bien à partir de ce service des actions essentielles de diffusion et de communication des possibilités que la coopération eurorégionale peut permettre, afin de surmonter ainsi la méconnaissance mutuelle et de mettre en évidence les avantages que la perspective eurorégionale peut apporter, particulièrement aux petites et moyennes entreprises (notamment en exploitant les voies de financement de la Coopération territoriale européenne).

Le service aurait une fonction de soutien à la promotion de projets concrets de coopération pouvant s'avérer particulièrement importants par leur dimension, leurs implications entrepreneuriales et/ou technologiques, leur impact sectoriel, etc. et qui, par conséquent, nécessitent une attention particulière et un soutien spécial.

5. Actualisation de la stratégie eurorégionale

Action 2.3.2

Favoriser la stratégie de coopération entre clusters

L'objectif de cette action est de prolonger l'impulsion que le GECT donne à la coopération eurorégionale entre les clusters d'entreprises existants sur les trois territoires. Les trois régions ont des structures différentes dans ce domaine : clusters et associations d'entreprises en Euskadi et en Navarre, pôles de compétitivité, clusters d'initiative régionale, groupements d'entreprises, etc. en Nouvelle-Aquitaine. Cela n'empêche pas -comme l'ont démontré les différents projets financés par le GECT- cette stratégie d'être un succès au niveau eurorégional, stratégie que le secteur entrepreneurial lui-même demande de poursuivre.

Dans ce cadre, il convient de citer le projet Competitiv'eko qui a donné suite au projet Inter-clustering (2013-2016). Competitiv'eko est axé sur le renforcement de la compétitivité de la PME en se basant sur la coopération transfrontalière et en impliquant les clusters, les centres technologiques et les agences de développement économique du Pays Basque-Aquitaine/Euskadi/Navarre. Le projet est mené à bien par le consortium transfrontalier Aquitaine-Euskadi-Navarre formé par la CCI Bayonne Pays-Basque, la Chambre de commerce de Gipuzkoa, ORKESTRA, l'Institut de la compétitivité d'Euskadi et la Sociedad de Desarrollo de Navarra SA (SODENA). Competitiv'eko est financé par les fonds Interreg Poctefa 2014-2020.

Ses principaux objectifs sont les suivants :

- Analyser les Stratégies de spécialisation des trois territoires impliqués, identifier les points de convergence et rédiger une feuille de route.
- Favoriser des projets au sein de l'espace Aquitaine-Euskadi-Navarre, entre clusters, centres technologiques et agences de développement économique afin de favoriser la compétitivité de la PME ayant peu de ressources et/ou capacités organisationnelles.
- Se fonder sur les complémentarités des entreprises des territoires voisins et transfrontaliers pour organiser des projets innovants et des missions d'internationalisation se basant sur les stratégies de spécialisation de chacun des territoires.
- Fournir les outils nécessaires aux clusters et aux agences de développement économique territoriales afin de pérenniser leurs coopérations transfrontalières

Le projet a identifié des convergences économiques dans les quatre domaines prioritaires suivants :

- Fabrication avancée (Automobile / Véhicule électrique / Matériaux légers / Mobilité – Développement durable)
- Énergie (Éolienne Onshore / Stockage / Éolienne Offshore / Smart Grids)
- Santé (Dispositifs médicaux / Fabrication avancée / E-santé / Big Data (question transversale))
- Agro-alimentaire (industrie agroalimentaire fabrication avancée / Big Data / Techniques de conservation (congélation) / Combinaison Énergie-Santé / 4^{ème} gamme (produit cru prêt à l'emploi) et 5^{ème} gamme (produit cuisiné)).

Plus concrètement, en 2017, trois projets à développer ont été sélectionnés : Additive Valley pour le secteur industriel, InnoMed Consortium pour le secteur de la santé, Agro-Food Digital pour l'agroalimentaire.

5. Actualisation de la stratégie eurorégionale

L'expérience et la dynamique de travail mises en œuvre donnent des résultats positifs et mettent en évidence la pertinence de rechercher des voies assurant leur continuité au-delà de la période de programmation actuellement en vigueur. Les domaines de coopération seront multiples, mais toujours en axant les efforts sur les secteurs considérés comme stratégiques dans le domaine de la coopération Nouvelle-Aquitaine-Euskadi et Navarre.

5. Actualisation de la stratégie eurorégionale

Économie de la Connaissance, Innovation et Compétitivité entrepreneuriale

Ligne d'action 2.4

DÉVELOPPEMENT D'UN BASSIN D'EMPLOI EURORÉGIONAL

Cadre

2017 est l'année de mise en œuvre du projet EMPLEO AE, Renforcer l'Europe : Développement d'un bassin d'emploi eurorégional entre la Nouvelle-Aquitaine, l'Euskadi et la Navarre » PP, né à l'initiative du GECT et financé dans le cadre du POCTEFA. Ce travail a permis de connaître la réalité de l'emploi transfrontalier au sein de l'Eurorégion, au niveau statistique et au niveau qualitatif. Son exécution a permis de satisfaire l'une des actions prévues dans le Plan stratégique de l'Eurorégion («réaliser un diagnostic eurorégional sur la situation de l'emploi transfrontalier en tant que première étape pour la configuration d'un bassin d'emploi transfrontalier»).

L'un des constats de ce travail a été qu'à la différence de ce que l'on constate sur d'autres frontières européennes, les flux transfrontaliers motivés par l'emploi au sein de l'Eurorégion sont très faibles. Des taux de chômage n'étant pas très divergents et des niveaux de salaire relativement proches semblent être d'importants facteurs expliquant le volume limité des flux motivés par l'emploi. À signaler également la question des langues, qui agit comme un frein, et les questions administratives, fiscales et sociales qui impliquent des difficultés supplémentaires pour l'emploi transfrontalier, le manque d'information adéquate étant souvent le véritable obstacle.

Bien que, tel que l'indique le projet EMPLEO, la mobilité transfrontalière au sein de l'Eurorégion ne semble pas susceptible d'augmenter significativement à court/moyen terme, il est cependant possible d'adopter des mesures qui contribuent à dynamiser les flux pour pouvoir, en dernière instance, promouvoir un marché du travail plus ouvert et unifié au sein de l'UE.

Objectif général

Le principal objectif de cette ligne d'action est de favoriser la configuration d'un bassin eurorégional d'emploi intégré, pour que la population active de l'Eurorégion acquière une plus grande mobilité transfrontalière que celle existant actuellement. L'objectif à long terme est de faire en sorte que la population voie le territoire transfrontalier comme un domaine dans lequel elle peut trouver des possibilités de travail adaptées à ses caractéristiques et à ses attentes, afin que son employabilité augmente et que l'intégration eurorégionale soit favorisée. L'Europe se construit aussi à partir du mouvement intra-européen des travailleurs, en créant un marché du travail commun. L'espace eurorégional doit incarner et relayer cet esprit à sa propre échelle. En outre, cette stratégie est cohérente avec les objectifs généraux et les défis d'une politique essentielle comme celle de l'emploi, aussi bien au niveau des trois régions que de celui de la politique européenne de cohésion 2014-2020.

Description

La mise en œuvre de cette ligne d'action prévoit plusieurs actions liées entre elles : corriger les lacunes de l'information et de l'orientation adressées aux travailleurs transfrontaliers et aux entreprises souhaitant s'implanter de l'autre côté de la frontière. Un deuxième élément consiste à développer une dynamique efficace de collaboration entre les services publics d'emploi qui opèrent dans l'espace eurorégional (Lanbide-Pôle Emploi- Service pour l'emploi de Navarre-Lansare). À plus long terme, il conviendrait d'établir un vaste réseau d'acteurs publics et privés agissant dans le domaine de l'emploi au sein des trois régions (agences de développement régional, centres de formation, pépinières d'entreprises, associations d'entreprises et syndicats, agences privées de recrutement, etc.).

Enfin, il faut prévoir d'autres actions complémentaires qui pourraient également contribuer à la consolidation du bassin eurorégional d'emploi, telles que promotion de stages transfrontaliers d'étudiants dans des entreprises, programmes de formation linguistique, etc.

5. Actualisation de la stratégie eurorégionale

Action 2.4.1

Mise en œuvre de systèmes et de dispositifs d'information sur et pour les travailleurs transfrontaliers

Les recommandations consignées dans le projet « EMPLEO » pour favoriser le flux de travailleurs transfrontaliers comprennent notamment les recommandations suivantes, qui ont ensuite été intégrées comme actions du présent Plan stratégique eurorégional :

- Le besoin d'améliorer l'accompagnement administratif, social et fiscal des travailleurs transfrontaliers. La barrière principale ne réside pas tant dans les différences en matière de réglementation d'un côté et de l'autre mais davantage dans leur méconnaissance et dans l'incertitude suscitée chez les personnes qui doivent prendre des décisions de type professionnel souvent difficiles (aller travailler dans un autre pays), ainsi que dans les situations pouvant se produire au cours de leur activité transfrontalière.

Un premier jalon dans cette ligne de travail va être la création imminente de la part de l'Eurorégion d'un site d'information pour les travailleurs et les entreprises concernant l'emploi transfrontalier. Ce site sera financé par le Fonds européen de développement régional (FEDER) dans le cadre de l'appel à projets POCTEFA 2015 du programme INTERREG V A Espagne-France-Andorre 2014-2020 (POCTEFA).

- La pertinence de réaliser des cours de formation pour les administrations respectives (fiscale, sociale, droit du travail etc.) de Nouvelle-Aquitaine, d'Euskadi et de Navarre ainsi que des réunions de connaissance mutuelle qui aident à mettre en œuvre une collaboration stable et fluide.
- Le besoin d'améliorer la disponibilité de l'information statistique sur le marché du travail transfrontalier afin de garantir une information homogène qui permette de réaliser des analyses comparatives et de procéder au suivi de la situation du marché professionnel eurorégional.

La création de groupes thématiques qui définissent et développent des programmes de travail dans des domaines spécifiques représentant des obstacles à l'emploi transfrontalier (fiscalité, sécurité sociale, langues, formation, statistiques, etc.) constitue un instrument qui peut être valable pour une avancée efficace dans chacun des sujets à traiter.

5. Actualisation de la stratégie eurorégionale

Action 2.4.2

Créer une offre et une demande de travail partagées par les trois services publics d'emploi eurorégionaux

La DG Emploi de la Commission européenne soutient ces dernières années l'initiative « PARES, Partnerships between Employment Services », destinée à promouvoir la connaissance mutuelle entre services d'emploi et l'échange de savoir-faire et de méthodes en matière d'orientation et d'insertion professionnelle, d'intermédiation, etc.

Le projet EMPLEO indique également l'importance de la collaboration entre les services publics pour l'emploi des trois régions intégrant l'Eurorégion (Pôle Emploi, Lanbide et Service pour l'emploi de Navarre-Lan Sare) pour favoriser la mobilité professionnelle eurorégionale. Les deux premiers, Pôle Emploi et Lanbide, avaient déjà fait quelques pas visant la signature d'une convention leur permettant d'avancer avec pour objectif de partager les informations et les bonnes pratiques.

Il s'agit d'intensifier et de stabiliser la coopération entre les trois services pour l'emploi respectifs, en rendant possible une relation plus fluide et en sachant aborder de façon standardisée la problématique dérivée des mouvements professionnels transfrontaliers. L'apprentissage mutuel dans les façons de faire, les programmes appliqués, le traitement de certains groupes de personnes sans emploi, etc. est également un objectif de cette approche. L'un des constats dérivés du projet EMPLEO a d'ailleurs été que les formulaires et les protocoles utilisés diffèrent et également que les informations pertinentes ne sont pas toujours collectées (par exemple, la connaissance des langues transfrontalières) dans la perspective de la configuration d'un bassin d'emploi transfrontalier. Il y a donc d'importants défis à relever si nous souhaitons configurer une bourse eurorégionale partagée d'offres et de demandes d'emploi.

La première étape est d'intégrer les trois régions dans une convention de collaboration et à partir de là, d'avancer dans la fourniture des services suivants à l'échelle eurorégionale :

- accompagnement à la recherche d'emploi, avec les procédures existantes, etc.
- apport d'informations sur le marché du travail (secteurs qui embauchent,...), y les conditions de travail dans le pays voisin (sites web de recherche d'emploi et agences de recrutement, conventions collectives, conseils pratiques, etc.)
- Dépôt du CV sur le site web et consultation des offres d'emploi transfrontalières
- Connexion entre les travailleurs transfrontaliers et les organisations de formation offrant des activités de formation continue au sein de l'espace transfrontalier.

5. Actualisation de la stratégie eurorégionale

Action 2.4.3

Approfondir les politiques de formation professionnelles partagées par les trois régions, en développant des pratiques transfrontalières ainsi que d'autres actions complémentaires

Le projet EMPLEO a mis en évidence l'intérêt de s'intéresser moins aux complémentarités du marché du travail et des politiques liées à l'emploi proprement dites, et plus aux avantages et opportunités de co-construire des politiques de formation et d'insertion professionnelle au sein des trois régions. Le double avantage est le suivant :

- Pour les pouvoirs et les organismes de gestion publics, les échanges d'expériences offrent de véritables opportunités pour la recherche de bonnes pratiques et le développement de programmes communs, tout particulièrement actuellement sur les « compétences d'avenir ».
- Pour les bénéficiaires des formations, l'ouverture internationale, qu'il s'agisse de stages de formation ou de stages transfrontaliers en entreprise, apporte une véritable valeur ajoutée grâce au bilinguisme, à la découverte de nouveaux horizons professionnels et au rapprochement vers l'univers professionnel d'une autre région. De plus, celles-ci peuvent représenter une voie de recrutement pour les entreprises impliquées, en facilitant ainsi la mobilité professionnelle. Cela est valable pour tous les niveaux de formation : des certificats professionnels aux diplômes universitaires de premier, second et troisième cycle.

L'amélioration de la coordination en matière d'apprentissage et de Formation professionnelle est particulièrement intéressante (les trois régions qui intègrent l'Eurorégion disposent de compétences étendues en la matière) car outre l'échange d'étudiants, il est possible de rechercher des synergies et des complémentarités dans l'offre de certaines spécialités, programmes de formation coordonnés, etc. Cela peut être particulièrement pertinent pour les « compétences d'avenir » pour lesquelles une nouvelle offre de formation est à développer.

Le mouvement vers un bassin eurorégional d'emploi « normalisé » et non limité par l'« effet frontière » nécessite aussi d'autres actions complémentaires qui permettront de faire bouger les barrières et d'exploiter des potentialités. Nous pouvons en ce sens mentionner les actions suivantes :

- Développement de programmes spécifiques de formation linguistique : la barrière de la langue est un des principaux handicaps qui limite l'accès à l'emploi de l'autre côté de la frontière. En ce sens, des actions destinées à former aussi bien les personnes sans emploi que celles en ayant ont un dans les différentes langues de l'Eurorégion permettront d'améliorer leur employabilité hors de leur territoire d'origine.
- Collaboration entre pépinières d'entreprises : il existe dans l'Eurorégion de nombreuses installations de ce type et des services qui soutiennent la création de nouvelles activités. La connaissance et la coopération entre ces organismes, en dotant leur activité d'une dimension transfrontalière, contribuera aussi à une plus grande mobilité professionnelle et à une augmentation des échanges d'emploi dans l'espace eurorégional.

5. Actualisation de la stratégie eurorégionale

5.4. Territoire durable et transport

Axe d'action 3 :	TERRITOIRE DURABLE ET TRANSPORT
<ul style="list-style-type: none"> Ligne d'action 3.1 : PROMOUVOIR UN MODÈLE EURORÉGIONAL DE MOBILITÉ DURABLE DE VOYAGEURS ET DE MARCHANDISES 	<p>Action 3.1.1 : Mobilité de proximité :</p> <ul style="list-style-type: none"> • promouvoir des services facilitant la mobilité durable des voyageurs • étudier la création d'un Opérateur ferroviaire de proximité transfrontalier <p>Action 3.1.2 : Mobilité de moyenne distance (interurbaine) :</p> <ul style="list-style-type: none"> • promouvoir le déploiement de services ferroviaires transfrontaliers (voyageurs et marchandises) • promouvoir l'usage de l'autoroute pour la mobilité des voyageurs à l'échelle eurorégionale <p>Action 3.1.3 : Mobilité de longue distance :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Connecter la Navarre avec le corridor ferroviaire atlantique du Réseau TEN-T • Renforcer les nœuds et les plateformes intermodales proches de zones industrielles (marchandises) • Soutenir le projet de service d'Autoroute ferroviaire en Euskadi <p>Action 3.1.4 : Promouvoir la coopération entre opérateurs de transport, logistiques et de chargement (marchandises)</p> <p>Action 3.1.5 : Promouvoir la coopération avec les administrations de l'Eurorégion pour la modernisation et l'amélioration des services de transport public par route sur le territoire de l'Eurorégion</p>
<ul style="list-style-type: none"> Ligne d'action 3.2 : FAIRE DE L'EURORÉGION UN ESPACE DE RÉFÉRENCE DANS LES APPROCHES ENVIRONNEMENTALES ET COORDONNER LES POLITIQUES D'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE 	<p>Action 3.2.1 : Pérenniser et étendre les initiatives déjà engagées dans le milieu montagnard</p> <p>Action 3.2.2 : Mettre en place des pratiques conjointes de préservation du littoral atlantique</p> <p>Action 3.2.3 : Coordonner les politiques d'aménagement du territoire et d'aménagement urbain</p> <p>Action 3.2.4 : Promouvoir des actions pour faire face au changement climatique</p>
<ul style="list-style-type: none"> Ligne d'action 3.3 : VALORISER EN COMMUN LES RESSOURCES NATURELLES 	<p>Action 3.3.1 : Promouvoir en commun une agriculture de qualité et développer conjointement une agriculture biologique</p> <p>Action 3.3.2 : Valoriser une sylviculture durable</p> <p>Action 3.3.3 : Mettre en commun les expériences et les initiatives en matière d'énergies renouvelables</p>

5. Actualisation de la stratégie eurorégionale

- Ligne d'action 3.4 :
PROMOUVOIR LA COORDINATION DES POLITIQUES TOURISTIQUES

Action 3.4.1 : Engager une promotion touristique commune auprès des marchés extérieurs

Action 3.4.2 : Soutenir les secteurs touristiques partagés et le tourisme de proximité au sein de l'Eurorégion

Action 3.4.3 : Assurer une formation professionnelle eurorégionale pour des emplois liés au tourisme

5. Actualisation de la stratégie eurorégionale

Territoire durable et transport

Ligne d'action 3.1

PROMOUVOIR UN MODÈLE DE MOBILITÉ DURABLE DE VOYAGEURS ET DE MARCHANDISES

Cadre

La coopération entre l'Euskadi et l'Aquitaine s'est développée, dès son origine, autour de la question centrale des transports et de l'accessibilité.

En créant l'Eurorégion Aquitaine-Euskadi, les membres fondateurs ont rappelé la priorité de développer un « espace de mobilité durable », basé sur une politique globale de report modal, en cohérence avec la stratégie de transport de l'Union européenne.

Objectif général

L'Eurorégion souhaite, tout particulièrement, développer une politique ferroviaire globale qui forme « un espace intégral » cohérent, articulé avec les orientations européennes et les réseaux de transports européens prioritaires de voyageurs ou de fret (RTE-T n° 3 et Corridor n°4).

Description

La période 2014-2020 sera, d'ailleurs, marquée par une « nouvelle donne » en matière d'infrastructures ferroviaires qui va changer fondamentalement l'offre de services :

- le nouvel écartement UIC sera opérationnel au-delà de la frontière et permettra d'assurer des dessertes jusqu'à Saint-Sébastien, notamment ;
- le réseau de trains à grande vitesse rejoindra Bordeaux et entraînera une première révolution des temps de parcours qui concernera l'ensemble du territoire eurorégional ;
- enfin, la mise en service de « l'Y basque » et son interconnexion avec le réseau aquitain permettront de dépasser définitivement « l'effet frontière » en développant des services à l'échelle eurorégionale, sans rupture de charge.

Cette future offre ferroviaire sera déclinée à toutes les échelles géographiques pertinentes pour répondre aux **besoins de proximité** (notamment transfrontalière) **comme de moyenne et de longue distance, en cohérence avec l'objectif prioritaire des TEN-T d'élimination des goulets d'étranglement transfrontaliers.**

Le GECT, consacré par l'Union européenne comme l'outil de la coopération territoriale mais aussi de toutes les formes de coopération encouragées et financées par l'Union, se consacrera prioritairement à renforcer le « positionnement » de l'espace eurorégional par des actions de *lobbying* auprès des instances nationales et européennes, en coordination avec les Régions et Communautés Autonomes qui la composent. Cette activité contribuera à atteindre les objectifs précités, au premier rang desquels figure l'interconnexion des réseaux ferroviaires, notamment à grande vitesse.

Ce pari en faveur du report modal, en faveur de transports à faible émission de gaz à effet de serre, se décline en plusieurs actions à court et moyen terme concernant le transport de voyageurs et de marchandises.

5. Actualisation de la stratégie eurorégionale

Territoire durable et transport

Ligne d'action 3.1

PROMOUVOIR UN MODÈLE DE MOBILITÉ DURABLE DE VOYAGEURS ET DE MARCHANDISES

Les projets européens Transfermuga 1 et Transfermuga 2 ont constitué des jalons emblématiques dans l'avancée vers une mobilité durable : la première phase ou Transfermuga 1, commencée en 2013, a permis d'identifier la demande de mobilité transfrontalière et de présenter certaines propositions opérationnelles : prolongement d'une ligne d'autocars jusqu'à Irún ; élargissement du nouveau réseau Hegobus jusqu'à l'autre côté de la frontière ; création de titres de transport combinés ; lancement d'un projet de gare à Hendaye ; et création d'un site d'information au voyageur et d'un calculateur d'itinéraires transfrontaliers (transfermuga.eus). La seconde phase ou Transfermuga 2 a cherché à consolider une dynamique à moyen et long terme. En ce sens, le projet a créé une plateforme web transfrontalière permettant à tous les opérateurs d'accéder à l'open data en vue d'améliorer l'information au voyageur. Des études spécifiques ont également été réalisées pour l'autocar et le train, avec pour objectif de permettre l'activation de nouveaux projets sur le terrain.

À partir de maintenant, l'Eurorégion souhaite avancer vers un modèle de mobilité durable en intégrant les nouveaux territoires et en adoptant une triple perspective :

- Mobilité de proximité, au sein de l'espace le plus directement transfrontalier
- Mobilité de moyenne distance, à l'échelle eurorégionale, répondant aux besoins de communication entre les villes des régions intégrantes.
- Mobilité de longue distance, à l'échelle européenne, en accord avec les recommandations et objectifs fixés par la Commission, en lien avec le TEN-T Atlantic Corridor.

L'ambition multi-scalaire du projet Transfermuga sera possible à condition de mobiliser l'ensemble des acteurs pertinents, pouvant permettre d'atteindre les différents objectifs complémentaires fixés. Cela permettra en outre de continuer à poser les premiers éléments d'une gouvernance ad-hoc sur le sujet de la mobilité. Le GECT pourrait ainsi participer au débat sur le besoin de constituer une « Autorité organisatrice de transports » transfrontalière.

5. Actualisation de la stratégie eurorégionale

Action 3.1.1

Mobilité de proximité

La promotion de la mobilité durable dans l'espace transfrontalier englobe deux sous-actions :

- promouvoir des services facilitant la mobilité durable des voyageurs
- étudier la création d'un Opérateur ferroviaire de proximité transfrontalier

A) promouvoir des services de transport facilitant la mobilité durable des voyageurs de proximité

Cadre / défis :

L'objectif est d'améliorer l'information aux citoyens sur l'ensemble des possibilités de déplacements qui leur sont offertes (actuelles et futures) mais aussi de leur en fluidifier l'usage.

Objectifs :

Il s'agit donc d'une part de participer à la promotion d'un canal de diffusion homogène de part et d'autre de la frontière concernant les offres écomobiles. Celui-ci concernerait l'ensemble des offres de transports alternatifs, qu'ils soient collectifs (offre interurbaine routière, ferroviaire, offre urbaine...) ou partagés (covoiturage, vélo...).

D'autre part, il s'agit de faciliter l'utilisation de l'ensemble de ces modes de transport aux usagers, notamment par l'émergence de systèmes billettiques compatibles entre les territoires. Il s'agit d'une initiative qui a déjà débuté en Euskadi, par une volonté d'intégration des cartes Bat, Barik et Mugj, et qui doit s'étendre au reste des territoires de l'Eurorégion, avec cet objectif d'interopérabilité en cours en Euskadi.

Il s'agit enfin de promouvoir l'ensemble des démarches permettant de mettre en avant la « donnée mobilité ». Celle-ci est essentielle pour l'analyse des déplacements, l'information mais aussi la création de nouvelles offres au plus proche de la demande de mobilité.

Globalement, toutes ces démarches doivent être réalisées dans un objectif de transparence pour les citoyens en favorisant au maximum les démarches d'Open Data.

Description de l'action :

- Analyser l'état d'avancement des initiatives : d'interopérabilité en termes de billettique, d'ouverture et d'utilisation des données et d'information voyageurs de part et d'autre de la frontière et l'échelle de l'Eurorégion.
- Identifier les leviers permettant d'homogénéiser les différentes démarches lancées jusqu'à présent de façon cloisonnée (approche technique, animation territoriale, ouverture des bases de données...)
- Proposer un « livre blanc des solutions facilitatrices pour une mobilité durable à l'échelle eurorégionale », obligatoirement accompagné d'un cahier de préconisations opérationnelles.

Modalités :

- Financement d'études,
- Financement du déploiement de solutions billettiques,
- Financement de démarches innovantes autour de « l'open data transports »,
- Financement de plateformes d'information multimodale.

5. Actualisation de la stratégie eurorégionale

B) Étudier la création d'un opérateur ferroviaire de proximité transfrontalier

Cadre / défis :

La libéralisation du transport ferroviaire de marchandises au sein de l'Union Européenne, ainsi que le pari des opérateurs de référence pour les grands corridors de transport, sont en train de générer une double activité dans le domaine de la production du système ferroviaire, très différente : le transport de grands volumes sur des grands axes, et le cheminement de flux de deuxième ordre dans ses parcours finals.

La meilleure façon d'aborder cette deuxième étape du transport ferroviaire se fait à partir d'organisations décentralisées qui fonctionnent avec des moyens économiques locaux, plus proches du territoire. Ce type d'organisations, déjà en marche dans certains pays (dont la France, progressivement), sont les Opérateurs ferroviaires de proximité (OFP).

La région de Nouvelle-Aquitaine a suivi une série d'études sur ce sujet, qui ont permis d'envisager la création d'organisations de cette nature. Sur le territoire de l'Eurorégion, il convient de se centrer sur l'OFP Sud-Ouest, né à l'initiative de la Chambre de commerce de Bayonne, avec l'objectif à court et moyen terme de développer une offre ferroviaire compétitive au nord de la Bidassoa autour de deux nœuds principaux : le Port de Bayonne et le CEF de Mouguerre.

D'autre part, Euskotren, opérateur ferroviaire du Gouvernement Basque, dispose d'une licence ferroviaire et de certificats de sécurité pour exploiter des services voyageurs et marchandises, pouvant ainsi opérer en Réseau Ferroviaire d'Intérêt Général.

En Euskadi, cette analyse globale est en attente de la planification finale du processus complexe de transformation et de développement de ses infrastructures ferroviaires, qui atteindra un jalon fondamental à l'horizon de l'année 2018, avec la mise en service du Nouveau réseau ferroviaire basque et sa connexion au Réseau français à Irun, avec un écartement standard européen. Cela marquera la fin de la rupture de charge à la frontière de la Bidassoa, en créant un nouveau scénario ouvert à de nouvelles techniques de gestion et d'opération pour développer des trafics transfrontaliers, et donc un cadre pertinent pour les Opérateurs ferroviaires de proximité

Objectifs

Une fois que le processus de modernisation et d'élargissement des infrastructures ferroviaires en Euskadi sera complété, le système ferroviaire basque sera constitué de trois réseaux aptes pour le trafic mixte, avec trois écartements de voie différents, et gérés par deux gestionnaires d'infrastructures : ADIF et ETS.

Dans ce système, l'incorporation du Nouveau réseau ferroviaire (Y basque) et de ses connexions, en accord avec les conditions requises d'interopérabilité de l'Union européenne, supposera l'intégration dans les Réseaux transeuropéens et la disparition définitive de la rupture de charge à la frontière de la Bidassoa.

Dans ce nouveau scénario, l'Euskadi doit réaliser une analyse profonde de la fonctionnalité de son système ferroviaire, et des formules les plus pertinentes pour atteindre une gestion efficace de ses réseaux, aussi bien pour le trafic de voyageurs que pour celui de marchandises.

Dans ce dernier domaine, l'analyse doit être menée sur les deux niveaux décrits au point précédent, mais avec pour priorité de favoriser et d'optimiser la gestion du transport ferroviaire de marchandises à l'échelle régionale. Il faudra analyser, plus concrètement, l'opportunité d'une restructuration de cette offre ferroviaire appuyée sur un ou plusieurs OFP, pour donner une réponse efficace aux besoins des principaux pôles d'activité économique des trois territoires historiques et des ports de commerce de Bilbao, Pasajes et Bermeo.

5. Actualisation de la stratégie eurorégionale

Au niveau transfrontalier, il faudra aborder –à partir de l'expérience et de la présence de l'OFF Sud-Ouest sur la partie nord- les éventuelles formules d'évolution de la structure organisatrice prévue en Euskadi pour le transport ferroviaire de proximité, vers un schéma opérationnel intégré. Tout cela, avec l'objectif de disposer d'un organisme commun à l'Eurorégion, pour une gestion efficace des trafics régionaux transfrontaliers, qui puisse favoriser le transport ferroviaire.

Description de l'action

La nouvelle configuration du système ferroviaire de l'Eurorégion, dérivant essentiellement de l'importante transformation du Réseau ferroviaire en Euskadi, ouvre un espace d'opportunité pour la transformation des systèmes de gestion de transport de marchandises, principalement à l'échelle transfrontalière, suite à la disparition progressive de la rupture de charge à la frontière.

Profitant de ces circonstances, et avec l'objectif de favoriser le transport ferroviaire à l'échelle de l'Eurorégion, il est fondamental de développer de nouveaux systèmes d'organisation de l'offre ferroviaire, spécialement à l'échelle péri et transfrontalière, suivant le nouveau modèle des OFF.

Avec le bon état d'avancement de la transformation du système ferroviaire, il sera nécessaire, dans cette première phase, de réaliser une analyse complète de la réorganisation en Euskadi de l'offre de proximité, dans le nouveau cadre résultant de cette transformation.

Une fois que cette étape sera terminée et que sera définie la nouvelle structure organisatrice de référence pour la gestion des services de transport ferroviaire de proximité, il sera nécessaire d'étudier les mécanismes et les formules d'évolution de cette structure, en recherchant tout d'abord la complémentarité et, finalement, la confluence, avec l'organisation mise en place en Aquitaine (OFF Sud-Ouest), avec pour objectif final de disposer d'un OFF de référence pour la gestion des trafics ferroviaires de marchandises dans le domaine transfrontalier.

5. Actualisation de la stratégie eurorégionale

Action 3.1.2

Mobilité durable de moyenne distance (interurbaine)

L'action visant à promouvoir la mobilité durable de moyenne distance au niveau eurorégional se décompose en deux sous-actions :

- avancer vers des services ferroviaires transfrontaliers (voyageurs et marchandises)
- promouvoir l'usage de l'autoroute pour la mobilité des voyageurs à l'échelle eurorégionale

A) Promouvoir le déploiement de services ferroviaires transfrontaliers (voyageurs et marchandises)

Cadre / défis :

D'importants travaux d'infrastructures réalisés actuellement de part et d'autre de la frontière vont contribuer à changer le paysage ferroviaire à l'échelle eurorégionale. En effet, SEA, le troisième rail Irún Saint-Sébastien et le Y-basque vont permettre une optimisation des temps de parcours et ainsi rapprocher les capitales régionales. Ainsi, en suivant le phasage analysé dans le cadre de Transfermuga n°1, il s'agit désormais d'étudier les liaisons et les services de moyenne distance et le niveau d'offre associé. Cette réflexion doit être réalisée à l'échelle des services régionaux transfrontaliers et non plus au niveau local, en mettant à profit les synergies de la politique européenne en matière de TENT-T. Cela a déjà été en grande partie mené à bien, à partir des études juridiques et de la demande qui, à l'initiative du Gouvernement Basque, ont été développées au sein de l'Eurorégion.

Objectifs :

Le Corridor atlantique fait partie du corridor multimodal homonyme intégré dans le réseau Central de TENT-T. Totalisant plus de 4 500 km de ligne déjà existante, il comprend des caractéristiques différentes sur l'infrastructure ferroviaire. L'un des objectifs est d'améliorer l'interopérabilité ferroviaire, notamment en adaptant l'écartement des voies à la norme UIC au sein de la péninsule ibérique. Grâce à ces améliorations, les voyageurs pourront se déplacer sur ce corridor en toute fluidité et avec des temps de parcours optimisés.

Il s'agit de mener une réflexion particulière sur les liaisons Bayonne Donostia, Dax Vitoria ou encore Bordeaux Bilbao afin de créer des conditions de déplacement performantes pour les voyageurs au sein de l'espace eurorégional.

Description de l'action :

A l'échelle eurorégionale, sur les corridors de moyenne distance (Bordeaux Pampelune, Saint-Sébastien Vitoria et Bordeaux Saint-Sébastien Bilbao, et à l'échelle transfrontalière sur le corridor Bayonne Saint-Sébastien :

- Réaliser un diagnostic des caractéristiques de chaque système ferroviaire, en axant l'analyse sur les différences d'exploitation (électrification, signalisation...) mais aussi de service (vente, contrôle, nettoyage...)
- Analyser le système et le schéma d'attribution des sillons, dans la configuration actuelle mais surtout dans une vision programmatique « horizon grande vitesse ».
- Apporter un éclairage sur le rôle des acteurs (opérateurs, gouvernance...) en réalisant une étude comparative précise des modèles en place à l'échelle européenne.
- Proposer des scénarios de services ferroviaires eurorégionaux articulés tant avec la demande de courte distance (Bayonne Irún Donostia) que de moyenne distance eurorégionale (Bordeaux Vitoria, Bordeaux Bilbao) ou de longue distance (Paris Madrid) et un modèle de gouvernance associé.

5. Actualisation de la stratégie eurorégionale

B) Promouvoir l'usage de l'autoroute pour une mobilité durable à l'échelle eurorégionale

Cadre / défis :

Une ligne d'autocars a été mise en service de Bayonne Hendaye jusqu'à Irún via l'autoroute en tant que formule de desserte flexible à des coûts maîtrisés...

Mais ce mode de déplacements n'est pas le seul qui propose des alternatives au fort potentiel écologique et économique. La promotion du covoiturage est aussi un axe particulièrement efficace pour des déplacements de moyenne distance.

Objectifs :

Il s'agit de mener une réflexion non pas dans une logique de mode de transport mais plutôt de support de ceux-ci. Le réseau autoroutier présent de part et d'autre de la frontière étant de bonne qualité, il s'agit désormais d'en optimiser les usages, dans une logique de massification (transports collectifs), de rapidité (lignes express, voies réservées) et de partage de véhicules (covoiturage).

Concernant le car, il s'agit, à l'échelle eurorégionale, de mener une réflexion globale sur le potentiel de ce mode de transport, au-delà des offres actuelles (Eurolines, Pesa, future ligne du CG64). L'objectif est de proposer aux usagers une alternative à faible coût dans des conditions de confort et d'intermodalité optimales, notamment entre les capitales régionales et locales. Cette même logique peut être poursuivie concernant la promotion des pratiques de covoiturage, notamment comme alternative lorsque les offres de transports collectifs ne peuvent répondre à la demande.

Cette logique globale doit intégrer tant une logique d'offre de service que de communication et de déploiement de points nodaux stratégiques : aires de covoiturage, gares routières...

Description de l'action :

- Réaliser un diagnostic des caractéristiques des offres d'autocars en France et en Espagne, qu'elles soient publiques ou privées en intégrant un volet concernant la gouvernance de ces offres ainsi que l'évolution du cadre législatif (national et européen).
- Réaliser un bilan des pratiques de covoiturage ainsi que de leur promotion en Aquitaine et en Euskadi.
- Proposer un schéma global d'offre de mobilité durable sur autoroute, à l'échelle eurorégionale, intégrant un plan de développement des nœuds aux enjeux stratégiques (tant en termes de gares routières que d'aires de covoiturage)

Financement des investissements :

- Aménagement d'aires de covoiturage.
- Gares routières.
- Communication, etc.

5. Actualisation de la stratégie eurorégionale

Action 3.1.3

Mobilité durable de longue distance

L'objectif consistant à promouvoir la mobilité durable de longue distance se décompose en trois sous-actions :

- Connecter la Navarre avec le corridor ferroviaire atlantique du Réseau TEN-T
- Renforcer les nœuds et les plateformes intermodales proches de zones industrielles (marchandises)
- Soutenir le projet de service d'Autoroute ferroviaire en Euskadi

A) Connecter la Navarre avec le corridor ferroviaire atlantique du Réseau TEN-T

L'objectif ultime de cette action est de faciliter le transit de passagers et de marchandises. Il est proposé en ce sens de promouvoir le développement du Corridor de Navarre hautes prestations (CNAP) et d'avancer vers l'objectif de connecter avec un écartement UIC le Corridor de Navarre de Hautes Prestations et le Y-basque, sur quoi les gouvernements Basque et de Navarre travaillent déjà, au côté du Ministère de Fomento, au travers du protocole signé par les trois institutions et qui devrait permettre d'accélérer l'ouverture de ce Corridor. Les jalons définis pour avancer dans cette action sont les suivants :

- ❑ Accords avec des organismes spécifiques au niveau eurorégional pour la promotion conjointe du CNAP (Communautés autonomes, Autorités portuaires...). Établir des accords avec la Communauté autonome du Pays Basque et l'Aquitaine, ainsi qu'avec des ports significatifs de l'environnement pour les flux navarrais de marchandises afin de promouvoir le développement du CNAP, en considérant que le développement du CNAP supposerait l'incorporation de flux ferroviaires additionnels aussi bien au Y basque qu'au Corridor de l'Èbre au niveau de sa connexion avec le Corridor méditerranéen. On cherche ainsi à additionner et concentrer les trafics et les charges assurant la viabilité des services de transport ferroviaire sans doubler les efforts d'investissement dans des terminaux ferroviaires infra-utilisés. Ces accords viendront compléter les protocoles et procédures en cours entre les Gouvernements Basque, Navarrais et Espagnol.
- ❑ Connexion avec un écartement UIC depuis le Corridor vers les principaux nœuds générant le chargement pour les chemins de fer : Inclure la connexion avec un écartement UIC des principaux nœuds générant les trafics de marchandises (CL de Noáin, Installations ferroviaires de Pampelune (Landaben), Installations ferroviaires d'Altsasu-Alsasua, Terminal intermodal de Tudela/Castejón, autres installations intermodales dans les zones logistiques proposées dans le Modèle territorial, zones industrielles...) et permettre la connexion de ces nœuds avec le Corridor atlantique et avec le Corridor méditerranéen à travers le Corridor de Navarre hautes prestations. On cherchera également, conjointement avec l'écartement UIC et avec une analyse au cas par cas, à doter ces connexions du reste des standards du Réseau TEN-T.

5. Actualisation de la stratégie eurorégionale

B) Renforcer les nœuds et les plateformes intermodales proches de zones industrielles (marchandises)

L'objectif ultime de cette action est de favoriser et de flexibiliser au maximum le transport efficace de marchandises en Navarre. Il est proposé pour cela :

- ❑ Établissement de conventions avec des organismes publics pour l'amélioration des terminaux intermodaux (ADIF, Autorités portuaires...). Établir des accords avec des organismes publics visant l'amélioration du terminal ferroviaire existant ou prévu au sein des PLI de Noáin (initiative spécifique décrite ci-après), Castejón/Tudela et le cas échéant, d'autres terminaux futurs. Il s'agit de promouvoir conjointement l'amélioration de cette infrastructure et celle des conditions d'exploitation.
- ❑ Développement d'initiatives APPLIS pour l'amélioration des terminaux intermodaux de Navarre. Promouvoir les initiatives publiques et privées qui permettent d'améliorer les conditions opérationnelles des terminaux intermodaux de Navarre. En ce sens, il serait nécessaire d'analyser les formules minimisant les investissements publics nécessaires afin d'améliorer les terminaux intermodaux. Par exemple, la cession au secteur privé de l'exploitation d'un certain type de service en contrepartie de la réalisation d'investissements en améliorations ou installations logistiques intermodales.
- ❑ Étude spécifique sur les améliorations des infrastructures logistiques et intermodales du Nœud logistique de Pampelune/Noáin. Réaliser une étude spécifique permettant de mettre à jour d'autres études réalisées par le passé en la matière, qui permette d'identifier et de hiérarchiser les améliorations nécessaires au niveau des infrastructures logistiques et intermodales du Nœud logistique de Pampelune/Noáin (CTP, Centre logistique de Noáin, Aéroport de Pampelune)
- ❑ Priorisation du développement de terminaux intermodaux des autres Zones logistiques intermodales : axer les investissements en infrastructures ferroviaires sur le développement de zones logistiques intermodales, étant donné leur caractère intégrateur de nœud d'activité économique, logistique et de transport, essentiellement sur le Terminal intermodal de Tudela/Castejón.

C) Soutenir le projet de service d'autoroute ferroviaire en Euskadi

Cadre / défis :

La saturation des infrastructures routières basque-aquitaines se présente déjà comme une problématique qui risque de s'aggraver à court terme. Face à ce constat, et dans une optique de développement durable intégré, l'Euskadi et l'Aquitaine font le pari de développer le transport combiné transfrontalier entre l'Espagne et la France.

Dans le cadre du transport combiné, le développement d'un nouveau modèle d'Autoroute ferroviaire se présente comme une alternative compétitive au transport de longue distance par autoroute. Les nouvelles Autoroutes ferroviaires, avec leur capacité reconnue pour transférer des trafics routiers vers le chemin de fer, contribuent au rééquilibrage modal d'une façon plus durable avec d'importants retombées socio-économiques, principalement du point de vue écologique.

Le gouvernement français ayant abandonné la construction du terminal d'autoroute ferroviaire à Tarnos, c'est aujourd'hui la coopération entre les gouvernements espagnol et français, auxquels s'ajoute le Gouvernement Basque - en ce qui concerne le terminal de Jundiz, - qui porte sur l'aménagement d'une autoroute ferroviaire entre le nord de la France (Dourges ou Paris) et Jundiz. A ce jour, l'appel à manifestation d'intérêt pour les constructeurs a été publié ; il est en phase de réception des offres des opérateurs.

5. Actualisation de la stratégie eurorégionale

Objectifs :

A l'horizon 2023-2024, la mise en service du Nouveau Réseau ferroviaire basque (Y basque) et sa connexion UIC avec le Réseau français -avec l'installation d'un troisième rail sur le tronçon entre Astigarraga et la frontière-, permettra le prolongement de l'AFA au sud de la Bidassoa, jusqu'à la zone de Vitoria. Ce prolongement de l'Autoroute ferroviaire, comptant environ 160 km, supposerait de compléter son tracé sur le territoire de l'Eurorégion et d'intégrer un nouveau terminal à l'extrémité sud d'Euskadi, en étendant les bénéfices de l'AFA à l'ensemble de l'Axe Atlantique au sein de l'Eurorégion, et en apportant ainsi une contribution efficace à la réduction du goulet d'étranglement transfrontalier.

Il s'agit, par conséquent, de soutenir la mise en service de l'Autoroute Ferroviaire Atlantique vers le sud de Vitoria, plus précisément jusqu'à Jundiz, ainsi que l'implantation d'un nouveau terminal multimodal à cet endroit, tel qu'elle figure dans les accords entre les Gouvernements espagnol et français, apte à intégrer une plate-forme ferroviaire compatible avec les installations et systèmes d'exploitation prévus.

L'Autoroute Ferroviaire Atlantique, conformément à l'accord entre les gouvernements espagnols et français - auquel participe le Gouvernement Basque en ce qui concerne le terminal - est organisée de manière à avoir sa plateforme terminale à Vitoria/Gasteiz, et non à Tarnos (localisation qui, comme déjà précisé, fut abandonnée).

Description de l'action :

La possibilité de mettre en place une Autoroute Ferroviaire Nord de la France – Euskadi pour incorporer une nouvelle plateforme au sud de Vitoria, devrait permettre de multiplier la capacité de capter les trafics de longue distance par la route, qui traversent l'Eurorégion, depuis ce point stratégique à l'extrémité sud du territoire.

D'autre part, la proximité entre le nouveau terminal de Vitoria/Gasteiz-Jundiz et d'autres tels que Lezo-Pasais, Arasur, Noain, Tudela o Mouguerre, devrait permettre l'établissement d'un schéma opérationnel multipolaire, partant d'une conception de complémentarité des installations, offrant ainsi un service intégré pour améliorer l'attractivité du service de l'autoroute ferroviaire.

Par conséquent, il est impératif de continuer le travail que mène le Gouvernement Basque directement avec le Ministère du Fomento et l'ADIF, pour que l'Autoroute Ferroviaire Atlantique soit mise en place dans des conditions optimales d'implantation et d'exploitation s'efforçant, de plus, d'optimiser les capacités du terminal de Jundiz mais aussi des autres terminaux cités précédemment.

5. Actualisation de la stratégie eurorégionale

Action 3.1.4

Promouvoir la coopération entre opérateurs de transport, logistiques et de chargement

Cette action vise la configuration de services ferroviaires à partir de volumes réduits de marchandises dont les chargements peuvent être concentrés en générant un volume suffisant pour l'établissement de ces services (services multiclients) ainsi que l'éventuelle création de services ferroviaires intermodaux avec des opérateurs de transport routier, logistiques, entre autres...

- ❑ Favoriser les alliances entre les chargeurs et les opérateurs pour la concentration des chargements. Organisation de forums dans lesquels les opérateurs ferroviaires (prestataires actuels et futurs) de services sur le territoire de la Navarre présentent les services qu'ils fournissent ou fourniraient et en indiquant tout particulièrement la possibilité de l'établissement de services de transport ferroviaire (intermodal notamment), en cas de concentration de chargements de volumes réduits de marchandises de différents fabricants ou opérateurs routiers.
- ❑ Collaboration entre opérateurs de différents modes de transport née de l'encouragement des contacts entre opérateurs logistiques, de transport (ferroviaires et routiers) et chargeurs pour la configuration de services ferroviaires dans l'Eurorégion ou la promotion de la participation des clusters sectoriels de Navarre avec les clusters déjà existants en Euskadi ou en Nouvelle-Aquitaine.

Action 3.1.5

Promouvoir la coopération avec les administrations de l'Eurorégion pour la modernisation et l'amélioration des services de transport public par route sur le territoire de l'Eurorégion

Cette action consistera à :

- ❑ promouvoir les projets technologiques liés à l'accès à l'information des services de transport et au développement de systèmes de paiement (billettique) intégrés.
- ❑ promouvoir les projets et les essais pilotes qui permettent d'améliorer les conditions dans la prestation des services de transport public régulier d'usage général par route à caractère transfrontalier dans les trafics liés à l'accès de la population aux services d'intérêt général et de mobilité de voyageurs pour des raisons touristiques.

5. Actualisation de la stratégie eurorégionale

Territoire durable et transport

Ligne d'action 3.2

FAIRE DE L'EUROREGION UN ESPACE DE RÉFÉRENCE DANS LES APPROCHES ENVIRONNEMENTALES ET COORDONNER LES POLITIQUES D'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Cadre

Depuis les débuts de la coopération Nouvelle Aquitaine-Euskadi-Navarre, les initiatives ont été nombreuses, tant dans le cadre du Fonds commun que des Programmes européens, toutefois, les opérations s'avèrent ponctuelles, discontinues dans le temps et géographiquement essentiellement limitées à la zone pyrénéenne.

Objectif général

Les régions européennes présentent un patrimoine naturel exceptionnel sur lequel repose une large part de leur activité économique. Elles ont toutefois à faire face à de fortes pressions immobilières, touristiques et à des flux de transit qui appellent une vigilance toute particulière. L'objectif sera de développer une stratégie environnementale partagée à l'échelle de l'Eurorégion.

D'autre part, en ce qui concerne l'aménagement du territoire, les nécessités techniques ont imposé aux opérateurs désignés, avec plus ou moins de difficultés, d'assurer la continuité des principaux réseaux : de communications (routes, rail...) ou d'énergie (électricité, gaz...). Toutefois, il n'y a jamais eu dans l'Eurorégion, à proprement parler, de coordination de la planification et de l'aménagement du territoire directement conçu de façon transnationale (ne résultant pas de la seule addition, souvent artificielle, de documents pré-élaborés de part et d'autre).

Description

La Stratégie Europa 2020 continue de donner une place prioritaire aux approches environnementales. Sauf cas particulier de réserves naturelles « sanctuarisées », il s'agit de concilier respect de l'environnement et développement économique, en confortant l'un par l'autre.

Avec la montée des préoccupations environnementales, les centres de recherche et de ressources se sont développés et renforcés dans les deux régions, tant sur des approches scientifiques que juridiques et économiques. Parallèlement, les mobilisations associatives se sont multipliées, témoignant de la montée des inquiétudes et de la prise de conscience de l'urgence écologique par les citoyens de l'Eurorégion. Mais ce foisonnement d'initiatives reste très disparate, dispersé et très souvent conflictuel.

L'un des rôles du GECT pourrait être précisément, dans ce contexte foisonnant d'initiatives, de favoriser l'articulation d'approches académiques et de programmes concrets d'action de la part des collectivités territoriales, le caractère transnational, et donc par nature comparatif de la démarche, pouvant décriper les oppositions et donc éviter certains blocages, ce à quoi contribueront aussi les soutiens de l'Union européenne.

5. Actualisation de la stratégie eurorégionale

Action 3.2.1

Pérenniser et étendre les initiatives déjà engagées dans le milieu montagnard

Le milieu montagnard est écologiquement particulièrement sensible, comme en témoigne l'ancienneté des coopérations transfrontalières mises en œuvre. Les initiatives prioritaires (en intégrant la Navarre) sont les suivantes :

- renforcer la politique de gestion de l'eau tant en ce qui concerne le partage des ressources que la lutte contre le ravinement et les inondations qui connaissent aujourd'hui une recrudescence face aux changements climatiques.
- assurer la continuité transfrontalière du réseau Natura 2000 et des corridors écologiques.
- travailler ensemble contre les espèces invasives qui « ne connaissent pas de frontières ».
- travailler ensemble dans le cadre de projets pour assurer la conservation du patrimoine géologique existant.
- favoriser les outils et plateformes de science citoyenne pour obtenir des données sur la biodiversité.
- valoriser et étendre les Centres d'interprétation du milieu, particulièrement pour former les jeunes générations.

Action 3.2.2

Mettre en place des pratiques conjointes de préservation du littoral atlantique

La catastrophe écologique consécutive au naufrage du pétrolier « *Le Prestige* » (novembre 2002) avait entraîné une mobilisation conjointe exceptionnelle de nos régions littorales. Suivant cet exemple, et sans attendre la dramatisation d'un contexte de crise aussi aigüe, le besoin de coopération au sein de l'Eurorégion est évident dans deux domaines clés :

- celui de la pollution marine avec un renforcement de la lutte quotidienne contre les déchets littoraux, sans oublier le maintien en conditions opérationnelles des plans et des moyens d'intervention en cas de naufrage, y compris des systèmes partagés d'océanographie opérationnelle.
- celui de l'adaptation-atténuation face aux risques croissants de submersion marine, d'impact des tempêtes et d'érosion du littoral, grâce aux échanges d'expériences en matière de systèmes d'alertes, d'ouvrages de protection et de réglementation de l'urbanisation côtière.

Dans les deux cas il s'agit d'une responsabilité majeure des collectivités locales et régionales (cf. le plan stratégique du GIP littoral aquitain) qui peuvent s'appuyer sur les réseaux de sciences, technologie et innovation, et sur le réseau associatif spécialisé, comme par exemple la Fondation Surfrider qui a choisi la côte basque pour implanter son siège européen.

5. Actualisation de la stratégie eurorégionale

Action 3.2.3

Coordonner les politiques d'aménagement du territoire et d'aménagement urbain

Dans tous les travaux académiques ou opérationnels (à l'échelle de la politique régionale européenne notamment), les plans d'aménagement du territoire reposent de plus en plus sur les schémas d'armature urbaine, le réseau des villes constituant l'élément structurant majeur des nouvelles géographies économiques.

Dans des visions encore très nationales, l'Eurorégion apparaît toujours bipolarisée autour des agglomérations de Bordeaux au nord et de Bilbao et de Pampelune au sud, qui concentrent une très large part de la population de leur région respective.

Mais la prise en compte de l'Eurorégion dans son ensemble, actuellement encore peu intégrée et homogène, ouvre de nouvelles perspectives que le GECT se doit d'anticiper, vers un système urbain tripolaire, s'accompagnant d'une nouvelle hiérarchie du tertiaire supérieur, (universités, hôpitaux, centres de décision etc.)

Trois niveaux concentriques sont à distinguer dans les programmes transfrontaliers d'aménagement du territoire :

- celui de l'estuaire de la Bidassoa et de la ligne frontalière Pyrénées-Atlantiques / Navarre pour des questions de proximité immédiate.
- celui de la conurbation Bayonne/Saint-Sébastien pour une maîtrise coordonnée de l'urbanisation côtière.
- celui de l'Eurorégion dans une vision stratégique beaucoup plus large et flexible

Un premier jalon qui pourrait être envisagé aux deux premiers niveaux, à savoir le Consorcio et l'Eurocité, serait de les inciter à élaborer une cartographie commune de l'état des lieux actuels et des différentes projections scénarisées, concernant différents domaines de travail (éducation, activité économique...)

Il faut par ailleurs signaler qu'il existe un grand intérêt pour la recherche d'un espace commun de travail d'analyse et de catalogue du paysage. Cela aura une utilité particulière pour les zones transfrontalières de proximité, telle que le fleuve même de la Bidassoa.

5. Actualisation de la stratégie eurorégionale

Action 3.2.4

Promouvoir des actions pour faire face au changement climatique

Le changement climatique est l'un des défis majeurs que doit affronter l'humanité et exige, en tant que tel, l'effort de tous les systèmes sociaux, économiques et politique de la planète.

Le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) a pointé, dans son dernier rapport sur le scénario climatique pour les années à venir, une augmentation continue des températures, la fonte généralisée des neiges et des variations dans la fréquence et l'intensité des phénomènes extrêmes ; ce rapport recommande de prendre des mesures urgentes pour freiner les conséquences que ces changements entraîneront au niveau social, économique et naturel.

Le caractère transversal du changement climatique impose d'agir dans tous les domaines en mettant en place des politiques de planification jusqu'au plus haut niveau. Or, il demeure très important d'avoir aussi une politique internationale et nationale concertée, avec des actions concrètes à l'échelle locale et régionale. Dans ce cadre-là, les collectivités régionales ont une grande responsabilité et des leviers pour promouvoir des politiques en matière climatique dans leurs champs de compétences. Et leur travail doit chercher à :

- créer des cadres réglementaires et des plans d'action à l'échelle locale qui contribuent à la réalisation des objectifs nationaux d'atténuation des dommages et apportant de la résilience à la population, en améliorant sa qualité de vie.
- favoriser la réduction d'émissions diffuses produites par des secteurs non inclus dans l'ETS (transport, résidences, services, gestion des déchets et agriculture) pour promouvoir une société à basse émission de gaz à effet de serre.
- développer des campagnes pour la réduction de la consommation énergétique dans le secteur du logement.
- rassembler et mettre en commun l'information sur les effets du changement climatique, sur l'impact et la vulnérabilité des différents groupes de population, des milieux naturels et des secteurs d'activité face au changement climatique. Cela permettrait d'identifier les opportunités et les menaces générées par l'évolution du climat.
- faciliter et promouvoir la connaissance et la recherche sur le changement climatique dans les Pyrénées.

5. Actualisation de la stratégie eurorégionale

Territoire durable et transport

Ligne d'action 3.3.

VALORISER EN COMMUN LES RESSOURCES NATURELLES

Cadre

Si les coopérations entre les deux régions ont déjà une certaine ancienneté dans le secteur primaire (agriculture-forêt), la page est encore quasiment vierge en ce qui concerne les énergies renouvelables.

Objectif général

Tel qu'indiqué au point précédent, la mise en valeur des ressources naturelles peut être compatible avec des préoccupations environnementales tant en ce qui concerne l'agriculture (élevages et cultures), la sylviculture ou les énergies renouvelables, qu'en adaptant les modèles de production aux spécificités et à l'image de l'Eurorégion.

Description

Le « verdissement » de la politique agricole commune vient conforter la volonté de développement durable déjà affichée dans les programmes européens de développement régional. Cela devrait faciliter des interventions « multi-fonds » toujours délicates à mettre en œuvre.

5. Actualisation de la stratégie eurorégionale

Action 3.3.1

Promouvoir en commun une agriculture de qualité

Par référence à leur territoire respectif, les deux régions présentent l'image d'une agriculture « de qualité », tant dans les filières d'élevage qu'en viticulture ou sur la production de fruits et légumes, comportant pour la plupart des appellations et labels spécifiques.

Dans le secteur de l'élevage, les coopérations portent en amont sur l'exploitation de races régionales partagées (équines, bovines, porcines, ovines...) et la génétique des viandes. En aval, elles doivent travailler soit sur les promotions en commun (sur des foires et salons gastronomiques notamment) soit en mobilisant des circuits de distribution croisés (particulièrement entre les structures coopératives) des deux régions : foie gras contre porc basque par exemple.

En agriculture, la vigne et les filières fruits et légumes offrent les meilleures opportunités de collaboration agronomiques entre centres de recherche et d'expérimentation (sur les terroirs et les variétés végétales en particulier) ou commerciales. Mais, ici encore, l'objectif du GECT doit être d'aider à passer d'opérations ponctuelles (au gré des appels à projets) à des collaborations pérennes.

Au cœur de cette stratégie visant une agriculture de qualité, il faut rechercher :

- les expériences de commercialisation croisée et la promotion commune de produits.
- l'échange d'expériences pour les questions de traçabilité de produit, de protection du sol agricole, de réflexion territoriale, de développement des TIC, de conseil agricole, etc.
- une plus grande sensibilisation sociale envers la valeur moyenne rurale.
- une collaboration conjointe aux réseaux de coopération européens et internationaux.
- une contribution efficace en ce qui concerne l'emploi, l'environnement (qualité de l'eau, de l'air) et la santé des habitants et agriculteurs/trices.
- une contribution à la biodiversité cultivée et sauvage.

Action 3.3.2

Valoriser une sylviculture durable pour l'Eurorégion

Les forêts occupent une place importante au sein de l'Eurorégion, il s'agit d'un secteur avec un poids considérable en termes d'emploi. Les forêts d'Aquitaine ont été dévastées par les tempêtes de 1999 et 2009 qui ont eu pour effet de diviser la ressource « pin maritime » par deux. Par ailleurs, la tempête de 2009 a également considérablement affecté les exploitations forestières en Euskadi et en Navarre.

Les différentes branches d'activité de l'Eurorégion présentes dans le secteur doivent évoluer car elles sont en retard concernant le nouveau modèle « forêt/bois » déjà développé en Europe du Nord.

5. Actualisation de la stratégie eurorégionale

Il existe donc une série d'axes sur lesquels travailler :

- évaluer le potentiel forestier disponible en considérant les différents usages : bois d'œuvre, bois de trituration, bois fibre (chimie verte) et biomasse (bois-énergie)
- dynamiser l'offre de bois et la sylviculture dans les forêts publiques et privées
- faciliter et inciter à l'utilisation des bois locaux
- faire émerger les « champions » du sciage à la dimension européenne
- renforcer la synergie des laboratoires de recherche aquitains et basques sur la forêt et le bois au travers de l'IEFC (Institut européen de la forêt cultivée)
- connecter les clusters forêt/bois aquitain (Xylofutur) et basque (Habic)
- développer la production de molécules de la biomasse (bio raffinerie, chimie verte etc...)
- repenser la communication autour de la forêt et du bois
- Enfin il est de la plus haute importance de dégager des moyens communs pour la recherche afin de prévenir les risques élevés qui menacent l'intégrité des forêts de l'Eurorégion (tempêtes, incendies, insectes et champignons).

Action 3.3.3

Mettre en commun les expériences et les initiatives en matière d'énergies renouvelables

Ni les modèles technologiques, ni les modèles économiques ne sont encore stabilisés dans le processus de développement des énergies renouvelables (EnR) qui connaissent des rythmes de progression en dents de scie. C'est pourquoi il est particulièrement indiqué de confronter les retours d'expérience, d'autant que dans les deux régions les stades d'avancement sont inégaux : plus engagés en Euskadi sur les énergies marines et l'éolien, en Aquitaine sur la biomasse forestière et le photovoltaïque (au sol). Dans le cadre de son III Plan énergétique de Navarre horizon 2020, le Gouvernement de Navarre a également misé sur la biomasse d'origine forestière à des fins thermiques.

Dans ce contexte, les domaines de coopération identifiés sont les suivants :

- en énergie éolienne terrestre : la R&D, les technologies industrielles et la maintenance, le distinguo industries matures/niches, l'impact des aides publiques et prix de rachat de l'électricité.
- en énergies marines : offres communes d'expertise, d'études océanographiques, environnementales et de planification de l'espace pour d'autres usages, de sites pilotes dès qu'ils seront opérationnels, de coopérations technologiques sur les matériaux et systèmes embarqués ; partenariats entre les opérateurs. Des projets de coopération ont déjà été envisagés dans ce domaine dans l'objectif de renforcer la chaîne de valeur des deux côtés de la frontière, de promouvoir l'échange d'information, d'élargir le marché des énergies marines et d'augmenter la visibilité de l'Eurorégion.
- en biomasse forestière : collaborations entre les associations de propriétaires forestiers en vue d'améliorer les pratiques de gestion ; optimiser l'efficacité des process industriels, les potentialités des réseaux collectifs de chaleur, apprécier l'impact des politiques publiques.

5. Actualisation de la stratégie eurorégionale

- en énergie photovoltaïque : mesurer les conflits d'usage au sol, améliorer l'efficacité des matériels, l'impact de la libéralisation des marchés et la prise en compte de l'intermittence de la production.

5. Actualisation de la stratégie eurorégionale

Territoire durable et transport

Ligne d'action 3.4

PROMOUVOIR LA COORDINATION DES POLITIQUES TOURISTIQUES

Cadre

Bien que les initiatives interrégionales des opérateurs touristiques privés se soient multipliées, y compris avec de fréquentes situations de concurrence locale, les coopérations entre organismes publics (de type offices du tourisme) restent limitées et l'implication transnationale des collectivités locales s'avère encore très inégale, hors zone frontalière. Une collaboration continue et significative s'est cependant développée avec Euskaquaine, le réseau des ports de plaisance.

Les marges de progression sont donc importantes sur un horizon temporel court.

Objectif général

Le tourisme est une activité économique majeure au sein de l'Eurorégion, avec toutefois un poids relatif plus élevé en termes de pourcentage du PIB en Aquitaine. Bien qu'il existe des coopérations anciennes dans la zone côtière frontalière (Biarritz/Donostia-Saint-Sébastien), la généralisation des visites à l'ensemble du territoire eurorégional, y compris les grandes villes (Bilbao/Bordeaux/Pampelune), multiplie les opportunités conjointes.

Description

Le tourisme dans l'Eurorégion a globalement une bonne image, parfois même « élitiste », reposant sur de fortes valeurs patrimoniales, tant paysagères (Pyrénées, Côte Atlantique), qu'archéologiques et historiques, identitaires, culturelles (et même muséographiques), gastronomiques et vitivinicoles... qu'il convient de continuer de préserver, pour séduire des clientèles extérieures ciblées et multiplier les découvertes réciproques pour les habitants des deux régions.

5. Actualisation de la stratégie eurorégionale

Action 3.4.1

Engager une promotion touristique commune auprès des marchés extérieurs

Engager une promotion touristique commune depuis l'Eurorégion auprès des marchés extérieurs est essentiel. C'est bien entendu la première voie à suivre, tant en direction des autres régions françaises et espagnoles que des pays tiers, en Europe et au-delà, vers de nouvelles clientèles. Trois axes stratégiques se dessinent :

- l'axe de la continuité entre les principaux atouts des deux régions que ce soit, en premier lieu le littoral atlantique et ses stations balnéaires (mer et plage), les Pyrénées occidentales (alpinisme et ski), les modes de vie et coutumes (fêtes traditionnelles, gastronomie...), ce qui facilite une promotion coordonnée dans les médias ou les salons professionnels.
- l'axe de l'événementiel (tourisme affaires et congrès) en jouant sur les éventuelles synergies à envisager entre les principaux pôles de ce type de tourisme au sein de l'Eurorégion.
- la mise en valeur des ports de plaisance, en tant que porte d'entrée eurorégionale. Les ports devront poursuivre la mise en œuvre de leur stratégie commune, fondée sur deux axes principaux : une bonne communication sur le caractère atlantique partagé et leurs bonnes pratiques. Cela leur permettra ainsi d'être alignés sur les priorités développées au sein de l'Espace Atlantique en matière d'innovation et de mise en valeur du patrimoine et des ressources naturelles.

Action 3.4.2

Soutenir les secteurs touristiques partagés et le tourisme de proximité au sein de l'Eurorégion

Les bilans de fréquentation montrent que, hors Eurocité basque et présence dans les stations de ski, les déplacements touristiques à l'intérieur de l'Eurorégion sont relativement faibles, sans tirer parti de la proximité, alors que l'on assiste dans nos pays à une forte progression des séjours brefs sur de courtes distances, plutôt hors saison touristique.

C'est dans ce domaine que la continuité ferroviaire à venir, après la pose du troisième rail entre Saint-Sébastien et Hendaye, devrait avoir le plus d'effets sur les visites croisées, au moins au niveau des principales villes, sous réserve que celles-ci soient dûment reliées par des trains régionaux directs et que les offres de séjour proposées soient attractives.

Les ports de plaisance joueront également un rôle important : en tant que porte d'entrée eurorégionale, ils pourront poursuivre la mise en œuvre de leur stratégie commune, fondée sur la communication autour des éléments constitutifs de leur identité Atlantique. Cela leur permettra ainsi d'être alignés sur les priorités développées au sein de l'Espace Atlantique en matière d'innovation et de mise en valeur du patrimoine et des ressources naturelles.

Par ailleurs, il convient de relancer les offres thématiques sur des domaines cibles spécifiques tels que l'œnotourisme et l'architecture associée, le surf, le golf, les randonnées, les structures muséographiques emblématiques et remarquables (Guggenheim à Bilbao, *Civilisations du vin* à Bordeaux), en s'appuyant sur les réseaux sociaux et les publications spécialisées.

5. Actualisation de la stratégie eurorégionale

Enfin, la mise en réseau et la cohérence des outils numériques doit garantir une continuité territoriale ainsi qu'une mobilité en mettant à profit la continuité territoriale de l'Eurorégion (ex : itiAqui, solution d'itinéraires pour les randonneurs à pied, en vélo, à cheval, en bateau). Il faut également capitaliser et partager les informations relatives aux itinéraires partagés par les deux régions (ex : le chemin de Saint Jacques).

Action 3.4.3

Assurer une formation professionnelle eurorégionale pour des emplois liés au tourisme

Le renforcement de formations conjointes, tant initiales que professionnelles, sera une priorité du GECT. Dans ce champ de coopération, les formations aux métiers du tourisme sont à l'évidence les premières impliquées pour au moins trois raisons :

- besoins croissants et non satisfaits aujourd'hui de professionnels dans pratiquement tous les corps de métiers impliqués
- nécessité du multilinguisme.
- l'existence d'un appareil de formation déjà structuré de part et d'autre, ce qui doit encore plus faciliter l'intégration des cursus, notamment par les stages en entreprises, avec le soutien de l'Europe et des autorités régionales (aides au logement et aux transports, bourses d'études).

5. Actualisation de la stratégie eurorégionale

5.5. Gouvernance

Axe d'action 4 :	GOUVERNANCE
<ul style="list-style-type: none"> • Ligne d'action 4.1 : PROMOUVOIR LA GOUVERNANCE MULTI-NIVEAUX ET LA GESTION PAR PROJET 	<ul style="list-style-type: none"> Action 4.1.1 : Promouvoir un Forum interinstitutionnel de l'Eurorégion Action 4.1.2 : Focus groups/groupes de travail thématiques comme instrument de coordination et de promotion de projets de coopération Action 4.1.3 : Groupes opérationnels ad-hoc pour la gestion de projets concrets
<ul style="list-style-type: none"> • Ligne d'action 4.2 : ÉLARGIR LA VISIBILITÉ ET LE POSITIONNEMENT DE L'EURORÉGION 	<ul style="list-style-type: none"> Action 4.2.1 : Renforcer le positionnement du GECT Eurorégion dans le contexte européen Action 4.2.2 : Mise en place d'actions de communication et de diffusion de l'Eurorégion et du GECT : Forum annuel

5. Actualisation de la stratégie eurorégionale

Gouvernance

Ligne d'action 4.1

PROMOUVOIR LA GOUVERNANCE MULTI-NIVEAUX ET LA GESTION PAR PROJET

Cadre

La gouvernance est l'art de gouverner qui se fixe comme objectif l'obtention d'un développement économique, social et institutionnel durable, en favorisant un équilibre sain entre les institutions, la société civile et l'économie.

Ces objectifs ont été à l'origine du début d'une coopération interrégionale il y a plus de trente ans et ont favorisé la création de l'ancien Fonds commun de financement de projets de coopération (qui a permis à son tour le premier saut qualitatif dans ce cadre de travail). La coïncidence d'intérêts, d'objectifs et de complémentarités entre les régions ont conduit à la fondation en 2011 d'un GECT, l'instrument de droit européen ad hoc pour favoriser le développement de la coopération transfrontalière et contribuer à la construction européenne. Enfin, dans un exercice de cohérence, après consolidation des deux étapes préalables par des décennies de travail commun, les régions ont décidé de doter le GECT, et par conséquent l'Eurorégion elle-même, d'un document de travail aligné temporairement et thématiquement avec la stratégie européenne.

Cette succession d'étapes logiques, d'apprentissage et de perfectionnement progressif de la coopération transfrontalière doit être accompagnée d'une clarification nécessaire des politiques institutionnelles de la coopération. Il s'agit, tout en respectant le champ de compétence de chacun (le principe de subsidiarité), de garantir une efficacité maximale et un impact non seulement des différents espaces de financement mais également des actions à développer. Générer une valeur ajoutée, en soutenant des projets structurants, ne sera possible qu'avec le travail commun des institutions et des acteurs de l'Eurorégion.

Objectif général

Les potentialités des GECT reconnues aussi bien dans leur propre Règlement que dans celui des Fonds structurels comprennent précisément celle d'être un « Laboratoire pour la gouvernance à multi-niveaux », qui fait du principe de subsidiarité une réalité et contribue à la construction européenne de « bas en haut ». Faire de cette potentialité une réalité est précisément l'un des objectifs de ce Plan Stratégique.

C'est pourquoi nous devons, en reprenant la Charte pour la Gouvernance du Comité des Régions, travailler en visant la promotion de l'efficacité politique, de la cohérence des politiques et des synergies budgétaires entre tous les niveaux de gouvernance, ainsi qu'établir des réseaux entre nos organes politiques et nos administrations publiques, du niveau local au niveau européen et vice versa, en renforçant en même temps la coopération transnationale. Par conséquent, et tel que l'a fait jusqu'à présent le GECT Nouvelle Aquitaine-Euskadi-Navarre en répondant à cette demande et à cette nécessité de gouvernance ouverte, il faut travailler avec le citoyen et pour le citoyen.

La délimitation multi-niveaux est établie à partir des opportunités de coopération qui surgissent par cercles concentriques (de proximité immédiate en première instance – mairies, agences de développement locales, à une échelle intermédiaire - communautés de communes, provinces et départements, jusqu'à l'échelle régionale), dans lesquels les institutions pertinentes sont compétentes. Harmoniser les actions respectives et constituer cette « chaîne de la coopération » entre les différents niveaux est l'un des principaux objectifs du GECT.

5. Actualisation de la stratégie eurorégionale

Gouvernance

Ligne d'action 4.1

PROMOUVOIR LA GOUVERNANCE MULTI-NIVEAUX ET LA GESTION PAR PROJET

Une attention spéciale sera également accordée aux opportunités que peuvent offrir les relations avec d'autres GECT, étant donné que le statut juridique de ceux-ci multiplie leurs possibilités de coopération dans un cadre de financement européen.

Description

Le présent Plan stratégique établit les secteurs d'intervention prioritaires qui guideront l'action de l'Eurorégion dans les années à venir. Ces domaines d'action combinent :

- des objectifs de nature très différente (gagner une dimension et une masse critique pour être pris en considération en Europe, accéder à de nouveaux marchés, exploiter les complémentarités, intégrer des maillons dans les chaînes de valeur de produits/processus, partager la connaissance, créer ou consolider l'identité, etc.) ;
- qui exigent des fonctions ou des rôles très divers (exercer le leadership, coordonner, encourager, faciliter, connecter les acteurs impliqués, financer, diffuser et évaluer les résultats, etc.),
- qui concernent des espaces géographiques variables (coopération de proximité, coopération régionale)
- et qui impliquent un éventail large et hétérogène d'institutions et d'acteurs publics (Consortio, Eurocité, CTP, autres eurorégions et organismes privés).

Cette stratégie a vocation à intégrer tous les partenaires présents dans l'Eurorégion Nouvelle Aquitaine Euskadi Navarre. Fruit d'un processus de réflexion partagée avec un large éventail d'acteurs des trois régions impliquées, cette Stratégie s'adresse au reste des institutions impliquées dans la coopération transfrontalière et tout particulièrement à celles qui travaillent dans la coopération de proximité. Ainsi, tout au long du développement de ladite stratégie sera mis en marche un Forum de réflexion dans lequel ces institutions pourront, selon leur volonté et leurs compétences respectives, contribuer aux objectifs identifiés. Ce Forum se réunira au moins une fois par an, et rassemblera les institutions travaillant dans le domaine de la coopération transfrontalière et de proximité, en constituant ainsi un lieu de rencontre et d'échange d'information.

La complexité du panorama même de la coopération nécessite une gouvernance efficace et pragmatique. Une gouvernance ouverte à multi-niveaux s'avère nécessaire et pertinente, car le GECT Eurorégion Nouvelle-Aquitaine Euskadi Navarre fait siennes les questions figurant dans le préambule de la Charte pour la Gouvernance à multi-niveaux en Europe :

- il reconnaît la nécessité de « travailler ensemble en association » pour parvenir à une plus grande cohésion économique, sociale et territoriale et mieux répondre aux besoins et aux problèmes des citoyens grâce à une plus grande coopération et au développement de projets communs.
- il estime qu'il y a de grandes opportunités pour renforcer la coopération politique et administrative innovante et efficace, dans le respect des compétences et des responsabilités de chaque niveau ou organisme intervenant.
- il cherche à promouvoir des interactions multiples entre acteurs sociaux et économiques de l'Aquitaine et de l'Euskadi en favorisant l'apprentissage mutuel, l'expérimentation de solutions politiques innovantes et la mise en commun des meilleures pratiques.

5. Actualisation de la stratégie eurorégionale

Action 4.1.1

Promouvoir un Forum interinstitutionnel de l'Eurorégion

La concertation des intérêts et compétences de chacune des institutions qui constituent le réseau de la coopération transfrontalière, est un élément clef pour atteindre un fonctionnement correct et efficace. Il est donc nécessaire de travailler à la recherche de l'harmonisation et de l'organisation du paysage institutionnel complexe par ses asymétries, avec différents niveaux de compétences par échelle géographique et dimension, sur cette carte de « cercles concentriques » existants au sein de l'Eurorégion Nouvelle-Aquitaine Euskadi Navarre.

Pour assurer cet objectif clé, il est envisagé de créer un Forum institutionnel permanent, qui serve de pivot et de lieu de rencontre pour les différentes institutions présentes dans le monde de la coopération transfrontalière, ainsi que pour disposer d'une « photo » périodique précise du scénario de la coopération. Cet exercice périodique, en principe à caractère annuel, conduit par le GECT, permettra de doter la coopération de la cohérence et de l'efficacité nécessaire pour atteindre les objectifs fixés.

Les objectifs de ce Forum seraient par conséquent :

- Partager les activités respectives de coopération eurorégionale
- Favoriser une concentration de forces des différents acteurs et niveaux
- Assurer la cohérence et la cohésion des stratégies projets, en favorisant les synergies et en évitant les doublons.
- Concerter les approches lors d'appels à candidatures de projets européens de coopération (FEDER, FSE, Interreg, POCTEFA, etc.)
- Adopter une vision à moyen/long terme

Enfin, un autre travail à réaliser en vue de la cohésion et de l'objectivation de la scène de travail de la coopération eurorégionale doit être la mise en commun de la présence institutionnelle sur les réseaux d'intérêt, pour éviter une fois encore une dispersion d'efforts et pour poursuivre cette efficacité maximale souhaitée des ressources y étant dédiées.

Action 4.1.2

Focus groups/groupes de travail thématiques comme instrument de coordination et de promotion de projets de coopération

Dès sa fondation, le GECT Eurorégion Nouvelle Aquitaine-Euskadi-Navarre a été un lieu de réunion pour les acteurs souhaitant travailler avec leurs partenaires, fonction de facilitateur de la coopération qui sera maintenue. L'équipe technique continuera ainsi à remplir les fonctions de conseil et assistance en matière de financement européen, d'espaces d'opportunités, mais aussi de facilitateur de projets (avec la recherche de partenaires –une option qu'elle incorporera sur son propre site web-, recherche d'information importante et pertinente à partir des cadres institutionnels des deux régions, etc.).

De même, pour assurer un travail soutenu de coordination et de promotion de projets de coopération, le GECT mettra en place et dynamisera une série de Focus groups ou groupes de travail thématiques, qui se chargeront, avec un caractère permanent, de la mise en réseau des acteurs pertinents dans les divers domaines de travail ayant été qualifiés de stratégiques dans ce Plan. Au moins trois groupes seront créés autour des orientations stratégiques précédentes :

- Citoyenneté eurorégionale (apprentissage de langues eurorégionales, culture et industries culturelles...)

5. Actualisation de la stratégie eurorégionale

- Économie de la connaissance, recherche et compétitivité entrepreneuriale (réseaux universitaires, formation professionnelle, collaboration entrepreneuriale,...)
- Territoire durable et transport

Les groupes pourront toutefois être sous-divisés en créant ainsi de nouveaux groupes thématiques (par exemple, ceux indiqués entre parenthèses ci-avant) en fonction des approches adoptées dans chacun d'eux et des besoins en dérivant, à la recherche d'un traitement focalisé, concret et opérationnel des thèmes.

Ces groupes se réuniront au moins une fois par an et feront office de lieux de rencontre entre les acteurs pertinents de chaque domaine thématique, afin de mettre en commun les actions qui serviront de points d'information sur les projets menés à bien, ainsi que pour exploiter et permettre de conjuguer les projets latents ou avant-projets avec les priorités déterminées par le Plan.

De cette façon, le GECT Eurorégion Nouvelle Aquitaine-Euskadi-Navarre continuera à veiller à la génération de valeur ajoutée sectorielle dans le domaine de la coopération eurorégionale.

Action 4.1.3

Groupes opérationnels ad-hoc pour la gestion de projets concrets

Les débats et le travail des Focus Group thématiques feront naître des possibilités de mise en œuvre de projets concrets. Il est proposé d'habiliter des groupes opérationnels pour la définition plus détaillée, le lancement et la gestion de ces projets.

Les participants seraient bien entendu les acteurs (institutions, organisations privées, etc.) impliqués/concernés par le projet à développer dans chaque cas. Le coordinateur et le chef de file de chacun des projets pourra varier selon la thématique, la spécialisation voire la pertinence stratégique.

L'objectif de chaque groupe opérationnel sera de réaliser la définition, le lancement et le suivi du projet en question. Il existe de clairs exemples de bonnes pratiques devant servir de référence (Competitiv'eko, POCTEFA...) en ce qui concerne le mode de travail collectif mené à bien et l'exécution d'une bonne programmation. Cependant, chaque groupe opérationnel sera autonome quant au mode de fonctionnement, conformément aux objectifs de chaque projet et à la volonté des acteurs participants.

5. Actualisation de la stratégie eurorégionale

Gouvernance

Ligne d'action 4.2

ÉLARGIR LA VISIBILITÉ ET LE POSITIONNEMENT DE L'EUROREGION

Cadre

La fondation du GECT Eurorégion Nouvelle Aquitaine-Euskadi-Navarre a été un événement marquant dans le domaine de la coopération entre les régions. L'Eurorégion avait acquis suffisamment de volume et d'importance pour devenir un organisme officiel chargé de dynamiser la coopération eurorégionale, un Groupement européen de coopération territoriale (GECT), permettant aux relations eurorégionales de franchir un palier qualitatif.

Le volume d'activité du GECT n'a fait qu'augmenter depuis décembre 2011 et également avec la formulation du Plan stratégique en 2014, le GECT étant de plus en plus identifié et reconnu dans les forums, les réseaux, etc. Il a été également interlocuteur et participant dans le cadre de l'élaboration des Programmes opérationnels POCTEFA, SUDOE, Espace Atlantique, etc. À savoir, son poids spécifique sur la scène de la coopération eurorégionale n'a cessé d'augmenter et il s'est peu à peu affirmé comme le pilier de celle-ci.

Il reste néanmoins encore des progrès afin d'améliorer sa visibilité et son positionnement, par la communication et de la diffusion de ses activités. Grâce à sa présence sur les réseaux sociaux, à l'appel à projets qu'il gère, à son activité quotidienne et au travail de diffusion et de gouvernance ouverte menée à bien pendant l'élaboration du Plan Stratégique et sa mise à jour, il est devenu un référent de la coopération. Cependant, il faut poursuivre les efforts de diffusion de l'image et des activités de l'Eurorégion qui ont une répercussion directe et positive sur les acteurs de la coopération et donc sur les régions, pour continuer à « pénétrer » le tissu de la coopération, et se rapprocher des citoyens.

Objectif général

Il faut diffuser l'existence du GECT Eurorégion Nouvelle-Aquitaine Euskadi Navarre en tant qu'institution de droit européen, que la Commission européenne a désigné comme l'instrument *ad hoc* pour atteindre les objectifs communautaires et saisir toutes les opportunités de coopération qu'elle peut et doit générer.

Il faut faire de la pédagogie concernant le type d'administration dont il s'agit et l'identification de ses champs d'action, en partant de l'action quotidienne réalisée au sein même du GECT Eurorégion Aquitaine-Euskadi et des administrations régionales, et en poursuivant avec les institutions et les acteurs de la coopération.

Il faut pour cela mettre en œuvre des activités de communication et continuer à travailler à la présence du GECT au sein des réseaux et des institutions considérés d'intérêt local, provincial, régional, national et européen (à savoir, les « cercles concentriques » qui le forment).

5. Actualisation de la stratégie eurorégionale

Action 4.2.1

Renforcer le positionnement de l'Eurorégion dans le contexte européen

Le GECT Eurorégion Nouvelle-Aquitaine Euskadi Navarre doit remplir de nombreuses fonctions pour construire l'Europe « de bas en haut », et l'une d'elles doit être la représentation de l'Eurorégion dans son ensemble dans un contexte européen, en défendant ses intérêts et les projets de coopération eurorégionale sur la scène européenne. Dans cette optique, il convient de veiller à renforcer sa présence et son travail au sein du Comité des Régions (UE) au travers de la plateforme des G.E.C.T.

Ce travail de représentation se développera en étroite collaboration et coordination avec les délégations des trois régions à Bruxelles, dans le but de représenter les intérêts des différents gouvernements auprès de l'Union Européenne.

De même, il semble particulièrement intéressant de développer la formulation de propositions de projets conjoints niveau eurorégional aux différents appels à projet des fonds européens. L'Eurorégion peut avoir le rôle de porteur de projets ou alors en coordonnant/soutenant la candidature directe des régions et/ou d'autres acteurs publics ou privés, le cas échéant.

Action 4.2.2

Mise en place d'actions de communication et de diffusion de l'Eurorégion et du GECT : Forum annuel

Le développement d'activités de communication est un élément clé pour la consolidation du GECT et le succès de ses objectifs et de ses missions. En effet, la diffusion du travail que le GECT réalise en faveur de la coopération a des répercussions directes sur les acteurs de la coopération et sur la stimulation de nouveaux projets.

C'est pourquoi il dispose déjà d'un logo ou « image corporative », permettant aux acteurs d'associer la coopération transfrontalière à l'Eurorégion.

En ce même sens, il faudra procéder à la mise en cohérence et la modernisation du site web et des services inclus (avec la possibilité d'intégrer des outils tels qu'un service de newsletter, une interface de recherche de partenaires par secteur d'activité sur la base de critères tels que le secteur d'emploi, les projets...), ceci demandant un travail étroit entre les deux autorités régionales. Ainsi, cette modernisation permettra d'offrir de meilleurs services sur des thèmes clés comme les espaces de financement de proximité et européens, de donner une meilleure visibilité aux principaux événements avec la création d'un agenda thématique ou de relayer ceux qui s'avèrent intéressants pour les deux régions.

Dans ce pari sur les nouvelles technologies de l'information et de la communication, il est prévu de travailler à une meilleure relation avec le public à travers les réseaux sociaux dans lesquels le GECT est -par ailleurs- très présent et actif. Il faudra également élaborer et compléter l'information concernant l'Eurorégion sur les portails qui y sont liés, en incluant sur son propre site web des liens vers d'autres organismes et réseaux de la coopération.

Enfin, et toujours dans le cadre des objectifs précédents, il est envisagé d'organiser un Forum annuel de la coopération eurorégionale, au sens d'une rencontre annuelle ouverte où présenter et mettre en commun tout le capital de projets et d'acteurs générés autour des activités du GECT. Ces rencontres permettront de rendre visibles les résultats de la coopération au sein de l'Eurorégion et de favoriser l'interrelation des acteurs impliqués ainsi que l'attraction de nouveaux acteurs pour la coopération.

6. LA STRATÉGIE EURORÉGIONALE ET LES PRIORITÉS EUROPÉENNES

6. La stratégie eurorégionale et les priorités européennes

ESPACES DE PROGRAMMATION AQT-EUS 2014-2020		OT1 Innovation et recherche		OT3 Compétitivité entrepreneuriale			OT4 Économie à faible émission de carbone			OT5 L'adaptation au changement climatique		OT6 Environnement, patrimoine naturel et culturel				OT7 Transp. durable	OT8 Emploi			OT9 Promouvoir l'inclusion sociale			OT10 Éducation et formation			
		1a	1b	3a	3b	3d	4a	4c	4e	5a	5b	6c	6d	6f	6g	7c	8a	i (CTE)	ii (FSE)	iii (FSE)	9a	9b	v (FSE)	ii (FSE)	iii (FSE)	
CITOYENNETÉ EURORÉGIONALE	Action 1.1.1 : Analyser la situation linguistique de l'Eurorégion et sensibiliser la population à l'intérêt de la maîtrise des langues de l'Eurorégion										+															
	Action 1.1.2 : Soutenir les langues minoritaires de l'Eurorégion et en particulier l'euskera comme patrimoine et langue commune					++						+							++						+	++
	Action 1.1.3 : Promouvoir la connaissance et l'utilisation des langues de l'Eurorégion chez la population scolarisée											+							++		+				+	++
	Action 1.1.4 : Promouvoir la connaissance et l'utilisation des langues de l'Eurorégion dans des secteurs professionnels spécifiques tels que le commerce, l'hôtellerie, le tourisme, les soins à la personne					++						+							++						+	++
	Action 1.2.1 : Soutenir le développement de projets entrant dans le cadre de l'Europe créative																					+				
	Action 1.2.2 : Consolider un forum stable multidisciplinaire et un salon stratégique de mise en commun et de réflexion des institutions culturelles et créatives de Nouvelle-Aquitaine, d'Euskadi et de Navarre																									
	Action 1.3.1 : Soutenir les actions à caractère sportif, culturel et social pour promouvoir la mobilité de la jeunesse de l'Eurorégion											+										+				
	Action 1.3.2 : Favoriser la coopération entre les établissements scolaires, en généralisant des actions telles que les échanges scolaires afin d'améliorer le degré de connaissance mutuelle chez les plus jeunes																									+

Les symboles « + » (moins) et « ++ » (plus) correspondent au degré de correspondance entre l'action et l'Objectif thématique.

6. La stratégie eurorégionale et les priorités européennes

ESPACES DE PROGRAMMATION AQT-EUS		OT1		OT3			OT4			OT5		OT6				OT7	OT8			OT9			OT10			
		Innovation et recherche		Compétitivité entrepreneuriale			Économie à faible émission de carbone			L'adaptation au changement climatique		Environnement, patrimoine naturel et culturel				Transp. durable	Emploi			Promouvoir l'inclusion sociale			Éducation et formation			
		1a	1b	3a	3b	3d	4a	4c	4e	5a	5b	6c	6d	6f	6g	7c	8a	i (CTE)	ii (FSE)	iii (FSE)	9a	9b	v (FSE)	ii (FSE)	iii (FSE)	
ÉCONOMIE DE LA CONNAISSANCE, INNOVATION ET COMPÉTITIVITÉ ENTREPRENEURIALE	Action 2.1.1 : Augmenter le nombre d'universités eurorégionales en réseau, en renforçant et en structurant la coopération entre elles	OUI +	++																					++	+	
	Action 2.1.2 : Augmentation des initiatives de recherche en cotutelle et développement d'une Communauté eurorégionale de la Connaissance et de l'Innovation		++			+																		++	+	
	Action 2.1.3 : Développement de diplômes universitaires communs et de la mobilité eurorégionale des étudiants et des professeurs	+	++																					++	+	
	Action 2.1.4 : Favoriser une dynamique de coopération dans le domaine de la formation professionnelle		++		+											+	+	+	+							+
	Action 2.2.1 : Articuler les projets eurorégionaux d'innovation autour des secteurs stratégiques des trois territoires de l'Eurorégion	++	++																							
	Action 2.2.2 : Constituer un focus group permanent qui réunisse les acteurs eurorégionaux de R+D+I	++	++	+	+	+																				
	Action 2.3.1 : Service de soutien à la coopération entrepreneuriale eurorégionale			++	++	++										+	+	+	+				+			
	Action 2.3.2 : Favoriser la stratégie de coopération entre clusters		++	+	++	++																				
	Action 2.4.1 : Mise en œuvre de systèmes et dispositifs d'information sur et pour les travailleurs transfrontaliers																	++								
	Action 2.4.2 : Créer une offre et une demande de travail partagée par les trois services publics d'emploi eurorégionaux																	++								
	Action 2.4.3 : Approfondir les politiques de formation professionnelle partagées par les trois régions, en développant des pratiques transfrontalières ainsi que d'autres actions complémentaires																	++	+							++

6. La stratégie eurorégionale et les priorités européennes

ESPACES DE PROGRAMMATION AQT-EUS 2014-2020		OT1		OT3			OT4			OT5		OT6				OT7	OT8			OT9			OT10		
		Innovation et recherche		Compétitivité entrepreneuriale			Économie à faible émission de carbone			L'adaptation au changement climatique		Environnement, patrimoine naturel et culturel				Transp. durable	Emploi			Promouvoir l'inclusion sociale			Éducation et formation		
		1a	1b	3a	3b	3d	4a	4c	4e	5a	5b	6c	6d	6f	6g	7c	8a	i (CTE)	ii (FSE)	iii (FSE)	9a	9b	v (FSE)	ii (FSE)	iii (FSE)
TERRITOIRE DURABLE	Action 3.1.1 : Promouvoir la mobilité de proximité							++	+						++										
	Action 3.1.2 : Promouvoir la mobilité de moyenne distance (interurbaine)							++	+						++										
	Action 3.1.3 : Promouvoir la mobilité de longue distance							++	+						++										
	Action 3.1.4 : Promouvoir la coopération entre opérateurs de transport, logistiques et chargeurs (marchandises)							++	+						++										
	Action 3.1.5 : Promouvoir la coopération avec les administrations de l'Eurorégion pour la modernisation et l'amélioration des services de transport public par route sur le territoire de l'Eurorégion							++	+						++										
	Action 3.2.1 : Pérenniser et étendre les initiatives déjà engagées dans le milieu montagnard									+	+	++	++	++											
	Action 3.2.2 : Mettre en place des pratiques conjointes de préservation du littoral atlantique									+	+	++	++	++											
	Action 3.2.3 : Coordonner les politiques d'aménagement du territoire et d'aménagement urbain									+	+	+	+	+											
	Action 3.2.4 : Promouvoir des actions pour faire face au changement climatique									++	++	+	+	+											
	Action 3.3.1 : Promouvoir en commun une agriculture de qualité et développer conjointement une agriculture biologique			++	++					+					++										
	Action 3.3.2 : Valoriser une sylviculture durable			+	+										++										
	Action 3.3.3 : Mettre en commun les expériences et les initiatives en matière d'énergies renouvelables						++	++																	
	Action 3.4.1 : Engager une promotion touristique commune auprès des marchés extérieurs																								
	Action 3.4.2 : Soutenir les secteurs touristiques partagés et le tourisme de proximité au sein de l'Eurorégion																								
	Action 3.4.3 : Assurer une formation professionnelle eurorégionale pour des emplois liés au tourisme																++								++

6. La stratégie eurorégionale et les priorités européennes

ESPACES DE PROGRAMMATION AQT-EUS 2014-2020		OT1 Innovation et recherche		OT3 Compétitivité entrepreneuriale			OT4 Économie à faible émission de carbone			OT5 L'adaptation au changement climatique		OT6 Environnement, patrimoine naturel et culturel				OT7 Transp. durable	OT8 Emploi			OT9 Promouvoir l'inclusion sociale			OT10 Éducation et formation		
		1a	1b	3a	3b	3d	4a	4c	4e	5a	5b	6c	6d	6f	6g	7c	8a	i (CIE)	ii (FSE)	iii (FSE)	9a	9b	v (FSE)	ii (FSE)	iii (FSE)
GOUVERNANCE OUVERTE	Action 4.1.1 : Promouvoir un Forum interinstitutionnel de l'Eurorégion																								
	Action 4.1.2 : Focus groups/groupes de travail thématiques comme instrument de coordination et de promotion de projets de coopération																								
	Action 4.1.3 : Groupes opérationnels ad-hoc pour la gestion de projets concrets																								
	Action 4.2.1 : Renforcer le positionnement du GECT Eurorégion dans le contexte européen																								
	Action 4.2.2 : Développer des actions de communication et de diffusion de l'Eurorégion et du GECT : Forum annuel																								

**Annexe A. PARTICIPANTS À LA
ACTUALISATION DE
LA STRATÉGIE
EURORÉGIONALE**

Annexe A. Participants à la actualisation de la stratégie eurorégionale

• ACASUSO	Matxalen	Decana, Colegio Oficial de Arquitectos Vasco-Navarro
• AGINAGALDE	Alex	Técnico de Cultura, Etxepare Institutoa
• AGUERREA	Benicio	Socio de EIDE
• ALLARD	Annick	Union Régionale des Associations Familiales
• AMARA	Mohamed	Président de l'Université de Pau et Pays de l'Adour
• ANTON	Mikel	Director de Asuntos Europeos, Gobierno Vasco
• ARIZMENDI	Jon	Directeur du Développement économique, CCI Bayonne Pays Basque
• AROSTEGUY	Maider	Conseillère départementale des Pyrénées-Atlantiques (PA)
• ARREGUI	Mikel	Director de Euskarabidea, Gobierno de Navarra
• ARRESE	Asier	Gerente, Hazi Fundazioa
• ARTOLA	Gorka	Director de Innovacion y Transferencia, Universidad del País Vasco
• ARZALLUZ	Miren	Directora, Etxepare Institutoa
• ASPORD	Xavier	Directeur Général de l'Agglomération Pays Basque
• ATORRASAGASTI	Aitziber	Directora de Promoción Cultural, Gobierno Vasco
• AUGUSTIN	Emilie	Mission "Coopération transfrontalière" - Préfecture des PA
• AUMAILLEY	Irène	Coopératrice, OARA
• BARRENECHEA	Julieta	Euskampus, Université de Bordeaux
• BEDU	Anne-Laure	Conseillère Régionale Déléguée à l'Innovation
• BERGE	Mathieu	Conseiller Régional Délégué à l'Eurorégion, Membre du Bureau du GECT
• BLANCO	Yolanda	Directora General de Industria e Innovacion
• BOEHM	Marine	Chargée d'études CCI de Bayonne Pays Basque
• BUENO	Rikardo	Director of the Advanced Manufacturing Area
• BURGAIN	Marie France	Correspondante pour les Relations Internationales de l'ESPE d'Aquitaine
• CAMPILLO	Igor	Director, Fundación Euskampus
• CASENAVE	Jon	Université Bordeaux Montaigne
• CELERIER	Alain	Président de l'Université de Limoges
• CHAMORRO	Catalina	Directora de Internacionalización, Gobierno Vasco, Dpto. De Industria, Innovación, Comercio y Turismo
• CHARRIER	Fabrice	Directeur de l'Institut Français de Bilbao
• CHOCARRO	Francisco Javier	Président des architectes navarrais, Colegio Oficial de Arquitectos Vasco-Navarro
• CLAVEAU-ABADDIE	Charline	Présidente de l'OPLO
• CLAVERIE	Figli	Directeur de la Culture, Agglomération Pays Basque

Annexe A. Participants à la actualisation de la stratégie eurorégionale

• CROS	Estève	Directeur de l'OPL0
• DE LA TORRE	Juan Ramón	Director General, Aditech
• DE LARA	Manuel	Président d'Ocean Living Lab
• DOBARAN	Miren	Viceconsejera de Política Linguística, Gobierno Vasco
• ECHEVERRIA JADRAQUE	Daniel	Jefe de Análisis y Estudios del Transporte, Dirección General de Obras Públicas
• ERREMUNDEGUY	Joseba	Chargé de mission à l'OPLB
• FERNANDEZ	Eva	Directora Gerente del Consorcio Bidasoa Txingudi
• FERRER	Arturo	Gerente, Ayuntamiento de Iruña
• GARAT	Xabina	Chargée de Mission COMUE
• GARCIA	Arturo	Dirección de Promoción de la Cultura, Gobierno Vasco
• GLINTZBOECKEL	Serge	Président de la FDNA, Fédération des Designers en Nouvelle-Aquitaine
• GOIRRIA	Iker	Director General de Relaciones Externas, Diputación de Gipuzkoa
• GOÑI	Izaskun	Directora General Desarrollo Económico, Gobierno de Navarra
• GONZALO	Ramón	Vicerrector de Investigación, UPNA
• GRIESMAR	Marie	Chargée d'études CESER Nouvelle-Aquitaine
• GROUNDON	Wilfried	Directeur du CESER Nouvelle-Aquitaine
• HIVET	Aurélié	Directrice de la Culture, Conseil Départemental des Pyrénées-Atlantiques
• HORSEY	Camille	Responsable de l'ESPE d'Aquitaine
• IRASTORZA	Olga	Directrice de Bihartean
• IRIGOIEN	Pilar	Directora General, SODENA
• JIMENEZ DE CISNEROS	MA	Director del Servicio de Transportes, Gobierno de Navarra
• LAMOTHE	Eva	Conseillère au Cabinet du Président du Conseil, Départemental des PA
• LARRAZA	Irene	Directora de Culture, Etxepare Institutoa
• LATOUR	Julien	Chargé de Mission Coopération Transfrontalière, Conseil Départemental des Pyrénées-Atlantiques
• LAVIGNE	Brigitte	Syndicat CFDT Nouvelle-Aquitaine
• LAWRENCE	Linda	Directrice du DEFLE
• LOPEZ	Dori	Directora de Cultura, Gobierno de Navarra
• LORRENZ	Usue	ORKESTRA
• MANZANO	Sara	Directora, Oficinas Proyectos Europeos Aditech
• MESLIER	Céline	Vice-Présidente de l'Université de Limoges
• MIOQUE	Olivier	Chargé de Mission à l'OPLB

Annexe A. Participants à la actualisation de la stratégie eurorégionale

• MOINARD	Philippe	Président, Fédération Régionale des Exploitants Agricoles
• MORAIS	Adolfo	Viceconsejero de Universidades e Investigación, Gobierno Vasco
• MUÑOZ	Pilar	Directrice de la Maison des Auteurs, Cité Internationale de la Bande Dessinée
• MURUZABAL	Maite	Cluster Agroalimentario de Navarra
• NUÑEZ	Imanol	UPNA
• OBISPO	Jérémie	Conseil Régional de Nouvelle-Aquitaine
• OCAÑA	Urko	Gestor cultural del Departamento de Cultura, Deporte y Juventud, Gobierno de Navarra
• OGIER	Jean-Marc	Président de l'Université de La Rochelle
• OLHAGARAY	Pierre	Président de l'Association Echanges Pays Basque
• OLLO	Ana	Consejera de Relaciones Ciudadanas e Institucionales, Gobierno de Navarra
• OROZ	Carmen	Dirección de Acción Cultural, Gobierno de Navarra
• PEIGNEGUY	Katixa	Dinamización Campus Bordeaux, Euskampus
• PELLEJERO	Pello	Director General de Comunicación y Relaciones Institucionales, Gobierno de Navarra
• PEREZ GOMEZ	Fernando	Director General de Cultura, Gobierno de Navarra
• POINT	Pierre-Gilles	ADI Nouvelle-Aquitaine
• PUYO	Jean-Yves	Chargé de mission
• RODRIGUEZ	Manuel	Cluster de Energía de Navarra
• RONCAL	Marina	Jefa de Sección, Servicio de Proyección Internacional, Gobierno de Navarra
• SAINTE-MARIE	Andde	Conseiller Régional de la Région Nouvelle-Aquitaine
• SCHMITT	Emmanuelle	Directrice, Ecla Aquitaine
• SUAREZ	Franck	Chargé de mission, Institut Culturel Basque
• SUSAETA	Eloisa	Técnica de Acción Exterior, Gobierno Vasco
• VO	Hân	Chef de la Mission Europe, Transfrontalier et Politiques Contractuelles
• ZABALA	Josune	Directora de Investigación Lingüística y Coordinación, Gobierno Vasco
• ZARATE	Jon	Vicerector de Euskera, Universidad del País Vasco

Annexe A. Participants à la actualisation de la stratégie eurorégionale

Equipe GECT

• AZCONA	Leyre	Chargée de mission, GECT
• CAZALS	Florence	Becaria
• DE LABACA	Julien	Chef de projet, Transports
• MOULIN	Marc	Directeur, GECT
• URDANGARIN	Arola	Chargée de mission, GECT

Secrétariat Technique

• CORRAL	Antonio	Director, IKEI
• IZURIETA	Clara	Gerente, IKEI
• ZABALETA	Xabier	Consultor, IKEI

Annexe B. APPELS À PROJETS

Annexe B. Appels à projets

Appels à projets 2015 – 1^{er} semestre

Arloa / Area / Thème	Proiektuaren izena / Título del proyecto / Titre du projet	Euskadiko erakundea / Entidad de Euskadi / Entité d'Euskadi	Akitaniako erakundea / Entidad de Aquitania / Entité d'Aquitaine	Emandako dirulaguntza / Subvención otorgada / Subvention accordée
Kultura / Cultura / Culture	Le bataillon Gernika	Baleuko	Mara Films	26.000,00 €
Kultura / Cultura / Culture	EKLETIKA DSS2016	Luis Javier Pérez (About Basque Country)	SARL Pepper Internet	20.000,00 €
Kultura / Cultura / Culture	pARTe hARTuz	Donostia 2016 Fundazioa	Scène Nationale Sud-Aquitain	30.000,00 €
Kultura / Cultura / Culture	Katalina De Erausori Gorazarre	SAHATSA Dantza taldea Azkoitia	Katalina Pastoral Elkarte	7.500,00 €
Kultura / Cultura / Culture	Regards Croisés	La Fundación	Malandain Ballet Biarritz Glob Théâtre	23.000,00 €
Kirola / Deporte / Sport	Bilbao - Bordeaux 2016	Sociedad Ciclista Bilbaína	Stade Bordelais - ASPTT	15.000,00 €
Kirola / Deporte / Sport	Traversées du cap des deux jumeaux (FRA) au cap du Figuier (ESP): défi sportif scolaire transfrontalier	Club Náutico Hondarribia	Union National du Sport Scolaire	5.780,00 €
Hezkuntza / Educación / Education	Eau ressource, eau précieuse	IES Zumaia	Lycée du Pays de Soule	7.170,00 €
Hezkuntza / Educación / Education	Orientación Académica en la Euroregión Aquitania-Euskadi	Universidad Del País Vasco/Euskal Herriko Unibertsitatea	Lycée Professionnel Aizpurdi	10.000,00 €
Euskera / Euskera / Basque	"Euskalzaleak Ahalduzko Formazioa	Topagunea Euskara Elkarteen Federazioa	SEASKA	4.550,00 €
Euskera / Euskera / Basque	Euskara Ahoan	Elurnet Informatika zerbitzuak	Jakinola	20.000,00 €
Euskera / Euskera / Basque	Elkarrekilan Zuberoan	Euskal Herriko Ikastolak	Uda Leku Elkarte	19.000,00 €
Eleaniztasuna / Multilingualisme / Plurilingüisme	Plateforme technologique de la langue pour la gestion de l'information dans les médias en langues basque et occitane	Euskal Irratiak	FIMOC	15.000,00 €
Lanbide Heziketa / Formación Profesional / Formation Professionnelle	Gazi-geza	Eleka Ingeniaritza Linguistikoa SL Mutriku BHI - Akuakultura saila	Lycée agricole Saint Christophe	11.000,00 €
Lanbide Heziketa / Formación Profesional / Formation Professionnelle	Oportunidades Interregionales para jóvenes	Fundación Novia Salcedo	AFPA - Association Nationale pour la Formation Professionnelle Aquitaine, Poitou Charentes et Limousin	11.000,00 €
Gazteria / Juventud / Jeunesse	Chantiers Hegoalde-Iparalde	Gaztetxo Eskola	Concordia Aquitaine	6.000,00 €
Gazteria / Juventud / Jeunesse	Les bateaux transfrontaliers	Albaola Itsas Kultur Elkarte	Association des Chantiers Tramasset	19.000,00 €
TOTAL				250.000,00 €

Annexe B. Appels à projets

Appels à projets 2015 – 2^{eme} semestre

Arloa / Area / Thème	Proiektuaren izena / Título del proyecto / Titre du projet	Proiektuaren burua / Responsable del proyecto / Chef de file	Kideak / Socios / Partenaries	Emandako diru-laguntza / Subvención otorgada / Subvention accordée
Osasuna-Boisasuna / Salud-Biosalud / Santé- Biosanté	Chronicity Valley	Université de Bordeaux	BIOEF	50.000,00 €
Nekazaritza eta nekazaritzako elikagaien industria / Agricultura e industria agroalimentaria / Agriculture et industrie agroalimentaire	EVA (Euskadi Vin Aquitaine)	INNOVIN	PV, HAZI, Neiker, Euskampus, ISVV, Congrès et Expositiotns de Bordeaux, Internco, Chambre d'agriculture de Gironde, Chambre d'agriculture de Dordogne	50.000,00 €
Energia berriztagariak / Energías renovables / Energies renouvelables	From Seanergies to Seanergy	BlueSign Events	Cluster de Energía del País Vasco	50.000,00 €
Itsasoko eta itsasertzeko baliabideak / Recursos marinos y del litoral / Ressources marines et du littoral	OLIA! Com: Océan Living Lab: Animation de la communication numérique en réseau	Agglomération Sud Pays-Basque	Cluster Gaia et EuroSIMA Cluster	49.500,00 €

Annexe B. Appels à projets

Appels à projets 2016 – 1^{er} semestre

Arloa / Area / Thème	Proiektuaren izena / Título del proyecto / Titre du projet	Proiektuaren burua / Responsable del proyecto / Chef de file	Kideak / Socios / Partenaries	Emandako diru-laguntza / Subvención otorgada / Subvention accordée
Kultura / Cultura / Cultura	A corps perdu	Cie Bivouac	Teatro Victoria Eugenia, SNSA Bayonne	13.500,00 €
Kultura / Cultura / Cultura	2D2H	BIZKIAK PROJECT	Mairie de Hondarribia, CPIE LITTORAL BASQUE - EUSKAL ITSASBAZTERRA	7.000,00 €
Kultura / Cultura / Cultura	Karrikan	Communauté des communes ERROBI	Gasteizko udala / Mairie de Vitoria Gasteiz / Ville d'Hendaye, Collectivité Territoriale	12.000,00 €
Kultura / Cultura / Cultura	Résidence de diffusion, Charles Fréger	COOP	Kultur Etxea	12.000,00 €
Kultura / Cultura / Cultura	Relancer la pratique du txistu en Pays Basque	Association Herri Soinu elkarte	Euskal Herriko Txistu Elkarte	13.000,00 €
Kultura / Cultura / Cultura	Francoren bilobari gutuna	ARTEDRAMA	LE PETIT THÉÂTRE DE PAIN	20.000,00 €
Kultura / Cultura / Cultura	Xiberoko Ahotsak	TTAKUN PRODUCCIONES S.L.	MAIRIE DE MAULE	16.000,00 €
Gazteria / Juventud / Jeunesse	Hacia un futuro "ciudadano/a europeo/a e internacional" de la juventud transfronteriza	CEMEA AQUITAINE SUD	Agiantza, COOLEURS DU MONDE	17.000,00 €
Gazteria / Juventud / Jeunesse	Vers un Ecosystème Créatif Transfrontalier: Programa de Movilidad Creativa en la Eurorégión	GARAPEN. Asociación Vasca de Agencias de Desarrollo	BITAMINE Factoria, Fabrique POLA	20.000,00 €
Gazteria / Juventud / Jeunesse	So Mob	PISTES SOLIDAIRES	Fundación EDE	20.000,00 €
Gazteria / Juventud / Jeunesse	Concours Gastronomique Transfrontalier Euroherriarok	CLUB POTTOROAK	Cofradía Vasca de Gastronomía, ITSAS KIROLAK	5.500,00 €
Gazteria / Juventud / Jeunesse	Bidasoa Jeunesse	CONSORCIO TRANSFRONTALIER BIDASOA-TXINGUDI	CONSORCIO TRANSFRONTERIZO BIDASOA-TXINGUDI	3000,00 €
Gazteria / Juventud / Jeunesse	Flysch and GO ! En chemin vers l'Histoire de la Terre	CPIE Littoral basque	Géoparkea Euskal kostalde	12.000,00 €
Heziketa / Educación / Education	Estudio de viabilidad de la creación del Colegio de la Eurorégión. Fase I	Asociación ECHANGES PAYS BASQUE	Diputación Foral de Gipuzkoa	9.000,00 €
Heziketa / Educación / Education	Senpere - Mutriku - Poisson et innovation	LYCEE AGRICOLE PRIVE SAINT CHRISTOPHE	Akuakultura eta Elikagai Industrien LHII	16.000,00 €
Eleaniztasuana / Plurilingüismo / Plurilinguisme	Plataforma tecnológica para la gestión del conocimiento en los medios de comunicación en lenguas vasca y occitana	Federacion interregionau deus Médias Occitans (FIMOC)	Euskal Irratiak, ELEKA INGENIARITZA LINGUISTIKOA	17.000,00 €
Eleaniztasuana / Plurilingüismo / Plurilinguisme	Correcteur orthographique en occitan	Lo Congrès permanent de la lenga occitana	Elhuyar Fundazioa	19.000,00 €
Kirola / Deporte / Sport	Ziburu Gaztedi Errugbi Kultura	CIBOURE RUGBY CLUB	GAZTEDI RUGBY TALDEA	8.000,00 €
Kirola / Deporte / Sport	Desarrollo de un nuevo marco de actuación transfronterizo para el rugby vasco (fase 1/2016)	Federación Vasca de Rugby	Comité Territorial de Rugby Côte Basque Landes	10.000,00 €
			TOTAL	250.000,00 €

Annexe B. Appels à projets

Appels à projets 2016 – 2^{eme} semestre

Arloa / Area / Thème	Proiektuaren izena / Título del proyecto / Titre du projet	Proiektuaren burua / Responsable del proyecto / Chef de file	Kideak / Socios / Partneries	Emandako diru-laguntza / Subvención otorgada / Subvention accordée
Nekazaritza eta nekazaritzako elikagaien industria / Agricultura e industria agroalimentaria / Agriculture et industrie agroalimentaire	Euskabiom	Hazi	CRPF Aquitaine / GEIE Forespir	30.251,00 €
Energia Berriztagarriak / Energías Renovables / Energies Renouvelables	AAOE	Energie de la Lune	Azti	50.000,00 €
Energías Renovables / Energies Renouvelables	BlueSARE	Cluster de Energía	ACBA	45.250,00 €
Itsasertzeko baliabideak / Recursos marinos y del litoral / Ressources marines et du littoral	Turquoise 00	UPV/EHU	Université de Bordeaux / Université de La Rochelle	60.000,00 €
			TOTAL	185.501,00 €

Annexe B. Appels à projets

Appels à projets 2017 – 1^{er} semestre

Numéro	Gaia / Tema / Sujet	Proiektuaren izena / Título del proyecto / Titre du projet	Proiektuburua / Jefe de fila / Chef de file	Kidea / Socio / Partenaire	Kidea / Socio / Partenaire	Kidea / Socio / Partenaire	Proiektuaren kostua / Coste del proyecto / Coût du projet	Diru-laguntza / Subvención / Subvention
1	Culture	Karmen Pastoral	KARMEN ETXALARKOAK PASTORALA ELKARTEA	KATALINA PASTORALA ELKARTEA	GAZTELU ELKARTEA		30.600,00 €	12.740,00 €
2	Culture	Ainarak	ZINEA SORTZEN SL	ALDUDARRAK BIDEO	601 Producciones Audiovisuales		51.192,90 €	21.726,73 €
3	Culture	Ane eta Pierren bila	Gariza Films	La Fidèle Production			79.000,00 €	21.000,00 €
4	Culture	ARTHA	Association Elirale	Arrakala Koop Elk Txikia (Baratza aretoa)	Fundación Auditorio Barañain		42.555,00 €	17.640,00 €
5	Culture	Coro Easo-Aizkoa	Coro EASO	Dringilindron - Choeur AIZKOA			29.938,48 €	13.622,01 €
6	Culture	Karrikan	CAPB - Pôle territorial Errobi - Fabrique des arts de la rue Hameka	AYUNTAMIENTO DE VITORIA- GASTEIZ, Ayuntamiento de Bilbao	Mairie d'Hendaye, Mairie de Libourne	Distribución y Gestión de Espectáculos S.L.U	58.800,00 €	24.696,00 €
7	Culture	Dantzagune	Nafarroako Dantzarien Biltzara	Iparraldeko Dantzarien Biltzara	Gipuzkoako Dantzarien Biltzara	Bizkaiko Dantzarien Biltzara	17.275,00 €	7.860,13 €
8	Culture	Soinua iratzari	MUSIKAGILEAK Euskal Herriko Musikagileen Elkartea	Taun TaunGO!			10.500,00 €	4.650,00 €
9	Culture	Exposición recorrido premios arquitectura	Colegio Oficial de Arquitectos Vasco- Navarro	Conseil Régional de l'Ordre des Architectes d'Aquitaine			20.200,00 €	9.191,00 €
10	Culture	Residencia cruzada	Centro de Arte Contemporáneo de Huarte	COOP			47.200,00 €	12.103,00 €
11	Culture	ADENNA, Alliance des Designers d'Euskadi, de Navarra et de Nouvelle- Aquitaine	Fédération des Designers de Nouvelle Aquitaine	Euskadiko Diseinugileen Elkartea Asociación de Diseñadores de Euskadi			106.000,00 €	45.360,00 €
12	Culture	Korrontzi&OSN&Leinua	BAGA-BIGA S.L.	KORRONTZI	OSN		90.200,00 €	37.884,00 €
13	Culture	Mugakide	Asociación de Artistas Artitadetó	Asociación Littoral basque Atalaia/CPIE Littoral basque	Centro de Arte Contemporáneo Huarte		23.353,00 €	8.692,32 €

Annexe B. Appels à projets

Numéro	Gaia / Tema / Sujet	Proiektuaren izena / Título del proyecto / Titre du projet	Proiektuburua / Jefe de fila / Chef de file	Kidea / Socio / Partenaire	Kidea / Socio / Partenaire	Kidea / Socio / Partenaire	Proiektuaren kostua / Coste del proyecto / Coût du projet	Diru-laguntza / Subvención / Subvention
14	Plurilinguisme	Correcteur orthographique en lenga occitana	Lo Congrès permanent de la lenga occitana	Elhuyar Fundazioa			60.100,00 €	25.200,00 €
15	Plurilinguisme	Euskarabentura	EUSKARABENTURA ELKARTEA – EUSKARA ETA KULTURA GAZTEENGAN SUSTATZEKO ELKARTEA	EUSKALDUNON BILTOKI ELKARTEA	ZORTZI PROBINTZIAK ELKARTEA		171.215,94 €	25.200,00 €
16	Plurilinguisme	Emazu eskua	ASSOCIATION IKAS-BI	EHIGE	HERRIKOA		20.700,00 €	10.465,00 €
17	Education/jeunesse	Plataforma para movilidad de estudiantes de FP del sector social y sociosanitario	Centre Etcharry Formation Développement	NAZARET Zentroa	CIFP EASO Politeknikoa LHII, CIFP MEKA LHII, Instituto Plaiaundi, Instituto Eskurtze, Inmakulada Lanbide Ikastola	Escuela Politécnica Navarra	51.493,00 €	21.310,80 €
18	Education/jeunesse	Gaztejeunes	AGINTZARI SCIS	GAÏDO LAB	KAMIRA SCIS		57.000,00 €	23.940,00 €
19	Education/jeunesse	Mugak gaindituz	IESO Iñaki Ochoa de Olza DBHI	College Pierre Emmanuel			5.200,00 €	2.366,00 €
20	Education/jeunesse	Soutien au programme jeunesse hermione	Association Hermione	Albaola	Agencia de Desarrollo Económico del Valle de Sakana		30.000,00 €	13.650,00 €
21	Education/jeunesse	Euroeskualdea eta euskara	Bordaleko Euskal Etxea - Maison basque de Bordeaux	Lauro Ikastola Koop. Elkartea	IES RIBERA DEL ARGÁ DE PERALTA		36.000,00 €	16.380,00 €
22	Education/jeunesse	Ciudadanía joven eurorregional	Concordia Aquitaine	Ayuntamiento de Arrigorriaga			29.980,00 €	10.537,80 €
23	Sport	Bordeaux Pamplona Bilbao 2018	Stade Bordelais - ASPTT	Sociedad Ciclista Bilbaina	Grupo Ezkaba Txirindulariak		75.000,00 €	13.650,00 €
TOTAL								399.864,79 €

Annexe B. Appels à projets

Appels à projets 2017 – 2^{eme} semestre

Sektorea / Sector / Secteur	Proiektuaren izena / Nombre del proyecto / Titre du projet	Proiektuburua / Jefe de fila / Chef de file	Erakundearen izena / Nombre del organismo / Nom de l'organisme	Erakundearen izena / Nombre del organismo / Nom de l'organisme	Total	Diru-laguntza / Subvención / Subvention
Nekazaritza / Agricultura / Agriculture	RESELoC	Instituto Navarro de Tecnologías e Infraestructuras Agroalimentarias, S.A. (INTIA)	HAZI	Interbio Nouvelle- Aquitaine	100.050,00 €	50.025,00 €
Nekazaritza / Agricultura / Agriculture	Consortium eurorégional pour la réduction de l' impact des champignons pathogènes dans le secteur vitivinicole	Universidad del País Vasco/Euskal herriko Unibertsitatea UPV/EHU	Bodegas y Viñedos Artazu	Bodega Galdames, ISVV, UR œnologie, Bordeaux Sciences Agro, Vitinnov, Cave d'Irouleguy	138.294,50 €	70.000,00 €
Osasuna Bio-osasuna / Salud Bio-salud/ Santé Bio-santé	ONCONAEN	BASQUE HEALTH CLUSTER	ASOCIACIÓN INSTITUTO BIODONOSTIA,Euskampus Fundazioa, Fundación Onkologikoa,	Bayonne Pays Basque, Complejo Hospitalario de Navarra, SIRIC BRIO, SODENA	140.290,00 €	70.020,00 €
Aeroespaziala / Aeroespacial / Aéropatial	Sistema robótico para el mecanizado de composite en la industria aeronáutica	IDEKO	ALDAKIN AUTOMATION S.L.	EESC ESTIA-Compositadour	102.300,00 €	51.150,00 €
Itsasoertzeko baliabideak / Recursos Marinos / Ressources Marines	DINAMO-FIVE	UPPA	Material Physics Center, MPC	Pavimentos de Tudela	78.950,00 €	39.475,00 €
TOTAL						280.670,00 €



Avec la participation de

